



UN-HABITAT



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Federal Department of Economic Affairs,
Education and Research EAER
State Secretariat for Economic Affairs SECO

POUR UNE PLANIFICATION URBAINE AXÉE SUR LES PHÉNOMÈNES MIGRATOIRES

UN GUIDE EN 3 ÉTAPES du programme Planification Urbaine et
des Infrastructures dans le Contexte Migratoire (UPIMC)
au Cameroun, en Égypte et en Jordanie



Numéro HS: HS/088/17E

Publié en octobre 2024

Remerciements:

Ce projet est financé par:
Secrétariat d'Etat à l'Économie Suisse (SECO)

Le guide Appui à la Planification Urbaine et des Infrastructures dans le Contexte Migratoire (UPIMC) en 3 étapes a été développé par la branche des Pratiques Urbaines d'ONU-Habitat, section Planification, Finances et Économie (PFES) et les Bureaux Pays d'ONU-Habitat au Cameroun, en Égypte et en Jordanie.

Supervision du projet:

Laura Petrella, Chef de Section

Gestion du projet :

Niina Rinne, Jia Cong Ang, Deema Abu Thiab, Christian Bedga Nge, Ahmed Rezaq, Herman Pienaar

Supervision et fonctions administratives:

Jacqueline Macha, Stephen Otieno Aboge, Joyce David, Desmond Tutu

Principaux Auteurs:

Ayah Hammad, Princesse Samba Makondele, Rowaida Dweik, Ludovica Aicha Brambilla

Contributeurs:

Martin Neussel, Pinar Caglin, Sammy Muinde, Mario Palomino, Salma Yousry, Lennart Fleck, Salma Yousry, Jon Helfers, Kate Cotty, Avril Bundale, Simran Singh, Daniel Magallon, Robert Stubbs, Justin Paul Ware

Avis de non-responsabilité :

Les appellations employées dans ce rapport et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ni quant à leur système économique ou à leur degré de développement. L'analyse, les conclusions et les recommandations de cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues du Programme des Nations Unies pour les établissements humains, de son Conseil d'administration ou de ses États membres.

La référence dans cette publication à des produits commerciaux spécifiques, à des noms de marque, à des processus ou à des services, ou l'utilisation d'un nom commercial, d'une firme ou d'une société ne constitue pas une approbation, une recommandation ou une faveur de la part d'ONU-Habitat ou de ses responsables, et une telle référence ne constitue pas non plus une approbation de la part d'ONU-Habitat.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Federal Department of Economic Affairs,
Education and Research EAER
State Secretariat for Economic Affairs SECO

Pour une planification urbaine axée sur les phénomènes migratoires

**UN GUIDE EN 3 ÉTAPES du programme Planification Urbaine et
des Infrastructures dans le Contexte Migratoire (UPIMC)
au Cameroun, en Égypte et en Jordanie**

ABRÉVIATIONS

BAU	Business As Usual
CBO	Organisation Communautaire
RSE	Responsabilité Sociale des Entreprises
SIG	Système d' Information Geographique
GIM	Municipalité du Grand Irbid
GPS	Système de Positionnement Global
PDI	Personne Déplacée Interne
MCA	Analyse Multicritère
NbS	Solutions Basées sur l'Environnement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
NAU	Nouvel Agenda Urbain
ODD	Objectif de Développement Durable
SECO	Secrétariat d'État Suisse à l'Economie
SWOT	Forces, Faiblesses, Opportunités & Menaces
UMF	Cadre de Surveillance Urbain
ONU-Habitat	Programme des Nations unies pour les Etablissements Humains
UPIMC	Planification Urbaine et Infrastructures dans le Contexte Migratoire
VLR	Examen Local Volontaire
VNR	Examen National Volontaire

TABLE DES MATIÈRES

Abréviations	4
Table des Matières	5
Liste des Figures	6
Avant Propos	7
Introduction	8
Vue d'ensemble du processus	11
1. COMPRENDRE LA VILLE	12
Analyse Spatial et Profilage	12
• Qu'est-ce que le Profil Spatial d'une ville	14
• Comment cela se déroule-t-il	14
• Comment identifier une zone pilote	14
• Le processus étape par étape	15
• Lien avec le financement	16
• Qui doit être impliqué	17
• Quelle est la valeur ajoutée du Profil spatial	18
• Intégration avec d'autres outils	19
• Processus participatif et communautaire	20
• Approche multiscalaire et spatialisée	22
• Leçons apprises	25
2. PLANIFIER LA VILLE	26
Formulation de la Vision	28
• Qu'est ce qu'une Vision Urbaine	28
• Comment cela se déroule-t-il	28
• Le processus étape par étape	29
• Qui doit être impliqué	30
• Leçons apprises	32
Planification de la Zone	34
• Qu'est ce que la Planification de la Zone	34
• Comment cela se déroule-t-il	34
• Le processus étape par étape	35
• Qui doit être impliqué	36
• Leçons apprises	39
Priorisation des Projets	40
• Qu'est ce qu' un projet prioritaire	40
• Comment cela se déroule-t-il	40
• Le processus étape par étape	41
• Qui doit être impliqué	42
• Leçons apprises	45
3. TRANSFORMER LA VILLE	46
Plan d' Action	48
• Qu'est ce qu'un Plan d'Action	48
• Comment cela se déroule-t-il	48
• Le processus étape par étape	49
• Qui doit être impliqué	50
Carte d'Investissement	52
• Qu'est ce qu'une Carte d'Investissement	52
• Comment cela se déroule-t-il	52
• Le processus étape par étape	53
• Lien avec le financement	54
• Exemples de Modèles de Cartes d'Investissement	55
4. PROCHAINES ETAPES	58
• Qu'est-ce qui Vient après les Cartes d'Investissement de Projet	59
• Les Collectivités Locales prennent le Lead	60
• Partage de Connaissances et Renforcement des Capacités	66
5. BIBLIOTHEQUE DES RESSOURCES	68

LISTE DES FIGURES

Fig. 1: Impact du programme UPIMC. ONU-Habitat, UNHCR Janvier 2024.	9
Fig. 2: Le processus étape par étape du programme UPIMC.	11
Fig. 3: Distribution de la population, Douala 4, Cameroun.	13
Fig. 4: Le processus de profilage.	15
Fig. 5: Analyse des recettes et dépenses locales de l’Egypte à l’échelle nationale.	16
Fig. 6: Répartition des projets de la municipalité de Douala par secteur et par montant de 2015 à 2022.	16
Fig. 7: Analyse des revenus et des dépenses de la municipalité d’Amma.	16
Fig. 8: Session d’introduction au profilage spatial avec le personnel technique local Mafrag, Jordanie.	19
Fig. 9: Session de profilage spatial avec les réfugiés de la nouvelle ville de Damiette, Égypte.	20
Fig. 10: Session d’interview avec les Personnes Déplacées Internes de Douala 3, Cameroun.	21
Fig. 11: Classification des besoins en fonction de l’âge, des femmes et des hommes.	21
Fig. 12: Vue de la ville d’Amman.	25
Fig. 13: Session de planification de zone avec le personnel technique local d’Amman, Jordanie	27
Fig. 14: Le processus d’élaboration de la Vision.	29
Fig. 15: La carte de la vision de Douala 3, Cameroun.	31
Fig. 16: Séance de définition de la Vision à Douala 4, au Cameroun.	31
Fig. 17: Séance de visualisation utilisant une approche participative à Kafr El Battikh, Égypte.	32
Fig. 18: Séances de visualisation utilisant une approche participative à Amman, en Jordanie.	33
Fig. 19: Atelier sur la vision dans la ville de Kafr El Battikh, Égypte.	33
Fig. 20: Le processus de planification de la zone.	35
Fig. 21: Planification du quartier de Kafr El Battikh, Egypte.	37
Fig. 22: Session communautaire pour la planification de la zone.	37
Fig. 23: Processus de planification des projets prioritaires dans les infrastructures, Douala 3, Douala, Cameroun	38
Fig. 24: Processus de planification des projets prioritaires dans les infrastructures. Kafr El Battikh, Egypte.	38
Fig. 25: Processus de planification des projets prioritaires dans les infrastructures, Amman, Jordanie.	38
Fig. 26: Photo de la ville d’Amman, Jordanie.	39
Fig. 27: Hiérarchisation des projets prioritaires - Processus.	41
Fig. 28: Session des parties prenantes sur la priorisation des projets d’investissement des infrastructures, Kafr El Battikh.	43
Fig. 29: Session des parties prenantes sur la priorisation des projets d’investissement des infrastructures, Amman.	43
Fig. 30: Session des parties prenantes sur la priorisation des projets d’investissement des infrastructures, Douala 4	43
Fig. 31: Matrice de priorisation des projets d’investissement en infrastructures utilisée en Jordanie.	44
Fig. 32: Résultats de la priorisation des projets d’investissement dans les infrastructures, Egypte.	44
Fig. 33: Carte des projets d’infrastructure prioritaires, Douala 3, Douala, Cameroun.	45
Fig. 34: Proposition de réhabilitation des escaliers dans le quartier Al Hashimi, Amman, Jordanie.	47
Fig. 35: Processus d’élaboration du Plan d’Action.	49
Fig. 36: Plan d’Action de New Damietta, Egypte.	51
Fig. 37: Plan d’Action d’Amman, Jordanie.	51
Fig. 38: Processus d’une Carte d’Investissement de Projet.	53
Fig. 39: Atelier des bailleurs de fonds Douala 3, 2024, Cameroun.	54
Fig. 40: Atelier des bailleurs 2024 en Egypte.	54
Fig. 41: Atelier des bailleurs 2024 en Jordanie.	54
Fig. 42: Carte d’Investissement du projet de restauration des mangroves, Douala 4, Cameroun.	56
Fig. 43: Carte d’Investissement du projet création de parcs. Kafr El Battikh, Egypte.	56
Fig. 44: Carte d’Investissement du projet de création de marché, Douala 3, Cameroun.	56
Fig. 45: Carte d’Investissement du projet de creation d’une piste cyclable. New Damietta, Egypte.	56
Fig. 46: Carte d’Investissement du projet réhabilitation des escaliers. Amman, Jordanie.	57
Fig. 47: Carte d’Investissement du projet création de parc. Irbid, Jordanie.	57
Fig. 48: Carte d’Investissement du projet amélioration du réseau d’eau et d’assainissement. Mafrag, Jordanie.	57
Fig. 49: Cycle de vie d’un projet.	59
Fig. 50: Les représentants du gouvernement local de Damietta lors d’un atelier avec la communauté.	60
Fig. 51: Cadre d’orientation pour le renforcement de la résilience financière locale au-delà du financement externe.	61
Fig. 52: Parc réhabilité de la Reine Noor en Jordanie.	63
Fig. 53: Vue des marécages de Mambanda au Cameroun.	63
Fig. 54: Les images (en haut et en bas) montrent un rendu 3D de la conception de la piste cyclable à New Damietta.	65
Fig. 55: Renforcement des capacités pour identifier les variables à l’échelle du quartier avec les mairies d’Amman et d’Irbid.	66
Fig. 56: Formation SIG pour le personnel technique à Damiette, Egypte.	66
Fig. 57: Conférence pour les étudiants en urbanisme et en design de l’Université Hachémite, Jordanie.	66
Fig. 58: Formation à l’Université de Douala, Douala, Cameroun.	66
Fig. 59: Des étudiants de l’Université de Douala participant aux ateliers UPIMC et testant les outils de collecte de données.	67
Fig. 60: Événement parallèle au Forum urbain africain, Addis-Abeba, Éthiopie.	67
Fig. 61: Évènement parallèle à la COP28 à Dubai, EAU.	67

AVANT-PROPOS



Chers lecteurs et collègues,

Au nom du Secrétariat d'Etat à l'Economie (SECO), j'ai le grand honneur de présenter ce guide sur la planification urbaine ten fonction des migrations, une étape cruciale dans la mise en œuvre réussie du programme sur la planification urbaine et infrastructure dans le contexte migratoire (UPIMC).

Ce guide n'est pas seulement le résultat d'années de travail dévoué de la part d'ONU Habitat. Il incarne l'engagement de SECO à promouvoir un développement urbain inclusif, résilient et durable, surtout face aux tendances croissantes en matière de migration et de déplacement dans le monde.

La migration est l'un des défis majeurs de notre époque. L'urbanisation rapide, associée à des flux migratoires sans pareil, exerce une pression considérable sur les villes et systèmes urbains. Si cette évolution s'accompagne souvent d'une forte pression sur les infrastructures locales et services publics, elle offre aux villes un énorme potentiel pour devenir des centres d'innovation, de diversité culturelle et de croissance économique.

C'est dans ce contexte que SECO, en collaboration avec UN Habitat et ses partenaires au **Cameroun**, en **Egypte** et en **Jordanie**, a soutenu le programme UPIMC dans le but de doter les villes des outils et des connaissances dont elles ont besoin pour répondre à ces changements dynamiques et faire en sorte que la migration devienne un catalyseur du développement urbain plutôt qu'un défi.

Ce guide constitue une ressource complète pour les urbanistes, les décideurs politiques et les praticiens qui cherchent à intégrer les considérations relatives à la migration dans leurs processus de planification. Il propose des approches pratiques, des bonnes pratiques et des solutions innovantes pour faire face à la complexité de la planification urbaine dans les contextes migratoires. Plus important encore, il met l'accent sur la nécessité de mettre en place des processus de planification inclusifs qui placent les besoins et les contributions des migrants et des communautés d'accueil au cœur des stratégies de développement urbain.

Ce guide doit inspirer et aider les villes du monde entier à adopter une planification urbaine tenant compte des migrations. Ce faisant, elles pourront créer des environnements urbains plus résilients, durables et équitables pour tous les résidents.

Le SECO s'engage à continuer à soutenir les initiatives qui promeuvent le développement urbain durable et la croissance inclusive, et nous nous réjouissons de voir l'impact positif de ce guide dans les années à venir.

Cordialement,

Dagmar Vogel

Chef de la division Financement des infrastructures (WEIN)
Secrétariat d'Etat Suisse à l'Economie (SECO)



INTRODUCTION

Avec plus de 55 % de la population mondiale vivant dans des zones urbaines - un chiffre qui devrait atteindre 68 % d'ici 2050 - les villes s'efforcent de répondre aux divers besoins de leurs habitants. Les villes sont également devenues la principale destination des migrants et des populations déplacées, plus de 60 % des réfugiés et 50 % des personnes déplacées internes de leur propre pays (PDI) résidant dans des zones urbaines.

Cette croissance urbaine rapide met à rude épreuve les ressources et les infrastructures et accroît les tensions sociales, exacerbées par les effets cumulés du changement climatique sur les quartiers vulnérables. Malgré ces défis, les villes bien planifiées et équitables peuvent devenir des moteurs du développement durable. Les migrations urbaines offrent des possibilités d'innovation, de diversité et de croissance durable, qui profitent à la fois aux nouveaux arrivants et aux résidents de longue date. Soutenir des voies de migration durables vers les villes peut renforcer l'intégration, améliorer les conditions de vie et favoriser des communautés résilientes et inclusives qui sont le moteur d'une transformation urbaine positive.

LE PROGRAMME

ONU-Habitat est à l'origine d'approches alternatives visant à atténuer les vulnérabilités et à exploiter les avantages de la migration en milieu urbain grâce au **Appui à la Planification Urbaine et des Infrastructures dans le Contexte Migratoire (UPIMC)** financé par le **Secrétariat d'État Suisse à l'Économie (SECO)**. UPIMC vise à améliorer l'accès à des services fiables et à des opportunités socio-économiques pour les migrants et les communautés d'accueil dans sept villes du **Cameroun, d'Égypte et de Jordanie**. Ces villes jouent un rôle crucial dans l'accueil des réfugiés, des personnes déplacées internes (PDI) et d'autres migrants dans chaque pays.

UPIMC fournit des informations sur les interventions stratégiques réalisables afin de susciter un changement transformateur et d'aider les gouvernements locaux à élaborer des stratégies de résilience urbaine à long terme. Il favorise la collaboration multisectorielle entre les gouvernements nationaux et locaux, les acteurs humanitaires, les partenaires de développement et les institutions financières.

Ce faisant, le programme UPIMC vise à contribuer à combler le fossé entre les pratiques humanitaires et les pratiques de développement en milieu urbain, en ouvrant la voie à des solutions urbaines durables qui permettent aux communautés de construire des avenir urbains durables pour tous.

LA METHODOLOGIE

Le programme UPIMC applique l'approche de planification en trois phases du laboratoire urbain d'ONU-Habitat aux contextes complexes et dynamiques dans lesquels il opère. La méthodologie comprend trois composantes interconnectées qui couvrent différentes échelles :

1) Comprendre la ville: Utiliser le profilage spatial et l'analyse pour informer la prise de décision et le développement fondés sur des données probantes.

2) Planifier la ville: Concevoir et soutenir des voies de développement inclusives et durables pour des zones urbaines sélectionnées.

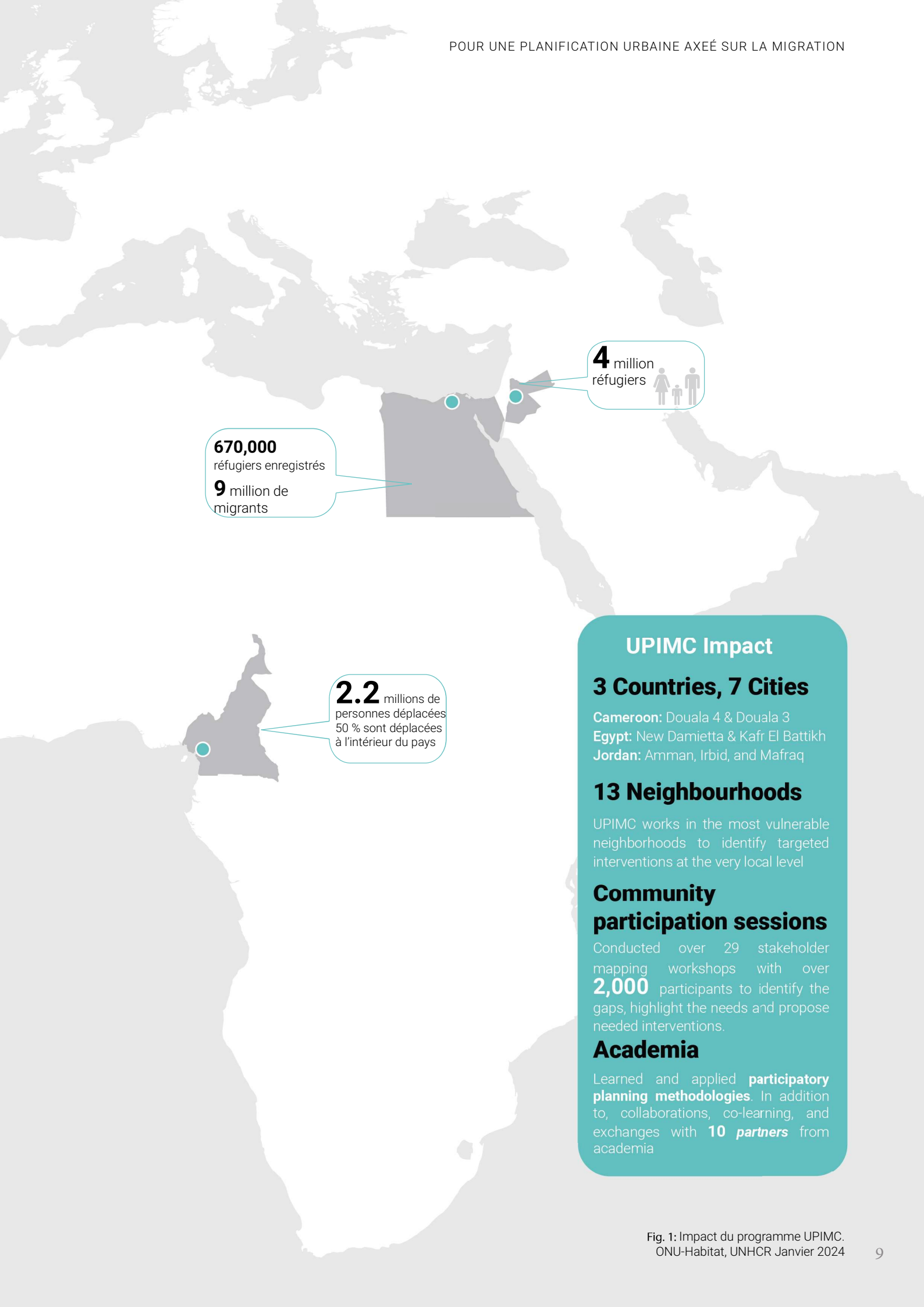
3) Transformer la ville: Formuler des interventions réalisables dans les quartiers plus vulnérables.

L'échange de connaissances et le renforcement des capacités sont des éléments transversaux qui s'étendent à toutes les phases et qui se concentrent sur l'amélioration des compétences et des capacités des acteurs locaux et des parties prenantes impliquées, ainsi que sur le partage et la diffusion des idées, des meilleures pratiques et des enseignements tirés.

Il est important que le lien avec le financement de projet soit présent à toutes les phases afin de rendre les interventions communautaires identifiées rentables et réalisables.

LOCALISER LES ODDs POUR NE LAISSER PERSONNE ET AUCUN ENDROIT DE COTE

Cette approche et cette méthodologie se combinent pour former une boîte à outils permettant aux gouvernements et aux parties prenantes locales de mettre en œuvre des stratégies efficaces pour le développement durable. Le programme contribue à la mission d'ONU-Habitat de promouvoir le développement durable en mettant en œuvre le Nouvel Agenda Urbain (NUA), le Cadre de suivi urbain (UMF) et les Objectifs de Développement Durable (ODD) au niveau local. Cette méthodologie sert de catalyseur à l'action, en exploitant les voix et les connaissances des communautés locales vivant dans des environnements urbains fragiles, afin de conduire un changement transformateur qui ne laisse personne ni aucun endroit de côté.



670,000
réfugiés enregistrés
9 million de migrants

4 million
réfugiés

2.2 millions de personnes déplacées
50 % sont déplacées à l'intérieur du pays

UPIMC Impact

3 Countries, 7 Cities

Cameroon: Douala 4 & Douala 3
Egypt: New Damietta & Kafr El Battikh
Jordan: Amman, Irbid, and Mafrq

13 Neighbourhoods

UPIMC works in the most vulnerable neighborhoods to identify targeted interventions at the very local level

Community participation sessions

Conducted over 29 stakeholder mapping workshops with over **2,000** participants to identify the gaps, highlight the needs and propose needed interventions.

Academia

Learned and applied **participatory planning methodologies**. In addition to, collaborations, co-learning, and exchanges with **10 partners** from academia

Fig. 1: Impact du programme UPIMC.
ONU-Habitat, UNHCR Janvier 2024

INTRODUCTION

À PROPOS DE CE GUIDE

Ce guide décrit étape par étape la méthodologie de planification en trois phases utilisée par ONU-Habitat dans le cadre du programme Planification Urbaine et Infrastructure dans le Contexte Migratoire (UPIMC) dans des villes et des quartiers pilotes au Cameroun, en Égypte et en Jordanie. Il met en évidence les meilleures pratiques, les principes normatifs et les leçons apprises tout en fournissant des recommandations pour la reproduction dans des contextes similaires de migration et de déplacement urbains. En partageant ces expériences, le guide vise à enrichir les connaissances et les efforts collectifs en matière de développement urbain inclusif et durable.

À QUI S'ADRESSE LE GUIDE ?

Ce guide est destiné à toutes les parties prenantes impliquées dans la planification urbaine et la gestion des migrations :

Parties Prenantes



Donateurs/
Bailleurs



Partenaires
Internationaux



Communautés
d'accueil



Etat
Central



Secteur
Privé



Autorités
Locales



Migrants
(Réfugiés, personnes
déplacées, demandeurs
d'asile)



Académie

COMMENT LIRE LE DOCUMENT

Le guide est divisé en trois sections principales correspondant aux trois phases principales de la méthodologie adoptée et aux étapes connexes :

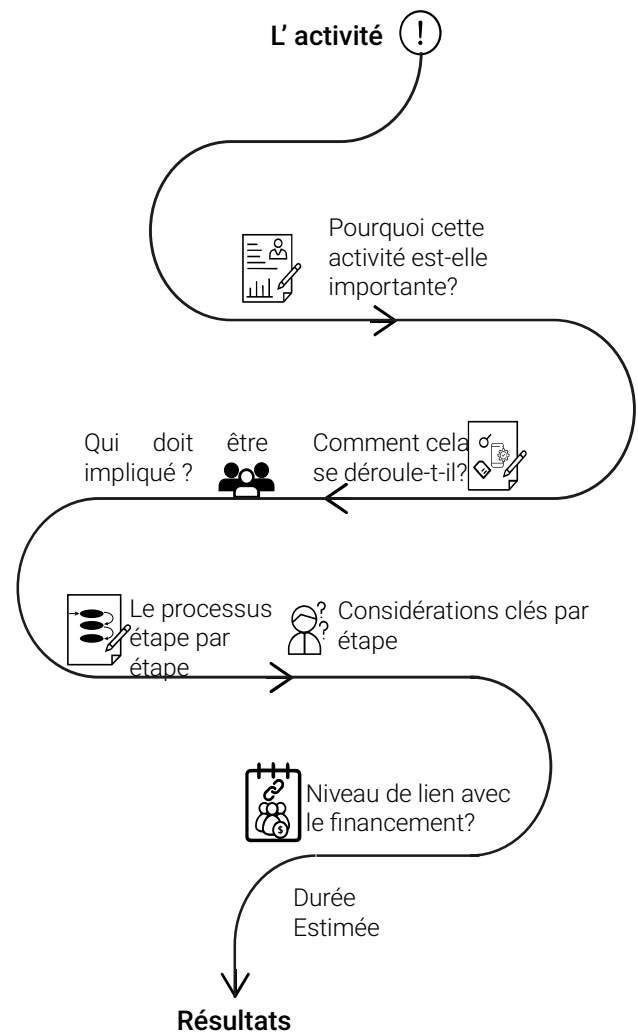
Chapitre 1: « Comprendre la ville » (profilage spatial et analyse)

Chapitre 2: « Planifier la ville » (formulation de la vision et planification des zones)

Chapitre 3: « Transformer la ville » (plan d'action et notes de projet)

Chapitre 4: est focalisé aux étapes de l'approche à trois volets d'ONU-Habitat. Il décrit le passage de la planification à la mise en œuvre, en détaillant les rôles des autorités locales, de l'Etat central et des partenaires dans l'avancement des projets. Il aborde aussi les stratégies visant à obtenir des financements garantissant que le travail de base effectué dans le cadre du processus de planification aboutisse à un développement urbain durable.

Pour chaque étape, des activités spécifiques sont expliquées et des réponses à des questions clés sont fournies, comme indiqué ci-dessous :



Knowledge Exchange & Capacity Building

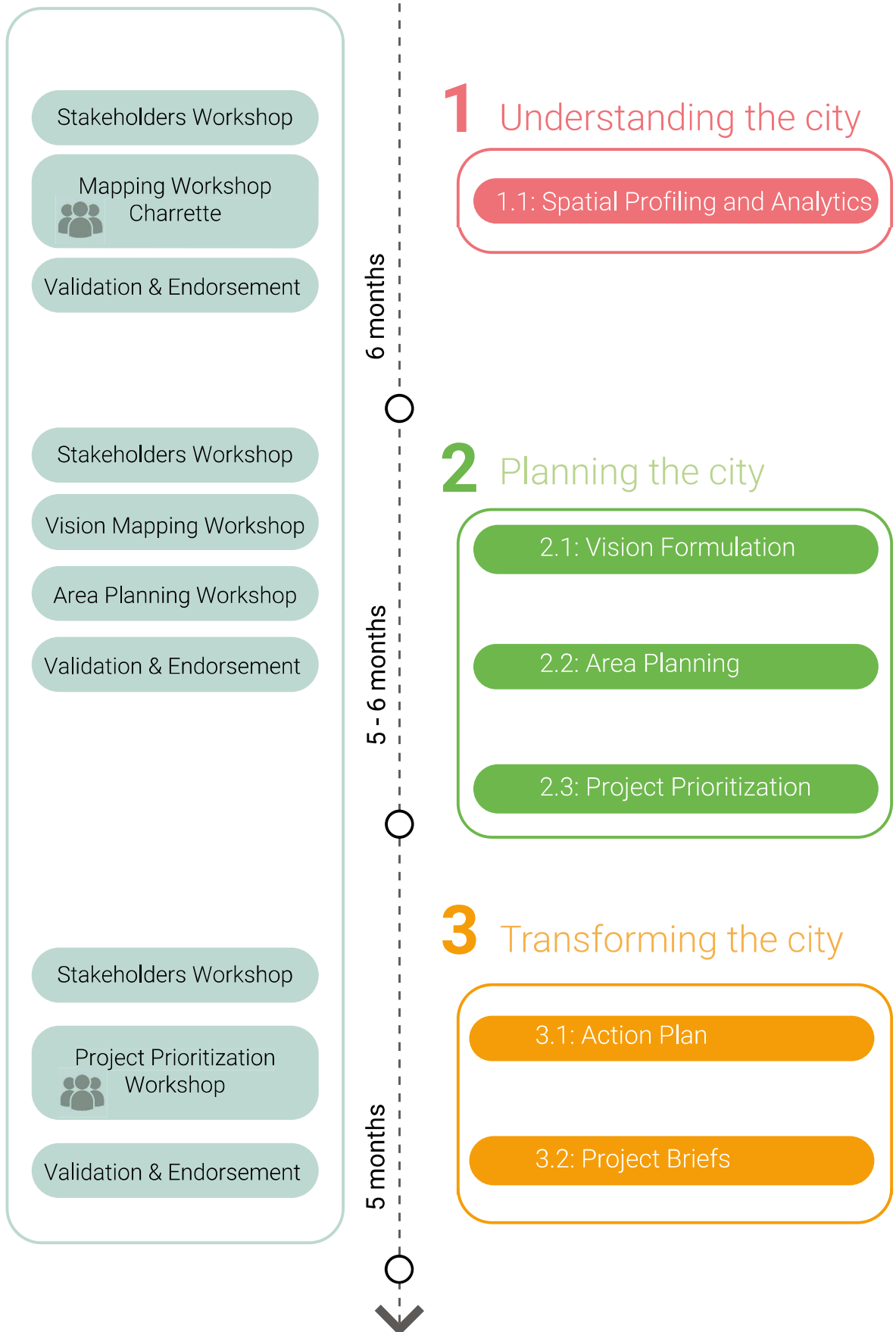
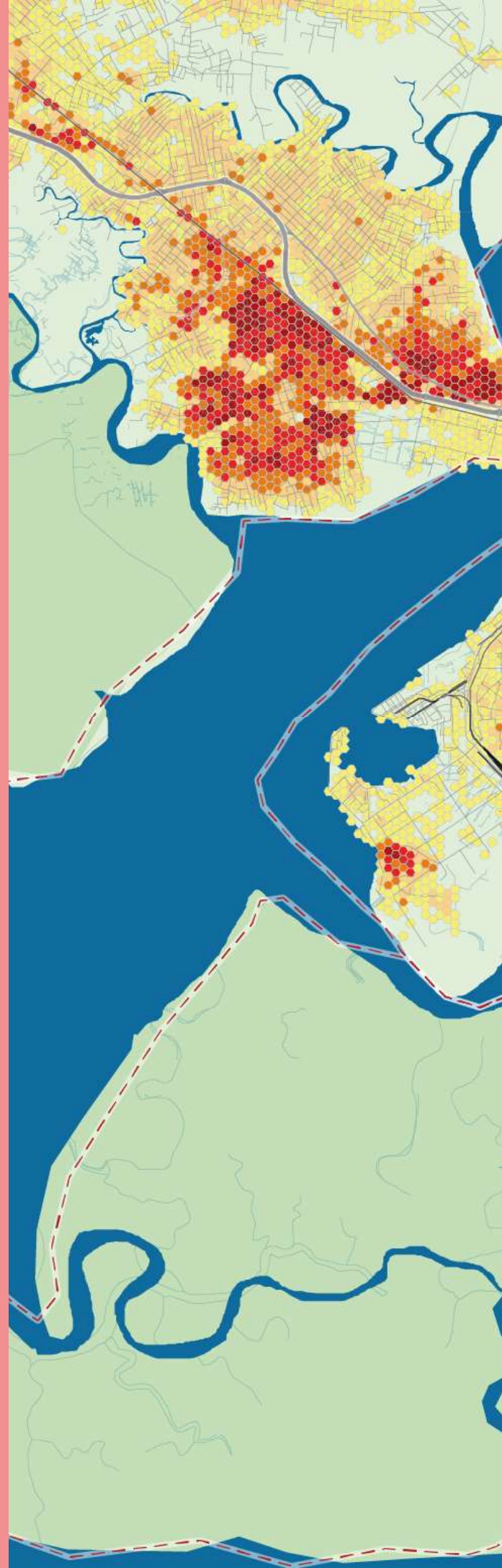


Fig. 2: Le processus étape par étape du programme UPMC ONU Habitat 2024

01

COMPRENDRE LA VILLE



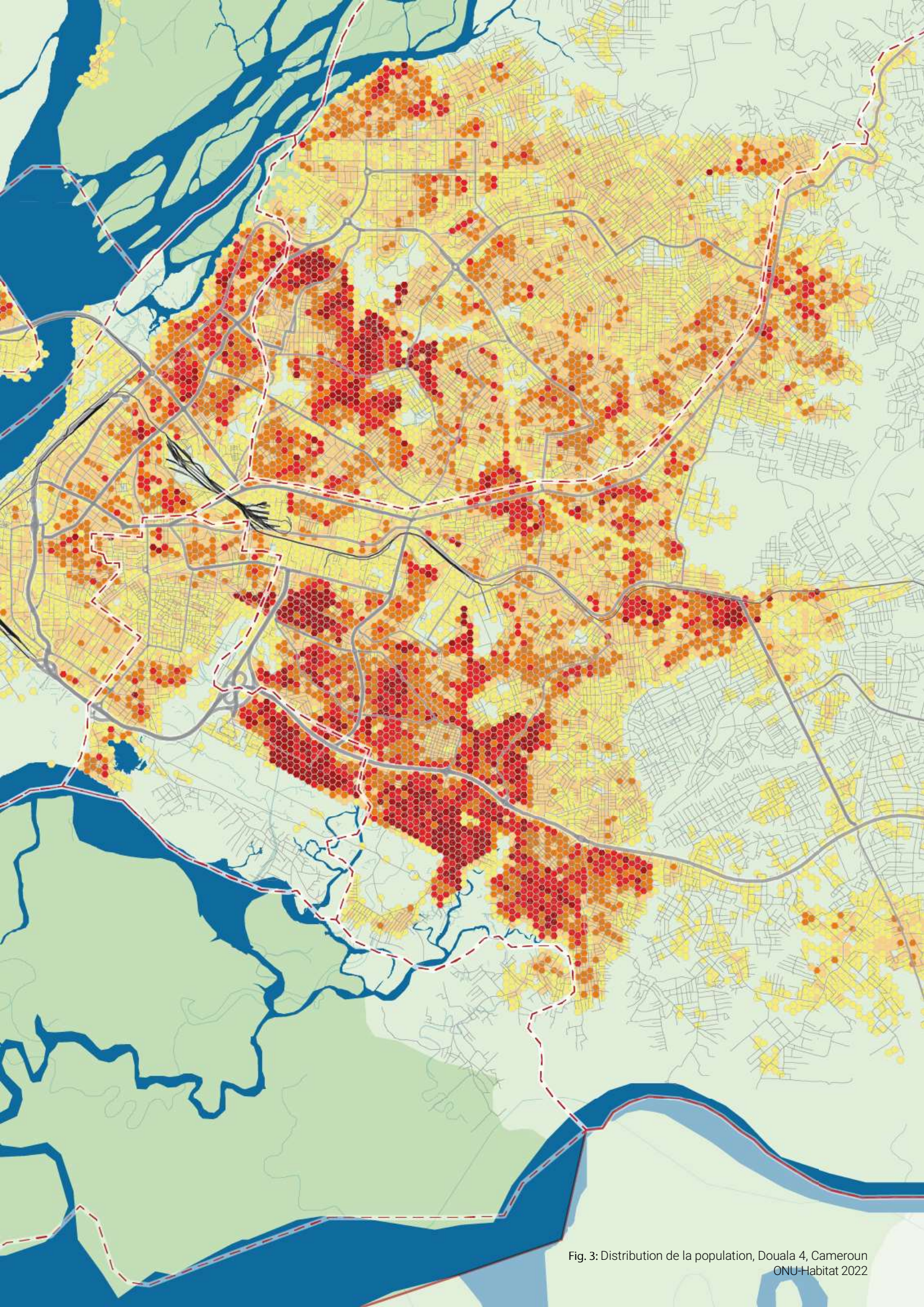


Fig. 3: Distribution de la population, Douala 4, Cameroun
ONU-Habitat 2022

Objectifs

- Elaborer une planification urbaine et des politiques nationales et locales basées sur des données fiables, apportant une réponse urbaine plus collective.
- Identifier les domaines où la planification et l'investissement doivent être poursuivis.
- Favoriser les financements basés sur les données en alignant l'analyse sur les finances.
- Comblent les lacunes en matière de données et capacités, en renforçant les écosystèmes de données.

Résultats

- Profils spatiaux

Principales parties prenantes

- Gouvernements nationaux et locaux
- Communauté locale (migrants et hôtes)
- Académie
- Partenaires

Qu'est-ce que le profil spatial d'une ville?

Un profil spatial est un outil d'évaluation qui génère et présente des données multisectorielles, multiscales et spatialisées analysées dans une zone géographique. Le profil spatial d'une ville permet de mieux comprendre l'environnement naturel et bâti, ainsi que les modèles existants et la dynamique des établissements humains. Il spatialise les principaux défis et opportunités, en fournissant des orientations fondées sur des données probantes pour la planification future, en accord avec ses stratégies de développement durable.

Comment cela se déroule-t-il?

L'exercice de profilage implique la collecte, l'analyse et la visualisation de données afin de cerner les dynamiques, défis et opportunités de la ville. Une approche multi-scalaire est utilisée pour étudier les modèles et indicateurs à travers les échelles. Les profils spatiaux peuvent être élaborés à l'échelle d'un quartier, d'une ville, d'un pays ou d'une région permettant une analyse plus ou moins complète en fonction des besoins et des contextes spécifiques.

Une analyse multisectorielle, réunissant l'expertise technique en matière de planification, d'analyse de données, d'économie urbaine et de gouvernance, met en évidence l'interaction complexe des aspects physiques, socio-économiques et politiques au sein des villes. Au début, il importe de clarifier les objectifs principaux, la portée géographique et la portée thématique du profil afin d'identifier les indicateurs et données à analyser. Il peut s'agir d'indicateurs physiques et environnementaux, d'indicateurs socio-économiques, de cadres juridico-réglementaires, etc. Les éléments clés en général analysés sont la démographie, l'utilisation des sols et les infrastructures, les risques climatiques, l'activité économique et les inégalités, et l'accès aux services publics.

La collecte de données, quantitatives et qualitatives, s'effectue via des enquêtes sur le terrain, d'études documentaires et d'examen de politiques, de bases de données existantes telles les rapports gouvernementaux, les études universitaires et les plates-formes de sources ouvertes et de l'imagerie satellitaire. Les données de base collectées sont intégrées, recoupées et consolidées via des ateliers, groupes de discussion et de consultations

permettant de recueillir les points de vue des communautés locales et parties prenantes. Les profils spatiaux fournissent une cartographie et une visualisation de ces données en traduisant différentes données en graphiques et en représentations spatiales, telles des cartes.

Comment identifier une zone pilote?

Etablir des profils spatiaux peut contribuer au choix de sites pilotes dans lesquels une planification détaillée peut être faite. D'autres évaluations peuvent être menées, telles que des évaluations de la vulnérabilité de la ville, alliant les différents facteurs influençant la qualité de vie, afin de mettre en évidence les zones urbaines qui ont le plus besoin d'interventions, les zones et secteurs qui ont un potentiel de développement. Ces évaluations appliquent en général des critères et systèmes de notation et représentent dans l'espace les contraintes et opportunités. Il est recommandé de valider les évaluations et l'identification des zones pilotes en consultant les habitants.

En Contexte Migratoire et de Déplacement Urbain

UPIMC met l'accent sur les indicateurs et les données désagrégées pour les réfugiés, les personnes déplacées, les migrants et les autres groupes vulnérables pour lesquels il est généralement plus difficile de recueillir des données désagrégées (comme les femmes, les personnes handicapées, etc.).

La sélection des zones pilotes est basée sur :

- Analyse géospatiale
- Évaluation de la vulnérabilité
- Forte présence de migrants et de réfugiés
- Manque d'infrastructures et de services

La sélection finale des zones est validée par des consultations avec les membres des communautés d'accueil et de migrants.

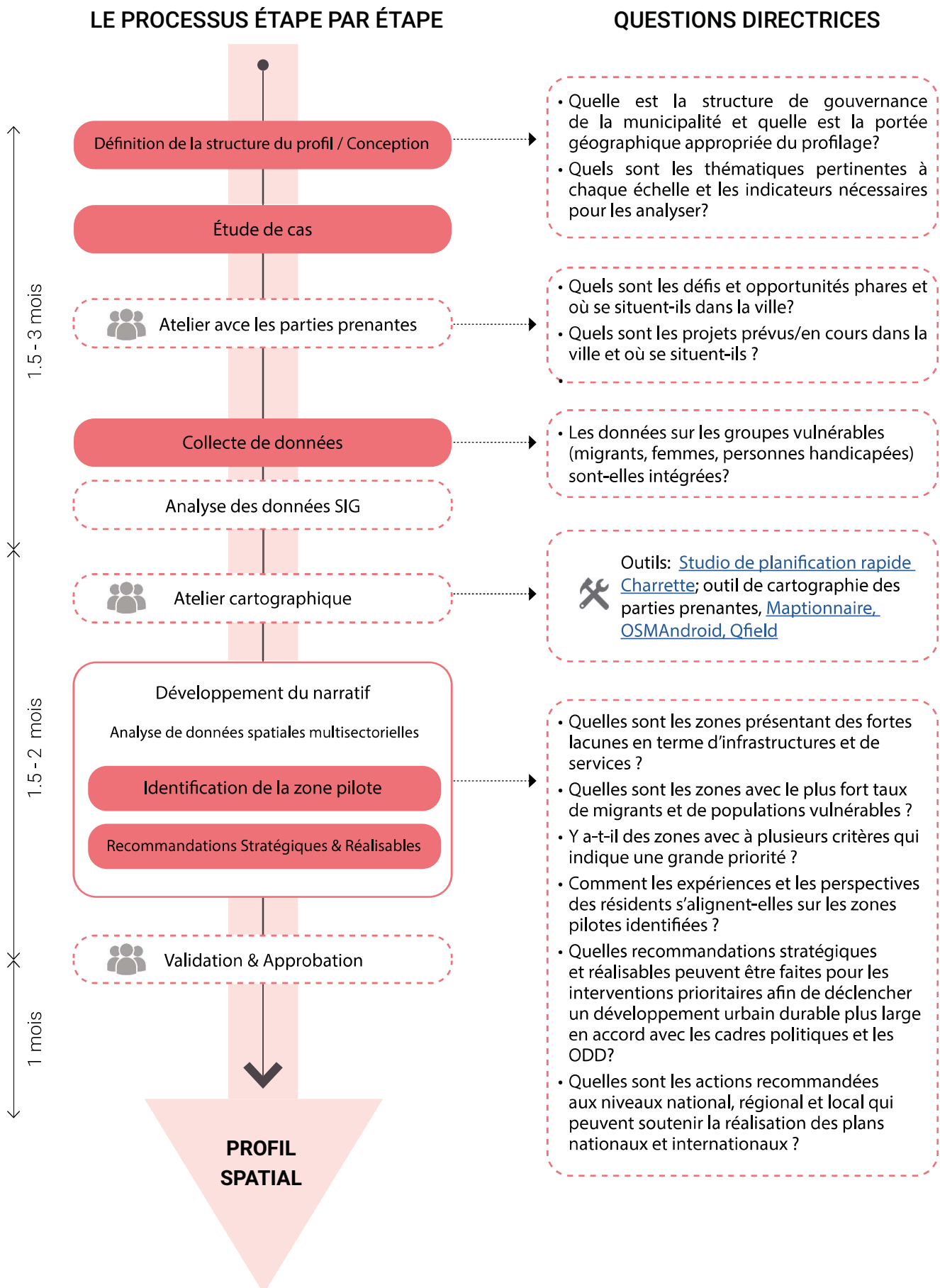


Fig. 4 : Le processus de profilage.
ONU-Habitat

LIEN AVEC LE FINANCEMENT



Dans une approche de planification globale, les profils géographiques des villes jouent un rôle crucial en connectant le développement urbain à la gestion financière. Cela implique d'analyser les données pour déterminer les possibilités de financement des projets. Afin d'assurer l'efficacité de ce lien, il est nécessaire d'inclure les aspects financiers dès le commencement du processus de profilage. Ceci facilite la coordination entre les intervenants et la coopération avec les donateurs, contribuant par conséquent à pallier les manques de financement et à favoriser la réussite sur le long terme.

L'activité de profilage offre une compréhension minutieuse du contexte financier municipal, incluant la planification des investissements publics, les structures financières, les mécanismes budgétaires, la production de recettes, les dépenses et les enjeux financiers. Dans le contexte du programme UPIMC, les profils spatiaux donnent un aperçu global de la gestion financière des municipalités, incluant leur recours aux revenus indépendants, aux prêts externes et à l'assistance pour satisfaire leurs exigences budgétaires et d'infrastructure.

Cette évaluation financière de base est cruciale pour naviguer dans l'écosystème financier complexe des municipalités, en mettant en évidence les opportunités et les défis actuels ou les lacunes dans la planification des investissements municipaux et l'exécution des projets.

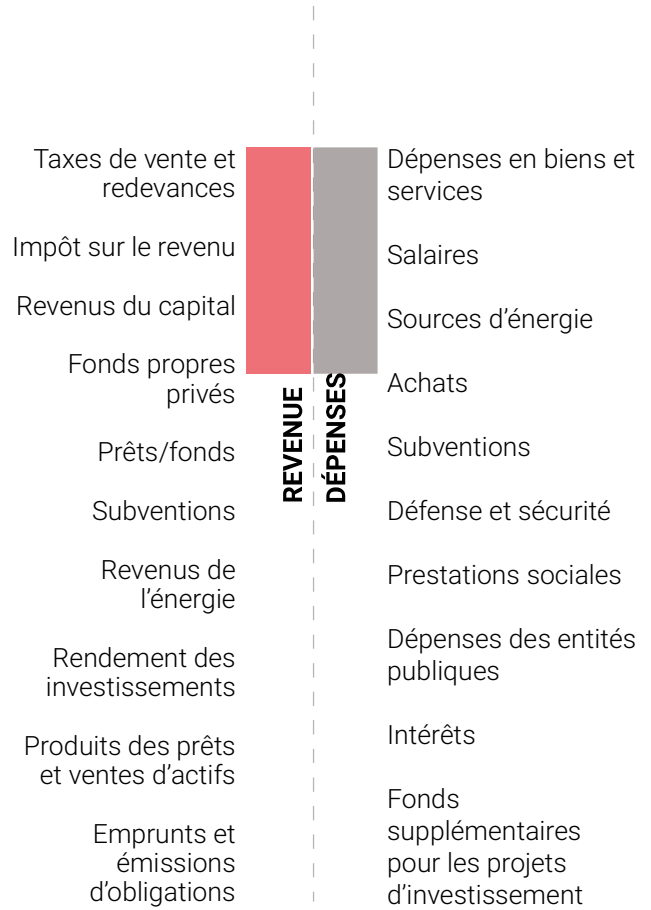


Fig. 5: Analyse des recettes et dépenses locales de l'Egypte à l'échelle nationale. ONU-Habitat 2024

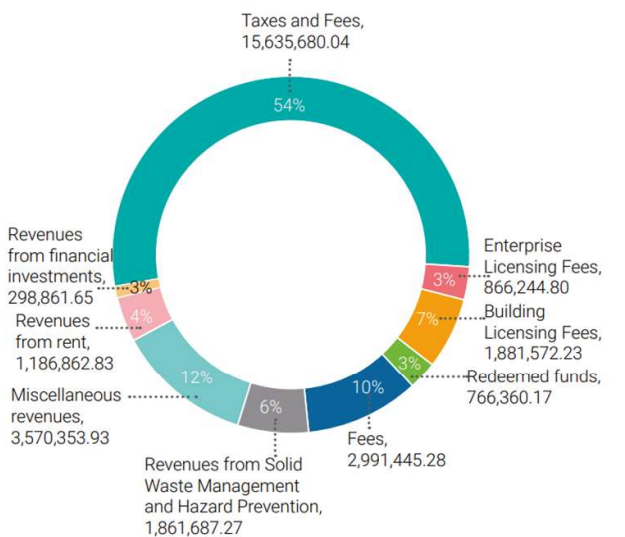


Fig. 7: Analyse des revenus et des dépenses de la municipalité d'Amma. ONU-Habitat 2022

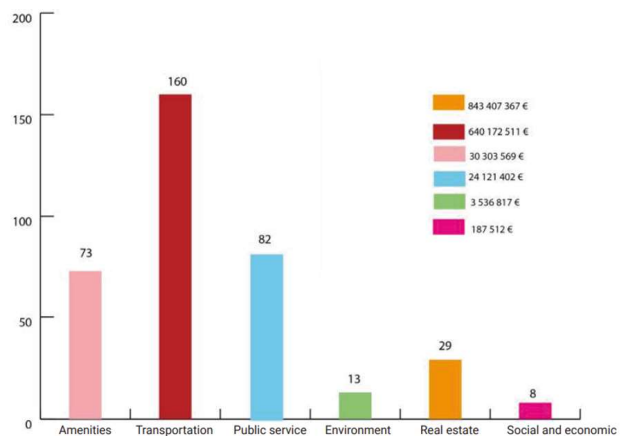
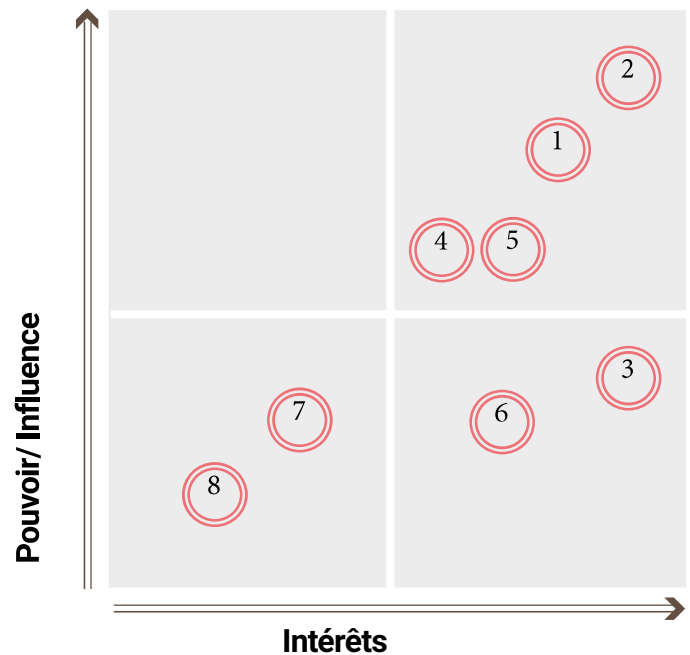


Fig. 6: Répartition des projets de la municipalité de Douala par secteur et par montant de 2015 à 2022. ONU-Habitat 2023









ANALYSE SPATIALE ET PROFILAGE

QUI doit être impliqué?

En général, les profils spatiaux sont développés pour les villes et par les villes. Le gouvernement local doit gérer et conduire le profilage spatial et acquérir les compétences nécessaires pour reproduire l'exercice. Les autres acteurs clés sont les gouvernements nationaux, les organisations humanitaires et de développement, les donateurs et les financiers. Les parties prenantes qui devraient être impliquées dans cette étape sont présentées ci-dessous. Leurs niveaux de pouvoir/d'influence et leurs intérêts respectifs sont également présentés.



Rôles and Responsabilités

1 Etat Central 	Participer aux activités multipartites et discuter des collaborations pour la planification et la mise en œuvre du projet, en soutenant le processus de collecte de données.
2 Autorités Locales 	Coordonner l'exercice dès les premières étapes en collaboration avec le gouvernement national et soutenir le processus de collecte des données.
3 Partenaires <small>Agences internationales acteurs du développement et de l'aide humanitaire</small> 	Offrir une expertise technique, un renforcement des capacités et des conseils tout au long de l'exercice. Représenter les intérêts et les préoccupations des différents groupes communautaires et défendre leurs besoins dans le processus de planification. Soutenir la collecte et la présentation des données, afin de permettre l'identification des défis, des opportunités et des recommandations.
4 Communautés d'accueil 	Participer à la collecte de données par le biais de consultations et d'ateliers de validation. Participer à des charrettes de cartographie et à d'autres exercices pour identifier les questions clés et les projets en cours. Représenter les besoins des résidents.
5 Migrants <small>(Réfugiés, personnes déplacées et demandeurs d'asile)</small> 	Participer à la collecte de données par le biais de consultations et d'ateliers de validation. Participer à des charrettes de cartographie et à d'autres exercices pour identifier les questions clés et les projets en cours. Représenter les besoins des résidents.
6 Académie 	Participer à des ateliers pour s'assurer que les différents points de vue sont pris en compte et que les intérêts sont alignés. Fournir des données pertinentes si elles sont disponibles.
7 Secteur Privé 	Participer à des ateliers pour s'assurer que les différents points de vue sont pris en compte et que les intérêts sont alignés. Fournir des données pertinentes si elles sont disponibles.
8 Donateurs / Bailleurs 	Aider à clarifier les exigences financières et les conditions nécessaires pour obtenir un financement, y compris les critères spécifiques ou la documentation nécessaire. Rendre le processus de profilage spatial plus efficace en soutenant la collecte de données et en s'engageant dans une planification précoce.

ANALYSE SPATIALE ET PROFILAGE

QUELLE est la valeur ajoutée du Profil Spatial?

Le profil spatial est un outil polyvalent qui soutient la planification urbaine, l'élaboration de politiques et le développement communautaire. Les profils spatiaux renforcent l'engagement de la communauté en racontant des histoires spatiales, en s'appuyant sur des représentations visuelles de données pour favoriser les visualisations interactives et comprendre les problèmes urbains complexes et les besoins locaux.

Ils soutiennent une coordination efficace au sein et entre les entités gouvernementales à différents niveaux, afin d'aligner les efforts stratégiques sur les objectifs. À la fin de l'exercice de profilage, il est essentiel de résumer les défis et opportunités identifiés dans l'analyse, en les alignant sur les ODD et d'autres cadres. Les profils spatiaux devraient proposer des recommandations exploitables adaptées aux contextes nationaux, régionaux et locaux, en soulignant l'impact potentiel de ces recommandations sur la progression des ODD et la mise en œuvre du nouvel agenda urbain (NUA).

Les profils spatiaux d'ONU-Habitat occupent une place essentielle dans la promotion de la localisation des ODD, en informant les Examens nationaux volontaires (ENV) et les Examens locaux volontaires (ELV), conçus par les autorités nationales et locales pour suivre et accélérer leur progrès vers les objectifs à l'échelle locale. Le profil spatial d'Amman (2022) a joué un rôle phare dans l'examen local volontaire d'Amman (2022), tandis que le profil spatial d'Irbid soutient l'examen local volontaire futur de la ville, en offrant une multitude de données et indicateurs spatiaux, des cartes et des analyses transversales. Cela permet aux villes de repérer les ODD prioritaires pour leur analyse de l'examen local volontaire.

Cette collaboration favorise une nouvelle génération de VLR orientés vers l'action et soutenus par ONU-Habitat. Ensemble, les profils spatiaux et les VLR contribuent à renforcer les écosystèmes de données locaux et peuvent offrir une approche globale pour atteindre un développement durable mondial qui est piloté par les besoins et les actions locales.

LE PROFILAGE SPATIAL PEUT:



Informar stratégiquement la prise de décision fondée sur des données probantes, en alimentant les politiques et les plans nationaux et infranationaux.



Accroître la sensibilisation et la responsabilisation à l'égard des problèmes et des besoins locaux.



Eclairer les décisions des donateurs, des financiers et des investisseurs du secteur privé quant à l'affectation des fonds et à l'efficacité des investissements.



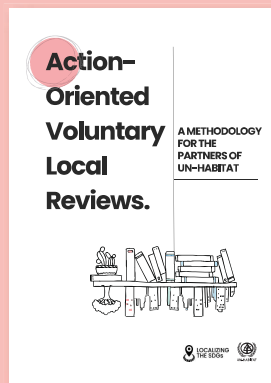
Contribuer à une meilleure compréhension des questions urbaines et du développement durable. Promouvoir la collaboration pour le partage des connaissances et la recherche innovante.



Informar le suivi et les rapports sur les objectifs mondiaux, permettant aux gouvernements d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD) et la mise en œuvre du nouvel agenda urbain (NUA).

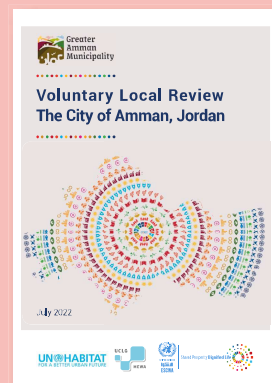


PUBLICATIONS PERTINENTES:



[Orienté vers l'Action Examens Locaux Volontaires](#)

[Examen Local Volontaire de la Ville d'Amman, Jordanie](#)

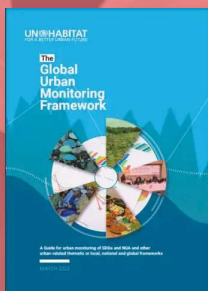




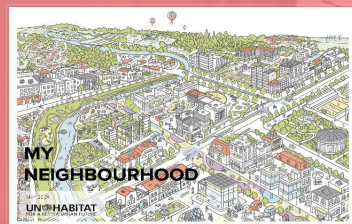
INTEGRATION D'OUTILS SUPPLEMENTAIRES

Tout au long de l'exercice de profilage, le programme UPIMC s'aligne sur les indicateurs urbains du cadre mondial de suivi urbain et les utilise. Ces indicateurs sont alignés et liés aux objectifs des ODD, au nouvel agenda urbain (NUA) et aux cadres de suivi urbain (UMF), renforçant ainsi la capacité des villes à collecter des données contextualisées qui informent le développement mondial.

D'autres ressources utiles sont disponibles:



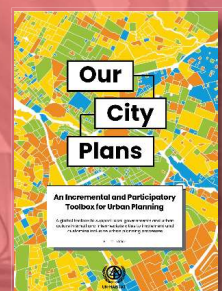
[Le cadre mondial de suivi urbain \(UMF\)](#)



[Outil Mon quartier](#)



[Atelier de planification rapide](#)



[La boîte à outils de nos plans de ville](#)

Fig. 8: Session d'introduction au profilage spatial avec le personnel technique local Mafrqa, Jordanie. ONU-Habitat 2023

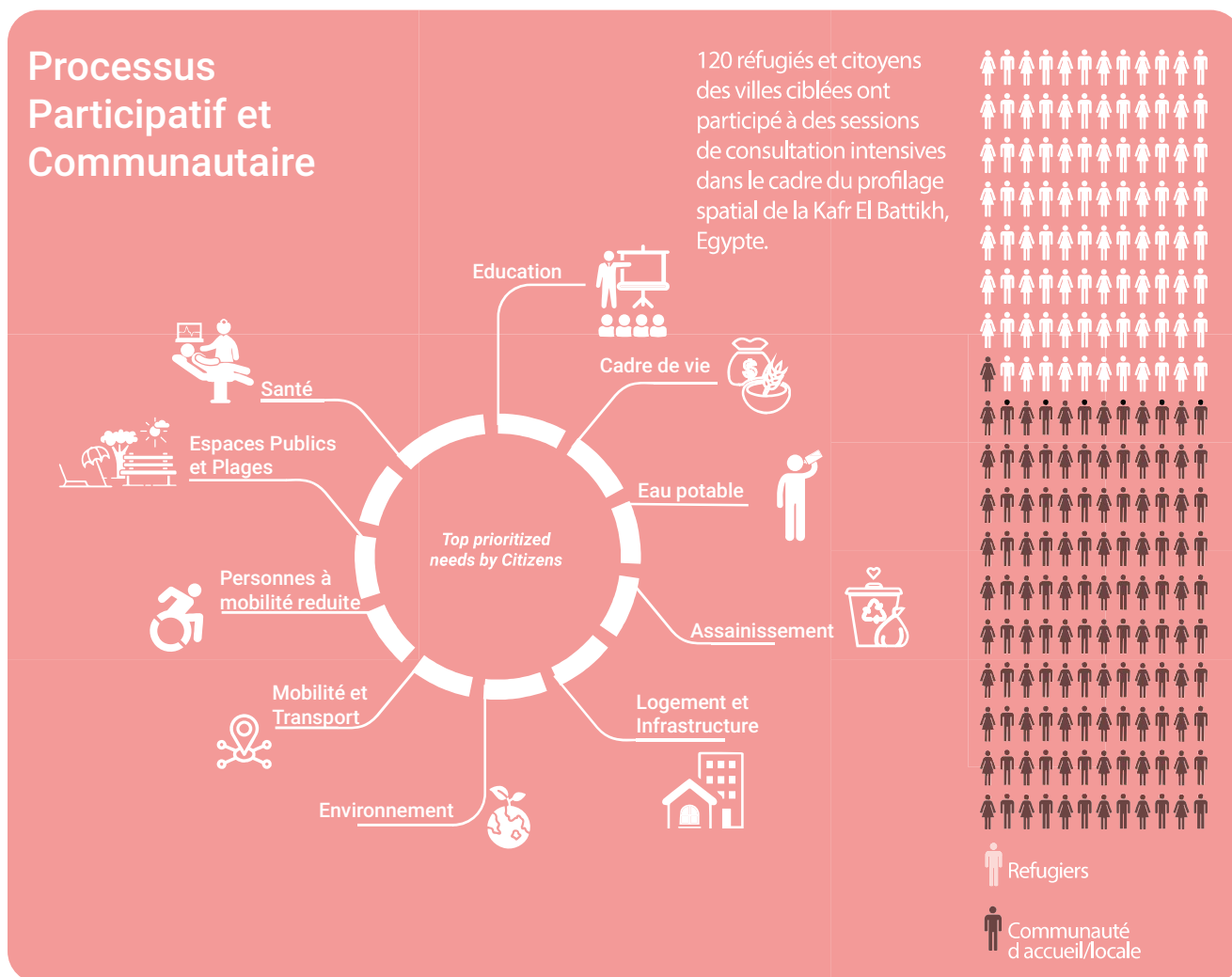
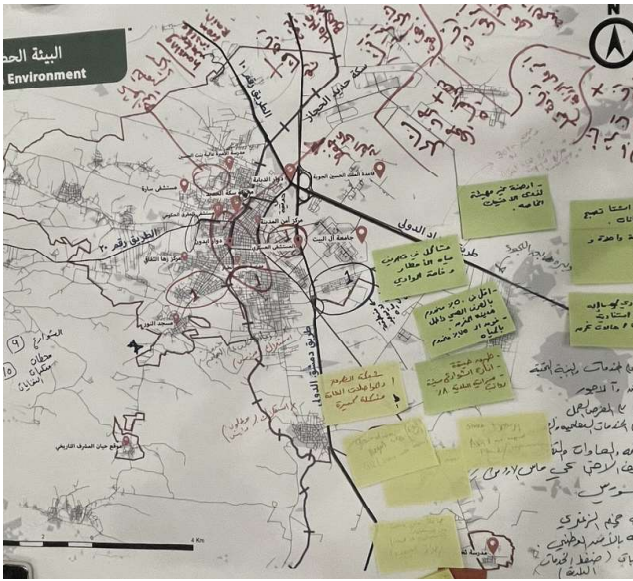


Fig. 9: Session de profilage spatial avec les réfugiés de New Damietta, Égypte ONU-Habitat 2023

ANALYSE SPATIALE ET PROFILAGE



“Les ateliers ont permis d’aborder les défis actuels auxquels nous sommes confrontés, nos besoins et les possibilités qui s’offrent à nous dans le quartier. Nous les avons identifiées sur des cartes pour relever le défi.”

Suleiman Al Kurdi, résident du quartier Al Hashimi Al Janoubi et du quartier Mukhtar, Amman, Jordanie

“L’intervention d’ONU Habitat dans notre ville est cruciale pour notre communauté afin de relever les défis auxquels sont confrontées les personnes handicapées et d’améliorer les soins aux handicapés et le suivi social.”

Un participant à l’un des groupes de discussion organisés dans la ville de New Damietta, Egypte

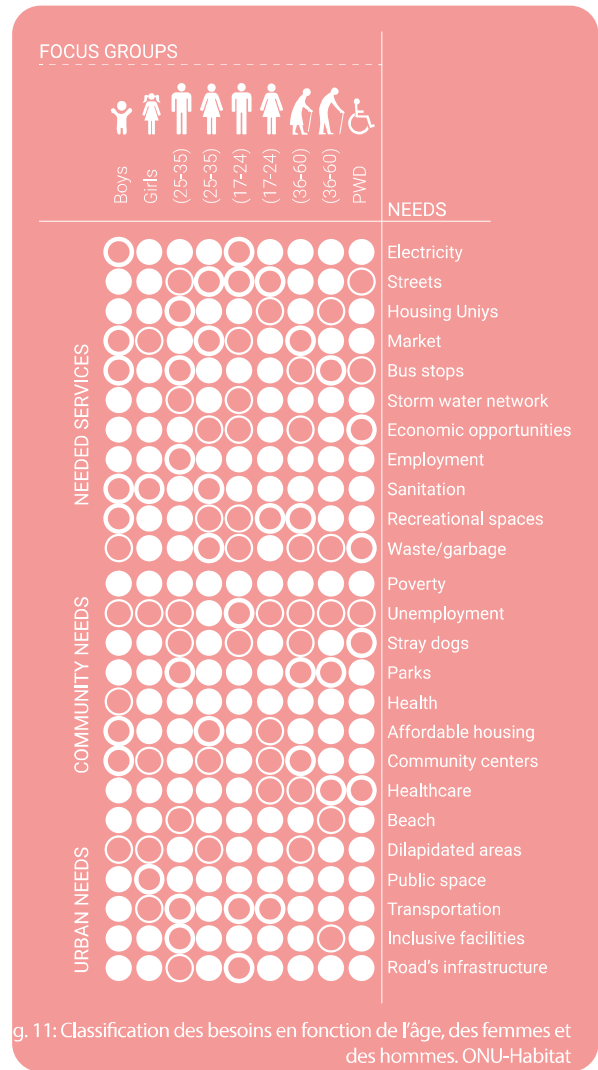
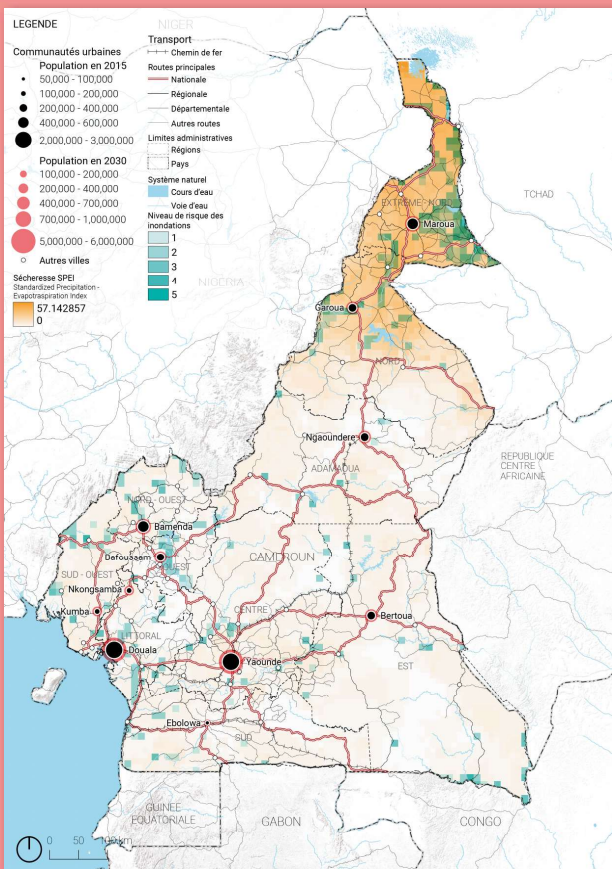


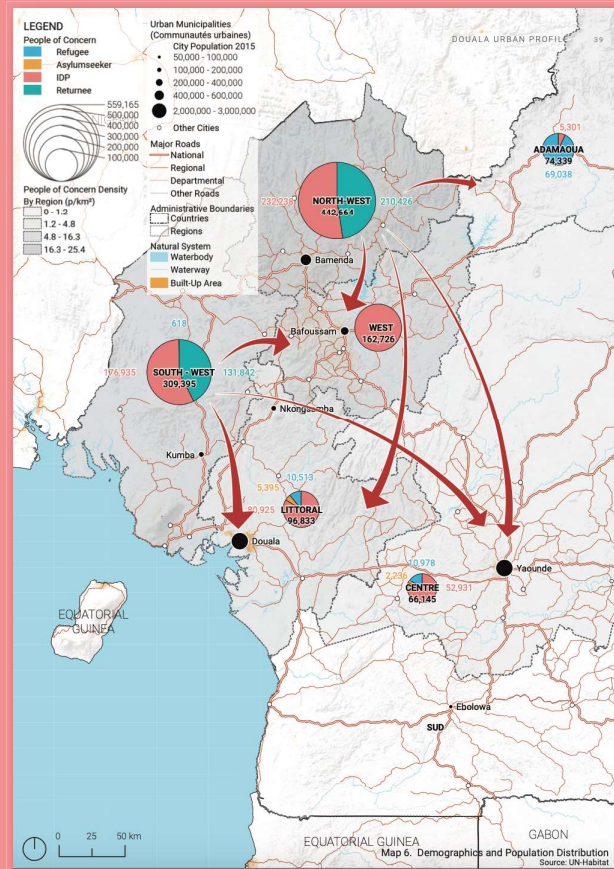
Fig. 11: Classification des besoins en fonction de l’âge, des femmes et des hommes. ONU-Habitat



Fig. 10: Session d’interview avec les Personnes Déplacées Internes de Douala 3, Cameroun. ONU-Habitat 2024

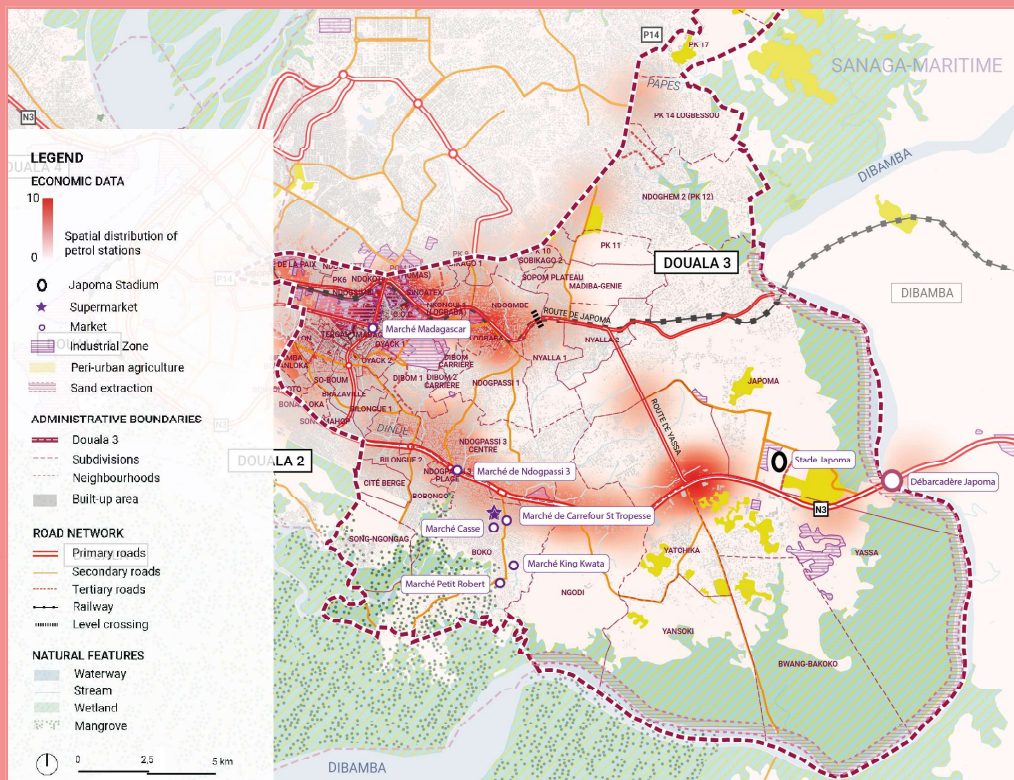


ÉCHELLE NATIONALE
RÉPARTITION DE LA POPULATION ET DES RISQUES NATURELS



ÉCHELLE RÉGIONALE
RÉGION LITTORALE - MODÈLES DE MIGRATION ET DE DÉPLACEMENT

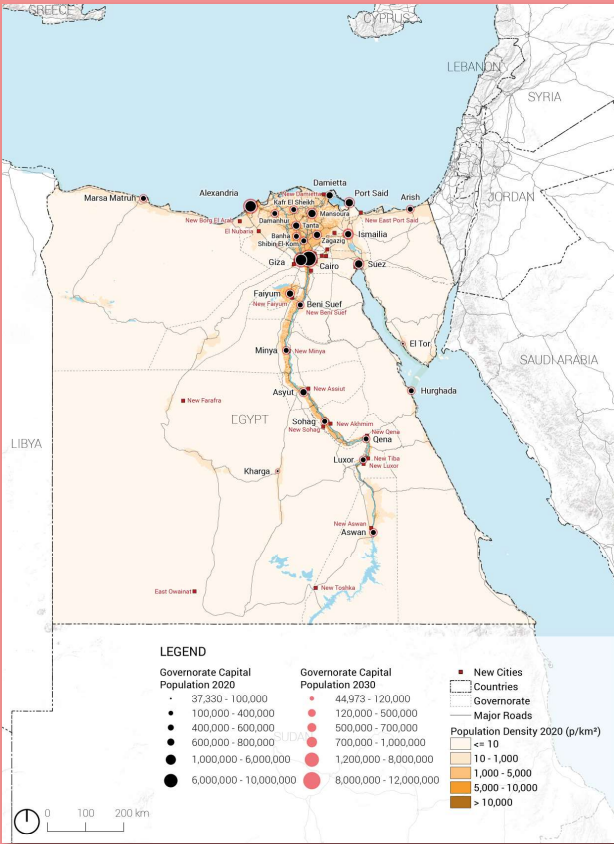
- Contexte national
- Contexte régional
- Contexte de la ville
- Contexte du quartier



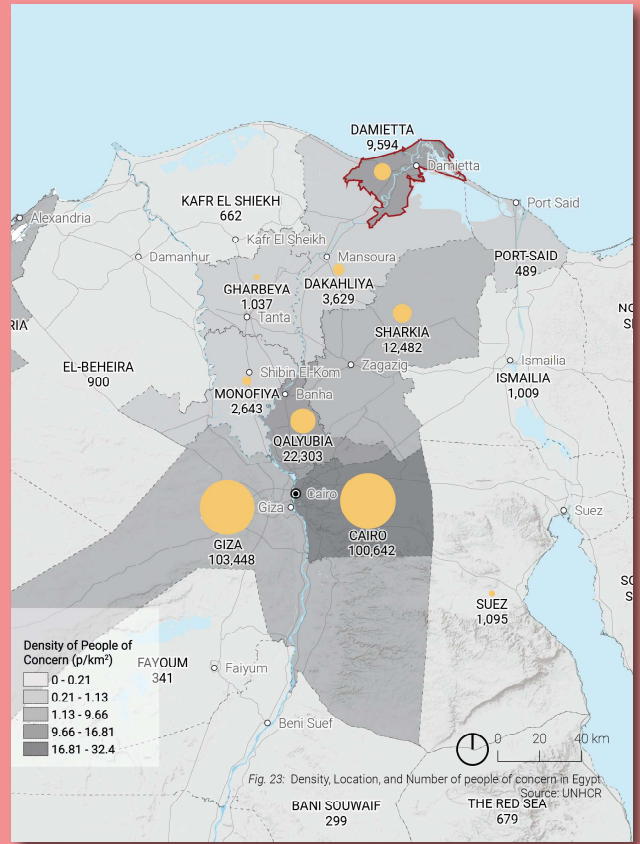
ÉCHELLE DE LA VILLE
ACCÈS AUX OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES À DOUALA 3



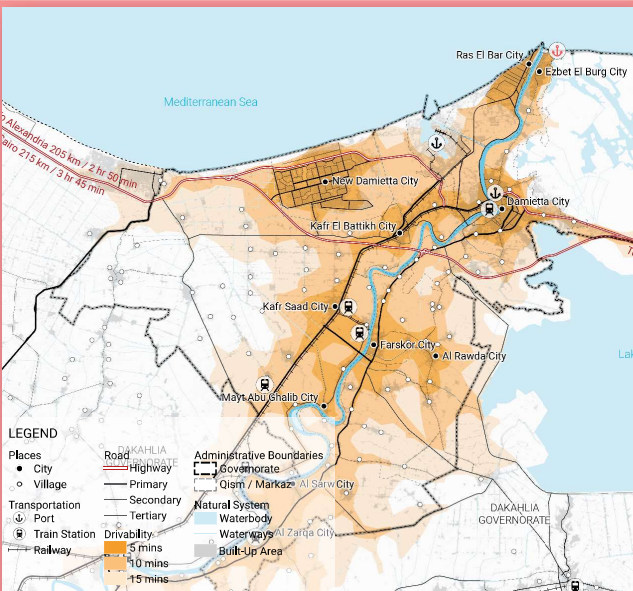
ANALYSE SPATIALE ET PROFILAGE



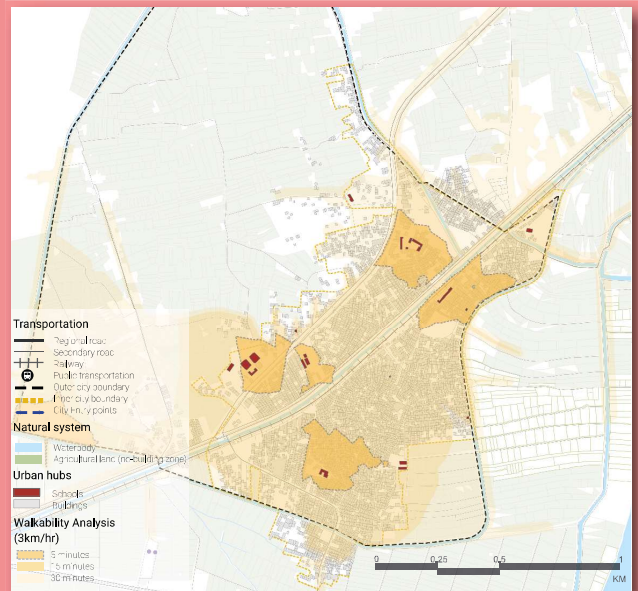
ÉCHELLE NATIONALE
RÉPARTITION ET DENSITÉ DE LA POPULATION EN ÉGYPTE



ÉCHELLE DU GOUVERNORAT
DENSITÉ DE LA POPULATION ET RÉPARTITION DES PERSONNES CONCERNÉES À DAMIETTA

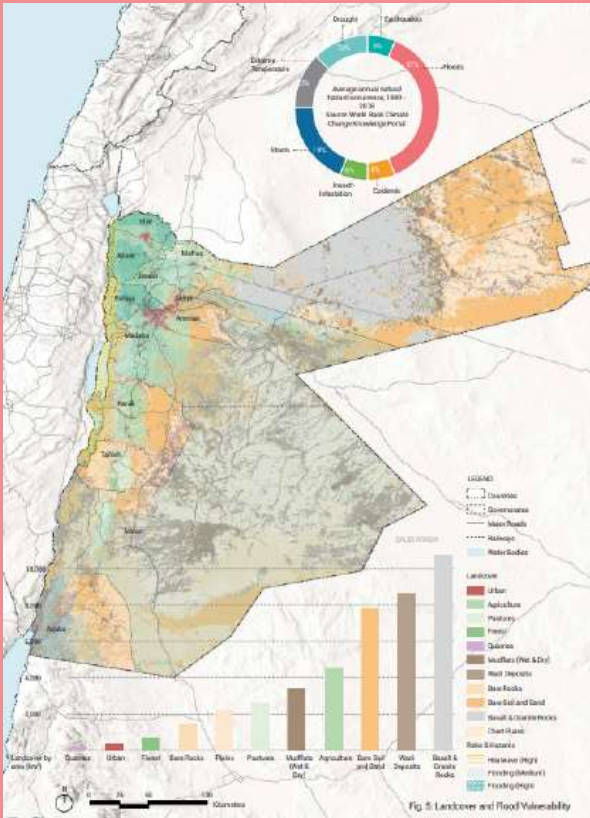


ÉCHELLE DU GOUVERNORAT
CONNECTIVITÉ À DAMIETTA

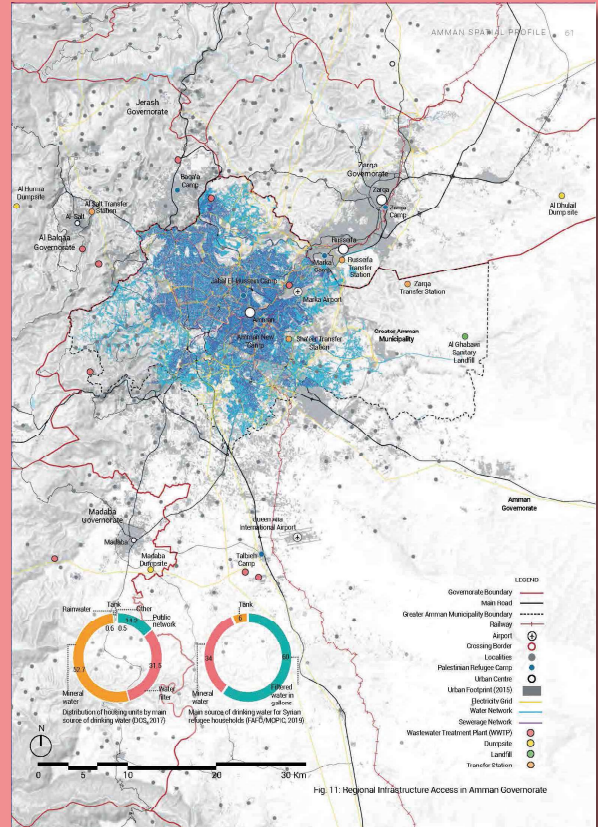


ÉCHELLE DE LA VILLE
ACCÈS AUX ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT À KAHR EL BATTIKH

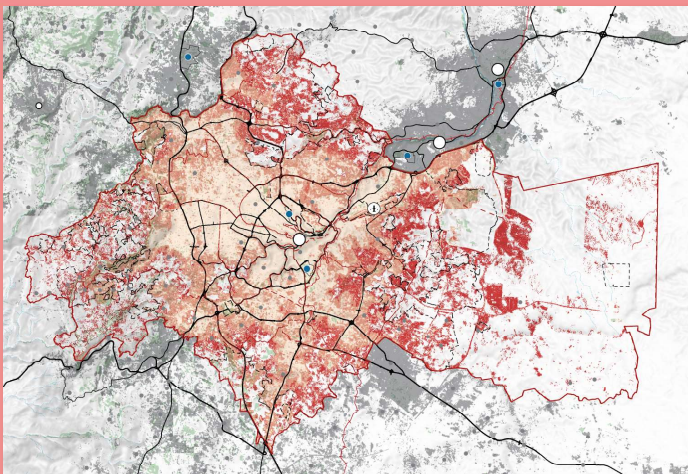
ANALYSE SPATIALE ET PROFILAGE



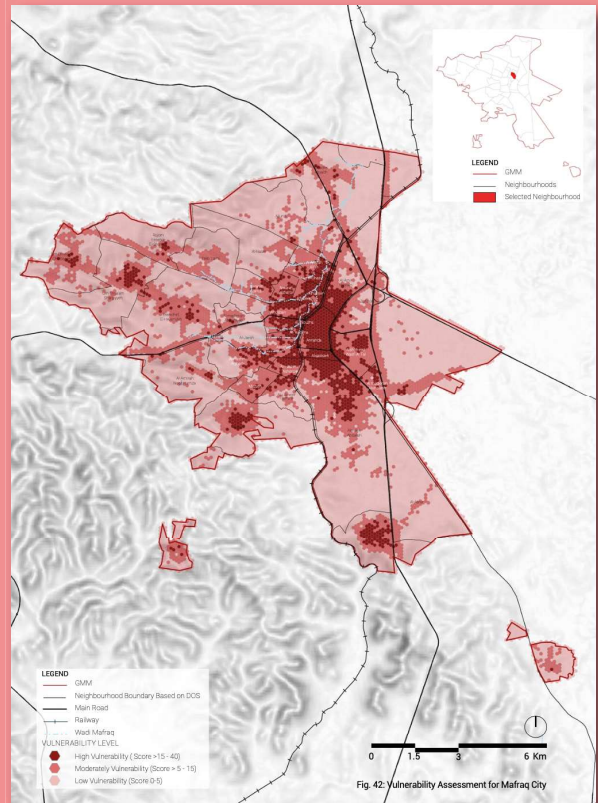
ÉCHELLE NATIONALE
OCCUPATION DES SOLS ET VULNÉRABILITÉ AUX INONDATIONS



ÉCHELLE DU GOUVERNORAT
ACCÈS À L'INFRASTRUCTURE RÉGIONALE À AMMAN



ÉCHELLE DE LA VILLE
CROISSANCE URBAINE À AMMAN



ÉCHELLE DE LA VILLE
ÉVALUATION DE LA VULNÉRABILITÉ DE LA VILLE DE MAFRAQ

LEÇONS APPRISSES

- **L'élaboration de politiques fondées sur des données probantes est essentielle :** Il est essentiel de fonder la conception des politiques, les plans opérationnels et les réponses aux déplacements urbains sur des données et des preuves solides. Une approche fondée sur des données probantes garantit que les interventions sont à la fois efficaces et ciblées.
- **L'importance des données désagrégées :** Les données désagrégées sont essentielles pour identifier et traiter les disparités dans l'accès aux services, aux opportunités économiques et aux conditions environnementales entre les différents groupes. Cela permet de mettre en place des interventions plus inclusives et plus équitables.
- **Leveraging Spatial Data and Mapping:** Les données spatiales et la cartographie sont des outils puissants pour visualiser et analyser les dimensions géographiques des défis. L'utilisation de cartes pour superposer divers ensembles de données peut révéler des schémas et idées qui permettent d'améliorer la prise de décision et de cibler les actions.
- **Formuler des recommandations exploitables:** Les profils spatiaux peuvent fournir des recommandations exploitables basées sur les analyses développées aux niveaux national, régional et municipal.



Fig. 12: Vue de la ville d'Amman.
ONU-Habitat 2024

02

PLANIFIER LA VILLE





Fig. 13: Session de planification de zone avec le personnel technique local d'Amman, Jordanie ONU-Habitat 2023

FORMULATION DE LA VISION

Objectifs

- Orienter le développement futur en relevant les défis urbains et en tirant parti des opportunités potentielles sur une période donnée, généralement de 10 à 15 ans.
- Inclure tous les groupes sociaux dans les processus de planification et de cocréation, afin de favoriser la cohésion sociale et un sentiment d'appartenance commun.

Résultats

- Enoncé de la vision
- Carte de la Vision (optionnelle)

Principales parties prenantes

- Administration locale
- Communautés locales (d'accueil et migrante)

QU'EST-CE que la Vision Urbaine ?

Une fois que l'exercice de profilage et les ateliers des parties prenantes ont validé la zone pilote qui a le plus besoin d'une intervention, la deuxième phase de la méthodologie commence par la formulation d'une vision urbaine pour celle-ci. Une vision urbaine est une feuille de route stratégique et collective qui décrit l'état futur souhaité d'une ville ou d'un quartier. Elle vise à définir ce à quoi la zone urbaine devrait ressembler sur le plan spatial, socio-économique et environnemental dans les 10 à 15 prochaines années. Elle reflète les intentions et aspirations urbaines à long terme des parties prenantes, surtout des autorités, des communautés et d'autres entités locales. La vision intègre les priorités de la communauté dans un récit urbain plus large, en démontrant les liens entre la vision locale et les niveaux supérieurs de la ville, de la région et du pays. La vision doit s'aligner aux objectifs mondiaux tels que les ODD et le NAU.

COMMENT cela se déroule t-il ?

Au cours du processus de formulation de la vision, les parties prenantes définissent ensemble l'avenir qu'elles envisagent pour leur quartier, en saisissant les aspects positifs de la zone tout en identifiant et en relevant les défis existants. Ce processus est flexible et adaptable à des contextes spécifiques, mais il suit généralement plusieurs principales étapes.

La vision s'appuie sur le travail d'analyse de la phase de profilage spatial, en utilisant les défis, besoins et opportunités identifiés. Ces résultats sont détaillés à l'échelle de la zone pilote. ONU-Habitat applique cette méthodologie au niveau du quartier, comme le montre le programme UPIMC, en maintenant des liens avec des échelles plus larges. Si une ville dispose déjà d'une

vision, il est essentiel de s'assurer que la vision au niveau du quartier la reflète et s'y aligne. Dans les cas où les villes n'ont pas de vision préexistante, il est suggéré de formuler une vision à plusieurs échelles ou d'incorporer des orientations de développement à l'échelle de la ville dans la vision du quartier. Pour transformer les défis, besoins et opportunités identifiés en objectifs détaillés, un atelier de visualisation multipartite et participatif est organisé, en suivant les étapes suivantes :

- Un comité technique sert de médiateur au travail de collaboration des différents groupes, y compris des représentants de la communauté, des autorités locales et d'autres parties prenantes.
- Les groupes reçoivent généralement des documents techniques, tels que des questionnaires, des cartes et des images d'exemples positifs et négatifs pour les aider à définir la vision urbaine qu'ils souhaitent.
- Les participants expriment leurs perceptions et désirs actuels à l'aide de mots-clés identifiant les sites clés sur la carte devant être prioritaires.
- À la fin de l'exercice, les groupes partagent leurs idées, soulignant les différences et identifiant les priorités communes.

La déclaration de vision reflète les aspirations collectives de toutes les parties prenantes, en intégrant les mots-clés identifiés, et est accompagnée d'objectifs détaillés, consolidés au cours de l'atelier. La déclaration de vision peut également être traduite en carte visuelle, le cas échéant, afin d'illustrer schématiquement les intentions urbaines.

FORMULATION DE LA VISION

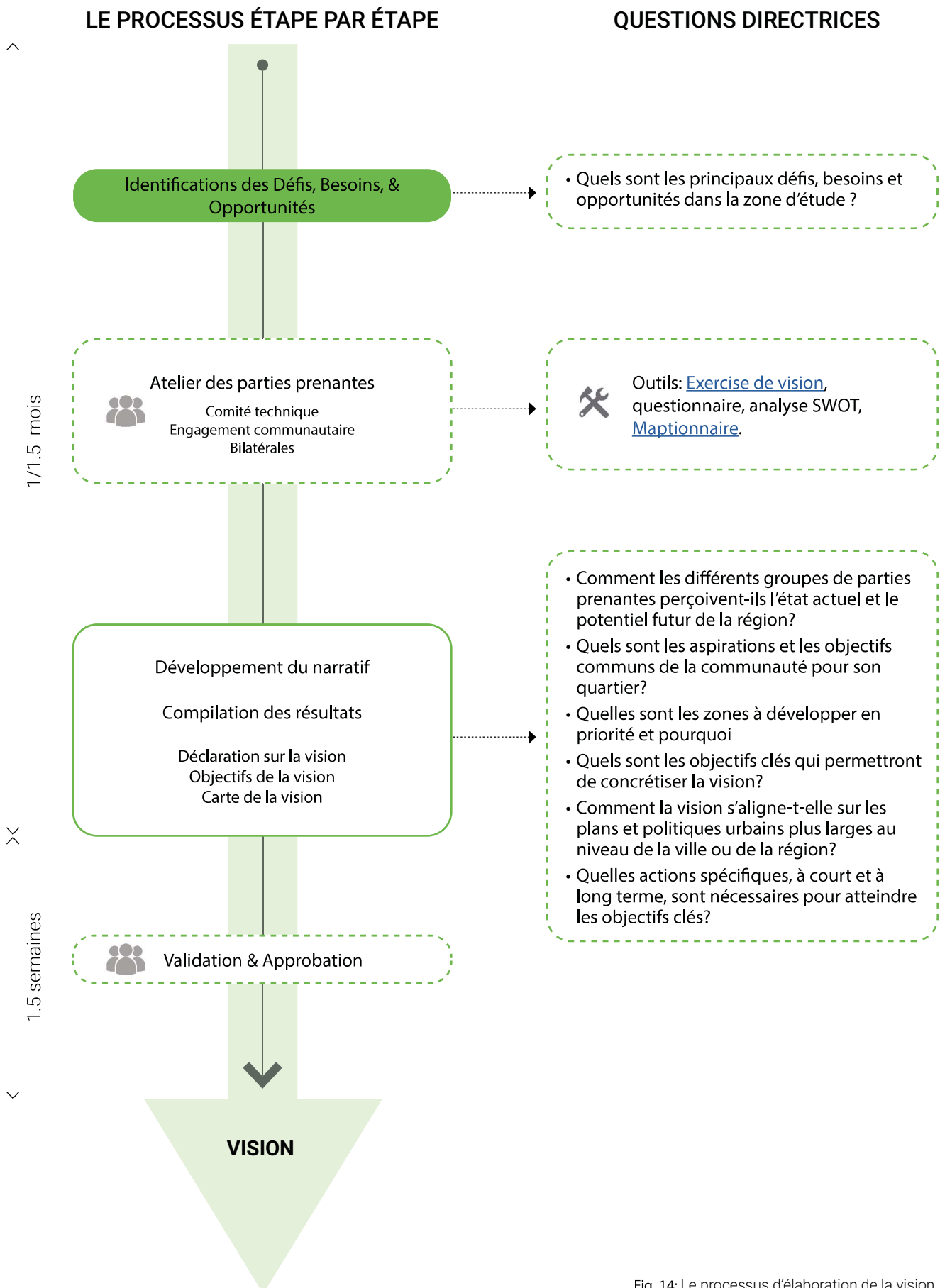
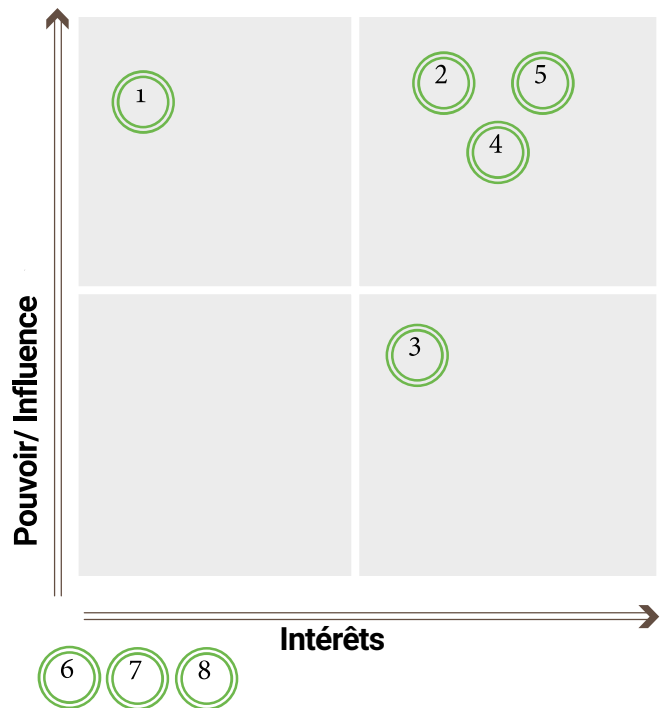


Fig. 14: Le processus d'élaboration de la vision.
ONU-Habitat, 2022









FORMULATION DE LA VISION

QUI doit être impliqué ?

L'exercice de visualisation utilise une approche très participative pour favoriser le soutien et l'adhésion des parties prenantes. Des représentants de l'Etat central, des autorités locales, des communautés d'accueil et de migrants et d'autres groupes (tels que les femmes, les personnes handicapées et les jeunes) contribuent tous à formuler la vision de la zone pilote



Rôles et Responsabilités

1 Etat Central 	Assister aux sessions de formulation de la vision pour s'assurer qu'elle est alignée aux priorités du gouvernement national et garantir l'engagement des parties prenantes concernées.
2 Autorités Locales 	Participer et s'engager avec les communautés locales et migrantes dans les sessions de formulation de la vision, en s'assurant l'alignement des priorités de la municipalité et des éventuelles visions de la ville existantes.
3 Partenaires Agences internationales, acteurs du développement et de l'aide humanitaire 	Faciliter la participation des communautés locales et migrantes et d'autres groupes cibles au processus de formulation de la vision, en veillant à ce que le point de vue de chacun soit discuté et que la déclaration de vision soit un résultat collaboratif. Fournir des conseils et des orientations politiques sur la base de leur perspective et de leur expérience globale.
4 Communautés d'accueil 	Participer activement et s'engager dans les sessions de formulation de la vision afin d'apporter des idées, d'identifier les domaines prioritaires et de valider le processus d'analyse SWOT.
5 Migrants (Réfugiés, PDI et demandeurs d'asile) 	Participer activement et s'engager dans les sessions de formulation de la vision afin d'apporter des idées, d'identifier les domaines prioritaires et de valider le processus d'analyse SWOT.
6 Institutions 	Contribuer par son expertise et ses recherches à soutenir le processus de formulation de la vision.
7 Secteur privé 	Fournir des informations sur les partenariats potentiels et les opportunités qui s'inscrivent dans la vision de la ville.
8 Bailleurs/ Financiers 	Fournir des informations sur les partenariats potentiels et les opportunités qui s'inscrivent dans la vision de la ville.

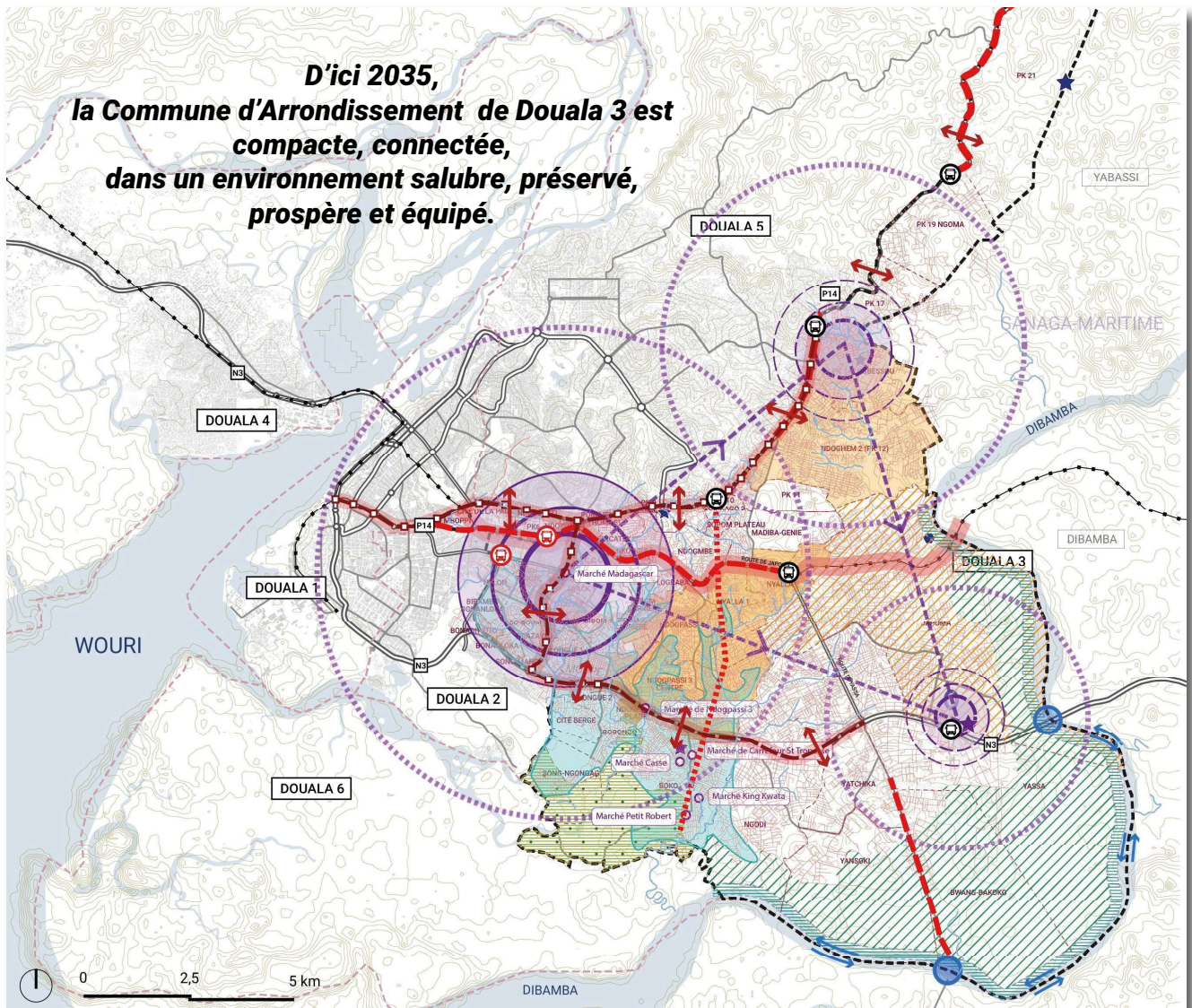


Fig. 15: La carte de la vision de Douala 3, Cameroun
ONU-Habitat 2023



Fig. 16: : Séance de définition de la Vision à Douala 4, Cameroun. ONU-Habitat 2024



LEÇONS APPRISSES

- **Intégrer la résilience dans l'élaboration de la Vision:** Veiller à ce que la vision comprenne des stratégies visant à renforcer la résilience face aux chocs futurs. Cette préparation permet à la région de s'adapter et de se remettre des perturbations potentielles, ce qui est particulièrement important car les déplacements résultent souvent de crises telles que les conflits ou les catastrophes naturelles.
- **Adopter une Approche Participative et Inclusive:** Utiliser une approche participative qui priorise à l'intégration de la dimension de genre et implique des représentants des migrants et d'autres groupes sous-représentés. L'implication des parties prenantes dans le processus décisionnel garantit une inclusion totale et favorise une communication ouverte entre la communauté locale et les principales parties prenantes.

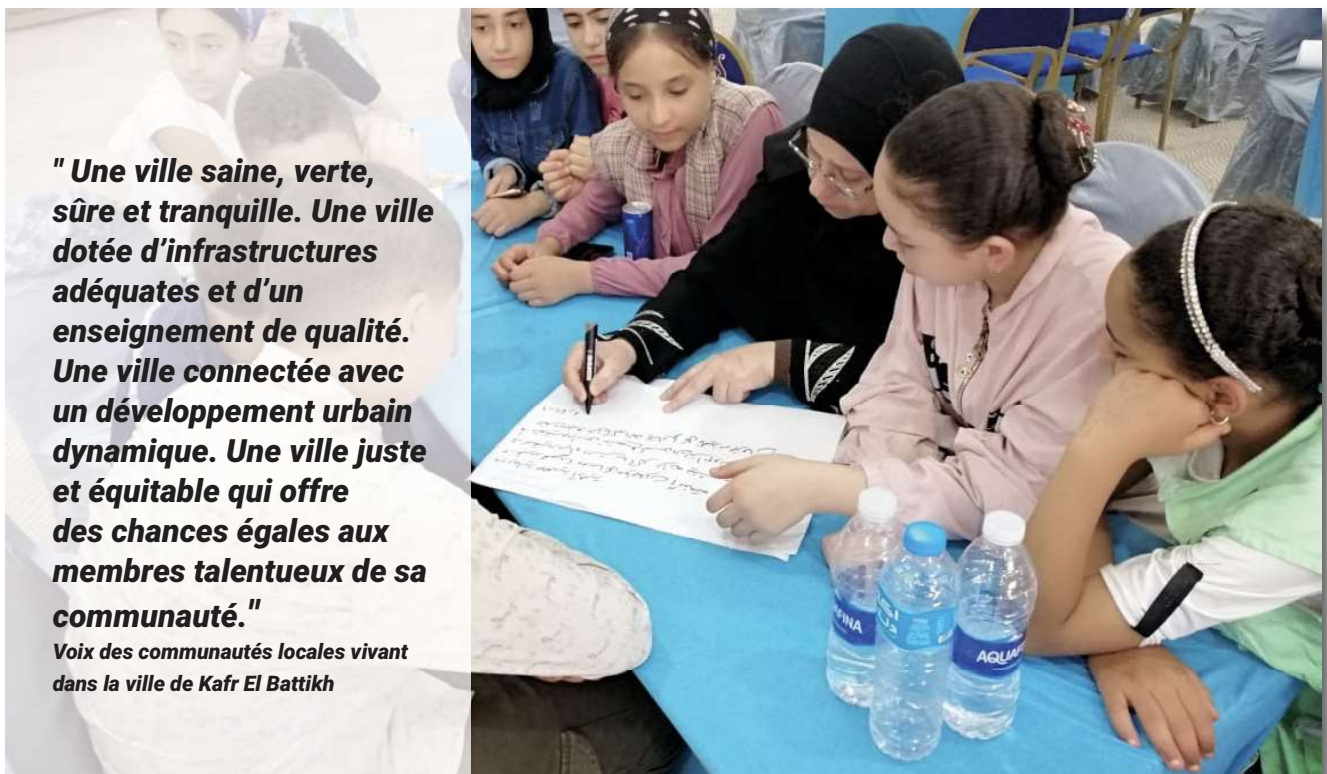
Fig. 17: Séance de visualisation utilisant une approche participative à Kafr El Battikh, Égypte. ONU-Habitat 2022



**"Un quartier inclusif,
vivable et durable où tous
sont fiers de vivre."**

**La déclaration de la Vision du quartier Al
Hashimi Al Janoubi à Amman**

Fig. 18: Séances de visualisation utilisant une approche participative à Amman, en Jordanie. ONU-Habitat 2022



**" Une ville saine, verte,
sûre et tranquille. Une ville
dotée d'infrastructures
adéquates et d'un
enseignement de qualité.
Une ville connectée avec
un développement urbain
dynamique. Une ville juste
et équitable qui offre
des chances égales aux
membres talentueux de sa
communauté."**

**Voix des communautés locales vivant
dans la ville de Kafr El Battikh**

Fig. 19: Atelier sur la vision dans la ville de Kafr El Battikh, Égypte. ONU-Habitat 2022

Objectifs

- Explorer, créer, mesurer et évaluer les conditions urbaines futures possibles.
- Définir la planification à long terme en orientant les politiques et plans en fonction des circonstances futures souhaitées.
- Aider les politiques à cerner les exigences à long terme du développement durable et à atténuer les potentiels problèmes en créant des stratégies d'adaptation.

Résultats

- Scénario optimal
- Liste des projets prioritaires identifiés

Principales parties prenantes

- Administration locale
- Communautés d'accueil (d'accueil et migrante)
- Partenaires

QU'EST-CE QUE la Planification de la Zone ?

L'exercice de planification de la zone sert de pont crucial entre la vision et la réalisation d'une infrastructure durable. L'accent est mis non plus sur les besoins souhaités, mais sur des plans réalisables, en examinant comment l'environnement bâti peut être modifié pour servir au mieux la communauté. Ce processus implique d'anticiper les tendances potentielles de l'urbanisation et de formuler des hypothèses éclairées sur les développements futurs, y compris sur l'évolution potentielle du bâti. Un exercice d'élaboration de scénarios permet de visualiser les conditions futures sur la base des tendances passées et présentes. Ces scénarios de planification permettent aux décideurs de comprendre les exigences à long terme en matière de développement et de croissance durable, et d'atténuer les potentiels problèmes en élaborant des stratégies d'adaptation.

COMMENT cela se déroule-t-il ?

La planification de la zone suit l'approche de la « chaîne de plausibilité », qui débute par établir des conditions minimales nécessaires au développement d'un scénario. L'élaboration des scénarios examine comment l'espace urbain de la zone pilote et/ou de la ville peut évoluer au cours des 5 à 15 prochaines années. Il prend en compte les événements probables, appelés « variables », qui peuvent influencer de manière importante la zone, ainsi que les impacts anticipés et ces potentiels développements.

Les variables clés à prendre en compte sont éclairées par les défis, les besoins et les opportunités identifiés lors de la phase de profilage et d'analyse spatiale. Les variables à prendre en compte sont : la croissance démographique, l'empreinte urbaine, les risques climatiques, naturels le développement économique local et, éventuellement, les changements dans la gouvernance urbaine.

Les hypothèses sont basées sur l'orientation la plus probable de chaque variable (exemple, des fluctuations dans des conditions spécifiques). Chaque variable isolée est analysée afin d'explorer tous les résultats possibles au moyen de calculs et de projections futures, qui sont ensuite combinés pour former des scénarios potentiels.

Les scénarios comprennent généralement le scénario « Business as Usual » qui visualise l'avenir si rien n'est fait, et le scénario « Optimal » qui décrit ce qu'il faudrait faire à la place pour réaliser la vision urbaine ambitieuse formulée à l'étape précédente.

La carte du scénario optimal, une fois validée, devient le plan d'action qui indique comment les différents secteurs peuvent soutenir cette transition, spécifie les actions nécessaires et appelle à la mise en œuvre des projets prioritaires à court, moyen et long terme. L'engagement des parties prenantes est crucial. L'équipe du programme UPMC a organisé des sessions de validation bilatérales avec l'administration locale, des ateliers avec la communauté locale et les principales parties prenantes. Ces ateliers ont permis de valider les variables et d'identifier les emplacements privilégiés pour les projets.

Le processus implique la collecte de données à l'aide de méthodes telles que la cartographie par SIG et les enquêtes sur le terrain, et inclut le téléchargement de données à partir de sources ouvertes, leur validation à l'aide de Google Earth et d'observations sur le terrain, et l'utilisation de questionnaires (comme la boîte à outils Kobo).

PLANIFICATION DE LA ZONE

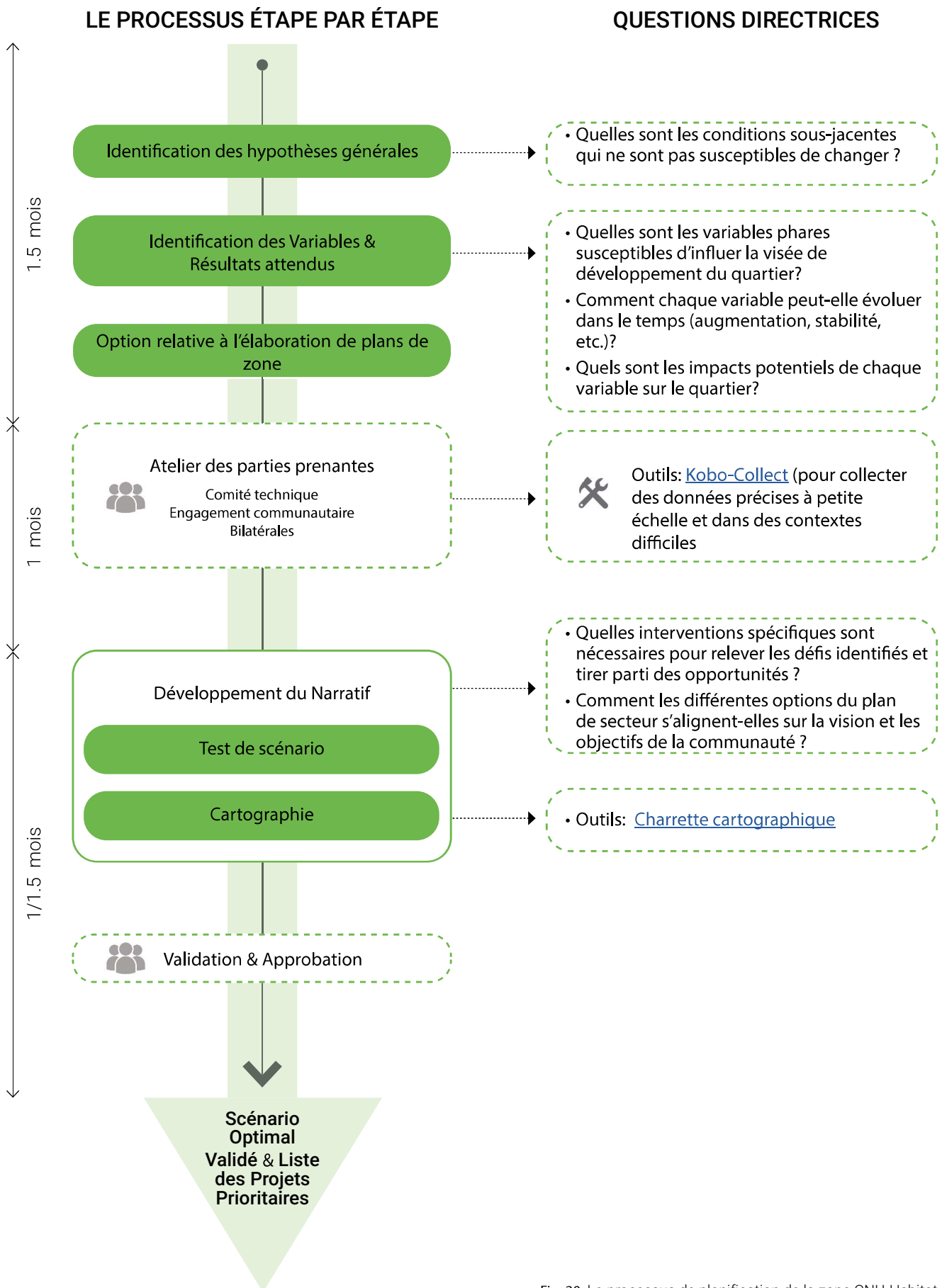
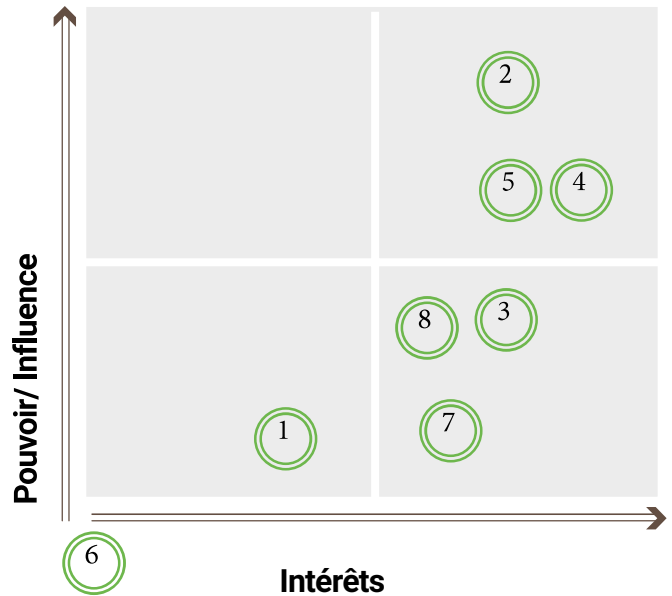


Fig. 20: Le processus de planification de la zone ONU-Habitat

PLANIFICATION DE LA ZONE

QUI devrait être impliqué ?

Cette étape devrait inclure les autorités locales, l'Etat central les communautés d'accueil et de migrants et les partenaires afin de valider les projets prioritaires identifiés et de proposer une localisation optimale des projets au sein de la zone pilote



Rôles et responsabilités

1 Etat Central		Vérifier que les interventions proposées sont alignées sur les stratégies urbaines et les plans de développement nationaux, le cas échéant.
2 Autorités Locales		Examiner (et approuver, le cas échéant) le scénario optimal et la liste d'actions à long terme. Veiller à ce qu'ils s'alignent sur toute stratégie et tout plan à l'échelle de la ville.
3 Partenaires Agences Internationales, Acteur du développement et de l'aide humanitaire		Participer à des ateliers et à des réunions techniques afin de fournir un retour d'information sur les interventions proposées et leur urgence.
4 Communautés d'accueil		Participer à des ateliers et à des réunions techniques afin de fournir un retour d'information sur les interventions proposées et leur urgence.
5 Migrants (Refugiés, PDI, et demandeurs d'asile)		Participer à des ateliers et à des réunions techniques afin de fournir un retour d'information sur les interventions proposées et leur urgence.
6 Institutions		Soutenir et participer aux échanges de connaissances tout au long du processus d'élaboration et de planification des scénarios.
7 Secteur Privé		Fournir un retour d'information sur les interventions d'aménagement du territoire susceptibles de stimuler la croissance économique et la durabilité.
8 Donateurs / Bailleurs		Participer à des échanges de connaissances et à des réunions techniques pour comprendre le contexte et veiller à ce que les interventions proposées soient durables et efficaces.



Fig. 21: Planification du quartier de Kafr El Battikh, Egypte. ONU-Habitat 2024



Fig. 22: Session communautaire pour la planification de la zone. ONU-Habitat 2022

PLANIFICATION DE LA ZONE

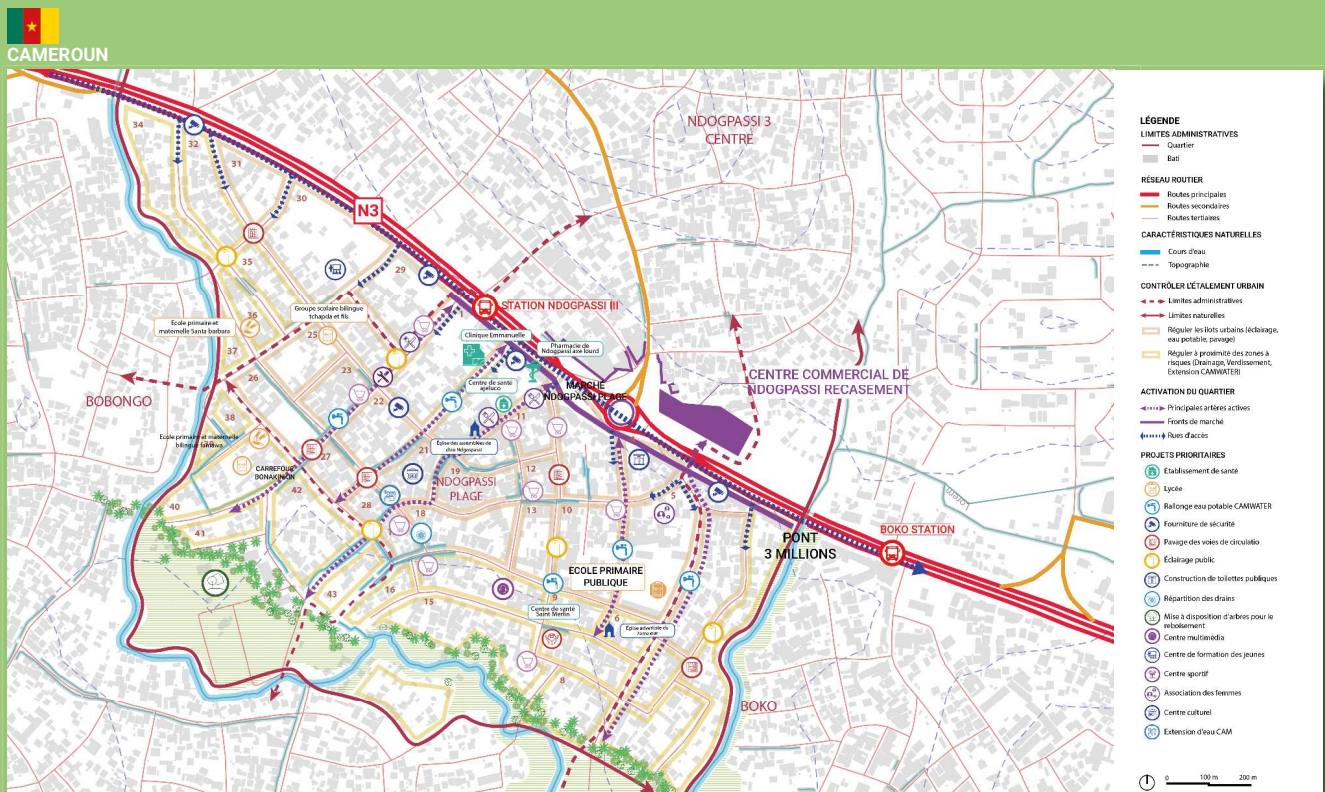


Fig. 23: Processus de planification des projets prioritaires dans les infrastructures, Douala 3, Douala, Cameroun. ONU-Habitat 2024

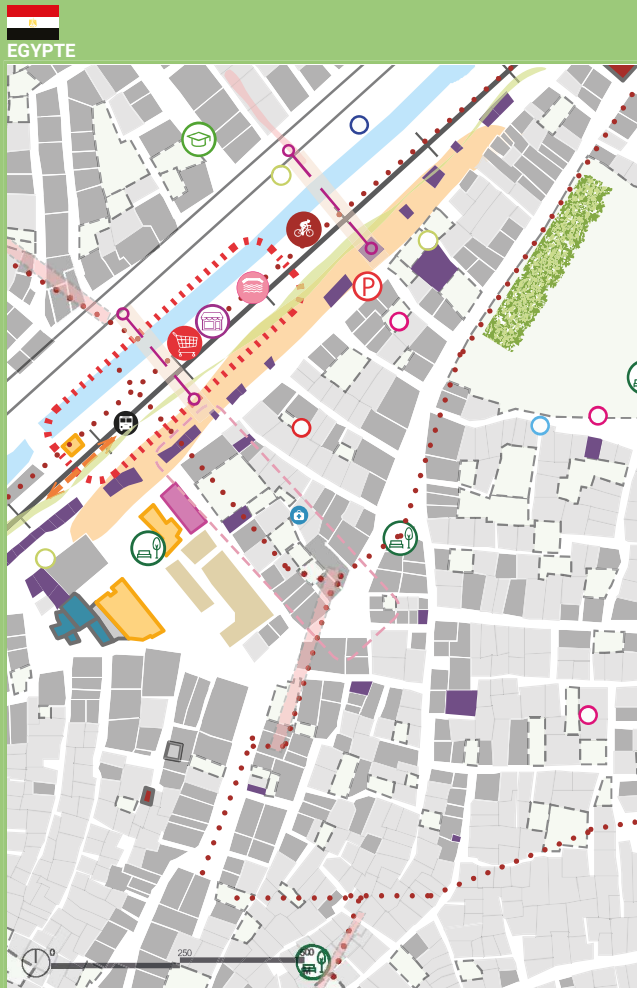


Fig. 24: Processus de planification des projets prioritaires dans les infrastructures. Kafr El Battikh, Egypte. ONU-Habitat 2024

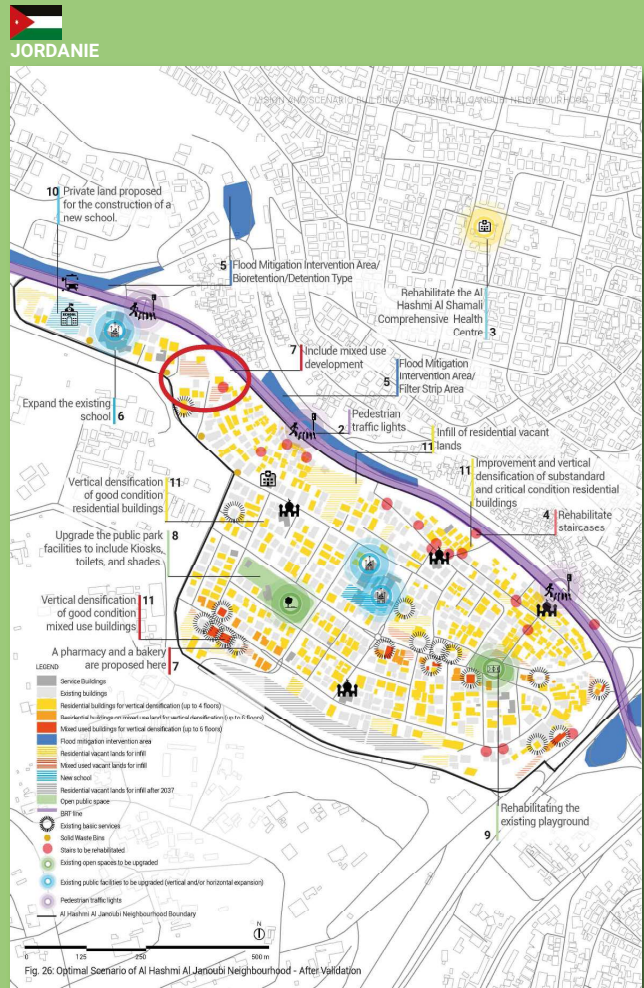


Fig. 25: Processus de planification des projets prioritaires dans les infrastructures, Amman, Jordanie. ONU-Habitat 2022

LEÇONS APPRISSES

- **Mener des enquêtes sur le terrain pour obtenir des données :** Les enquêtes sur le terrain sont essentielles pour recueillir des données précises sur la réalité, y compris les chiffres de la population et les facteurs environnementaux. Elles permettent d'élaborer des scénarios réalistes et efficaces pour le développement futur, en veillant à ce que la planification soit fondée sur les besoins réels.
- **Garantir l'inclusion des parties prenantes dans la planification :** Il est essentiel d'impliquer toutes les parties prenantes clés - telles que les communautés d'accueil et de migrants, les autorités locales, les organisations communautaires et les ONG - tout au long du processus de planification. Cette approche inclusive garantit non seulement l'adhésion des entités gouvernementales, mais favorise aussi un sentiment d'appropriation et d'appartenance au sein des communautés locales.
- **Renforcer les capacités par l'engagement :** L'engagement des autorités gouvernementales compétentes dès le début et tout au long du processus permet de renforcer leurs capacités et d'améliorer leur aptitude à reproduire le processus dans d'autres domaines.
- **Maintenir la flexibilité dans la planification :** La planification doit être souple et s'adapter aux évolutions. La phase de planification doit permettre des ajustements sur la base de nouvelles données, afin de garantir que les plans finaux restent efficaces au fil du temps.



Fig. 26: Photo de la ville d'Amman, Jordanie.
ONU-Habitat 2022

PRIORISATION DES PROJETS

Objectifs

- Identifier les projets hautement prioritaires qui devraient être mis en œuvre en utilisant d'abord une matrice de notation des priorités de manière participative.
- S'assurer de la faisabilité pratique et de la facilité de mise en œuvre des projets prioritaires identifiés.

Résultats

- Liste des projets prioritaires

Principales parties prenantes

- Etat central
- Administration locale
- Communauté Locale (d'accueil et migrante)

QU'EST-CE QU' un projet prioritaire?

La liste des projets et leur emplacement dans la zone/ le quartier pilote, visant à réaliser sa vision future et à remédier aux principales vulnérabilités, est désormais complète. Grâce à des consultations multipartites et à un atelier de validation, les parties prenantes identifient les projets prioritaires par le biais d'un exercice de hiérarchisation et de notation. Lors de celui-ci, les projets sont évalués et notés afin de sélectionner ceux qui sont hautement prioritaires et qui devraient être réalisés à court terme.

COMMENT cela se déroule-t-il ?

Une matrice d'évaluation de l'analyse multicritère (AMC) est un outil précieux pour hiérarchiser les projets les plus susceptibles d'apporter des avantages et d'allouer les ressources plus efficacement. Le programme UPIMC a développé une matrice de hiérarchisation ancrée sur cinq piliers d'évaluation principaux : Impact social, environnemental, économique, spatial et perspective d'engagement participatif. Ces critères sont validés par la communauté locale et les principales parties prenantes, et reflètent les priorités de ces derniers.

Les critères et les parties prenantes changent selon le contexte ; cependant, il est toujours suggéré de considérer l'alignement du projet sur les plans gouvernementaux existants et les synergies pour l'efficacité de la mise en œuvre (telle la possibilité de tirer parti de l'existant et de générer des synergies de réduction des coûts avec d'autres projets).

Les critères sont ensuite pondérés et des sous-critères spécifiques identifiés. Par exemple, dans le cadre du pilier de l'impact social, les sous-critères comprennent la fourniture de services publics, l'amélioration de la cohésion sociale, le bien-être et l'inclusion sociale.

Un système de notation est mis au point, généralement sur la base d'une échelle numérique, les notes les plus

élevées indiquant un impact plus important. Enfin, toutes les notes sont additionnées pour obtenir une note totale pour chaque projet, ce qui permet de comparer leur impact global et de les classer par ordre de priorité.

Une deuxième étape de la matrice de notation des priorités peut être envisagée. Cette étape doit évaluer la facilité de mise en œuvre, en tenant compte des capacités financières et techniques actuelles de la municipalité pour mettre en œuvre le projet. Cela permet une évaluation plus complète des projets, garantissant non seulement leur potentiel.

LIENS AVEC LE FINANCEMENT



Le lien avec le financement est considéré comme assez élevé. L'intégration de la deuxième étape de la matrice de notation garantit une évaluation approfondie des projets, assurant leur faisabilité et durabilité. L'évaluation du point de vue du donateur est un processus supplémentaire qui peut apporter des informations précieuses. Cette évaluation permet de réduire les projets potentiels à un petit nombre d'entre eux en fonction de leur alignement sur les priorités et les capacités de financement des colombophiles et des donateurs concernés. Ce processus peut améliorer significativement l'attrait des projets pour les financiers, améliorant ainsi la probabilité de financement nécessaire. En menant des entretiens approfondis, des enquêtes et analyses de données, l'évaluation examine divers aspects tels les mécanismes de financement, la transparence, la responsabilité, la communication et l'efficacité globale des programmes financés par les donateurs.

PROJETS PRIORITAIRES

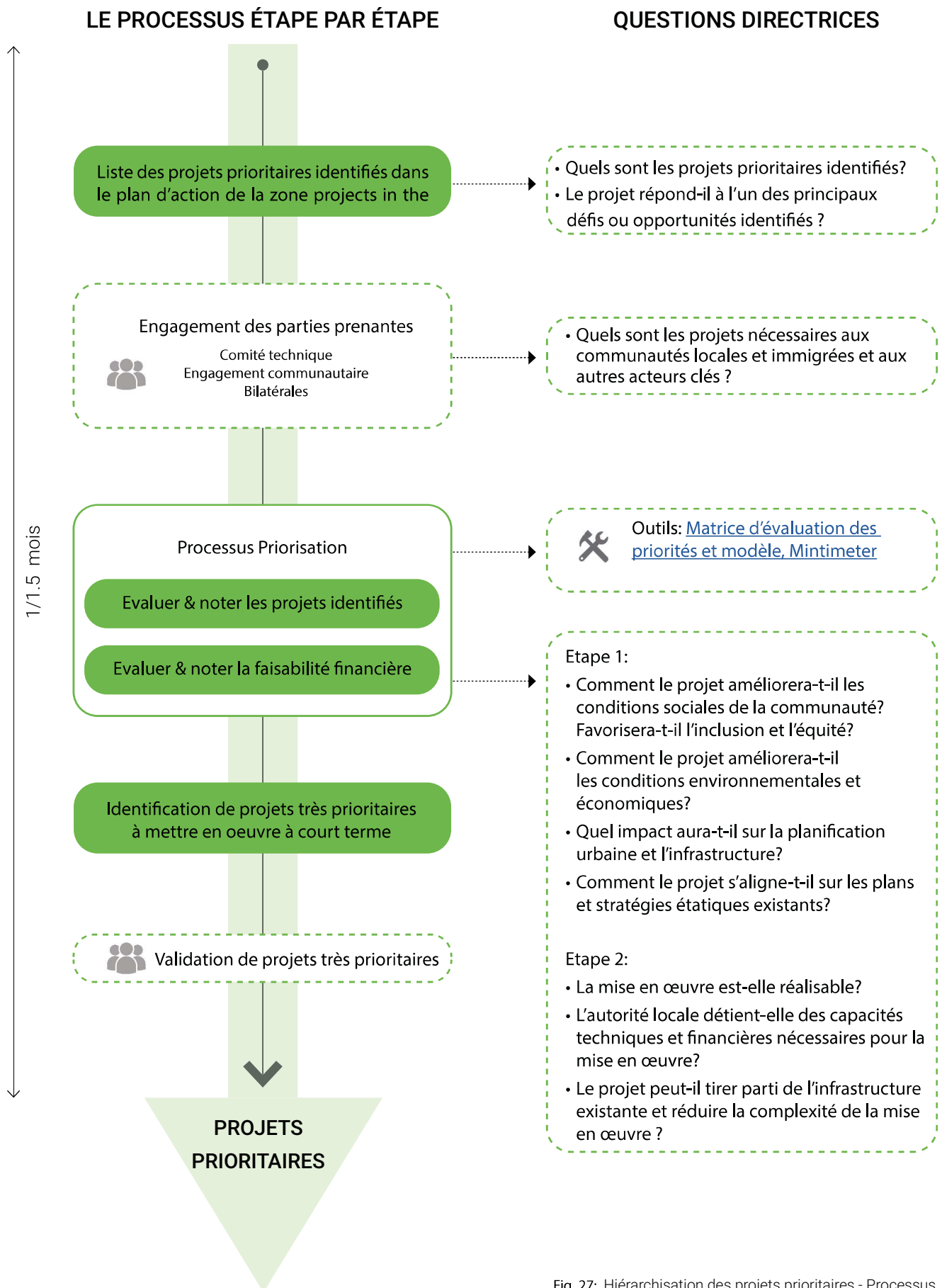
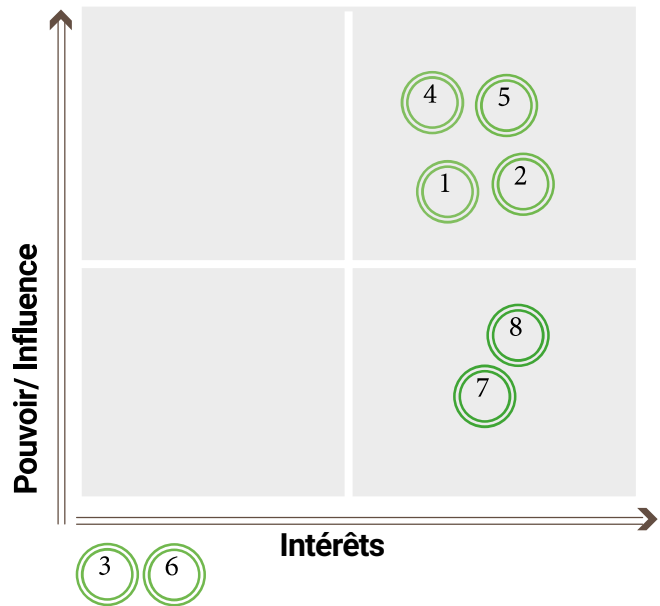


Fig. 27: Hiérarchisation des projets prioritaires - Processus ONU-Habitat









PROJETS PRIORITAIRES

QUI devrait être impliquée?

Les principales parties prenantes à ce stade comprennent les communautés d'accueil et de migrants (y compris tous les groupes tels que les femmes, les personnes handicapées et les jeunes) devraient être impliquées dans le processus d'évaluation et de notation des projets nécessaires identifiés. Le gouvernement et d'autres entités locales participent également à des discussions et à des ateliers bilatéraux clés afin d'éclairer l'exercice de hiérarchisation et la formulation du scénario optimal.



Rôles et responsabilités

1 Etat Central 	Fournir des orientations et faciliter la coordination inter-agences afin de créer des environnements favorables à la mise en œuvre future des projets.
2 Autorités Locales 	Participer au processus d'établissement des priorités, assurer la coordination avec les différentes parties prenantes, y compris les communautés et les partenaires. Superviser la mise en œuvre et le suivi des projets classés par ordre de priorité.
3 Partenaires Agences Internationales, Acteur du développement de l'aide humanitaire 	Offrir une expertise technique et un soutien dans le cadre de l'exercice et des outils de définition des priorités. Faciliter les initiatives de renforcement des capacités et les consultations.
4 Communautés d'accueil 	Participer activement aux discussions et aux ateliers pour évaluer et noter les projets. Fournir des informations sur les besoins et les priorités locales afin de s'assurer que les projets sont axés sur la communauté.
5 Migrants (Refugier, PDIs, et demandeurs d'asile) 	Participer activement aux discussions et aux ateliers pour évaluer et noter les projets. Fournir des informations sur les besoins et les priorités locales afin de s'assurer que les projets sont axés sur la communauté.
6 Institutions 	Contribuer à la recherche, aux données et à l'analyse pour éclairer le processus d'établissement des priorités.
7 Secteur Privé 	Examiner la longue liste des interventions proposées afin de formuler des recommandations.
8 Donateurs / Bailleurs 	Examiner la longue liste des interventions proposées afin de formuler des recommandations.

PROJETS PRIORITAIRES

"Le processus de hiérarchisation du programme UPIMC à Kafr El Battikh a été conçu pour répondre à nos défis urbains les plus pressants. Nous sommes heureux de participer à cet exercice, car il nous permet de contribuer à façonner un avenir plus durable et plus prospère pour notre ville".
 Par un personnel technique travaillant dans l'unité d'administration locale de la ville de Kafr El Battikh, Égypte



Fig. 28: Session des parties prenantes sur la priorisation des projets d'investissement des infrastructures, Kafr El Battikh, Égypte. ONU-Habitat 2023



Fig. 29: Session des parties prenantes sur la priorisation des projets d'investissement des infrastructures, Amman, Jordanie. ONU-Habitat 2023



Fig. 30: Session des parties prenantes sur la priorisation des projets d'investissement des infrastructures, Douala 4, Cameroun. ONU-Habitat 2024

PROJETS PRIORITAIRES

Priority Scoring Criteria			Priority Scoring Criteria				
Critères			Notation				
Technical Priority: Rate the urgency to implement the project within the short-term period of the action plan? (5 Points)			HIGH URGENCY = 5	No = 0	Medium urgency = 2		
Transformative Impact:	Social Impact (20 Points)	Provision of Basic Needs: How many basic needs services does the project provide?	5	based on the no. of basic needs served: Basic needs: Food, water, medicine, education, recreation			
		Inclusivity: Does the project enhance the inclusivity of refugees and vulnerable groups?	Yes = 5	No = 0			
		Safety: How much does the project impact the safety of residents?	No impact = 0	low impact = 2	high impact = 5		
		Well Being: How much does the project improve the well-being of the residents?	No impact = 0	low impact = 2	high impact = 5		
	Environment Impact (20 Points)	Natural Resource Consumption: Rate the level of reduction the project can have on the natural resource consumption? (Water, fossil fuel)	No impact = 0	low impact = 5	high impact = 10		
		Climate Mitigation: Rate the potential level the project mitigates the climate change impact?	No impact = 0	low impact = 2	high impact = 5		
		Climate Adaptation: Rate the climate change adaptation potential level of the project?	No impact = 0	low impact = 2	high impact = 5		
		Healthy Ecosystem: Rate how much the project can contribute to creating a healthy ecosystem?	No impact = 0	low impact = 2	high impact = 5		
	Economic Impact (20 Points)	Job Creation/Livelihood opportunities: How many job opportunities can the project create? (Direct and indirect)	No = 0	Indirect = 10	direct = 15		
		Diversity: Does the project diverse job opportunities?	Yes = 5	No = 0			
Spatial Impact (20 Points)	% of Beneficiaries from the project	1%-20% = 2	20%-40% = 4	40%-60% = 6	60%-80% = 8	80%-100% = 10	
	Connectivity: Does the project improve the connectivity of people to their basic needs?	Yes = 5	No = 0				
	Butterfly Effect of needed projects: proximity of the project to the other needed projects and/or improves the residents' accessibility to the other projects	to 1 project = 1	to 2 projects = 2	3 to 5 projects = 3	5 to 8 = 4	9 to 11 = 5	
Alignment with the relevant governmental plans: Is the project aligned with the existing relevant governmental plan/strategy (5 Points)			Yes = 5	No = 0			
Key Stakeholder Assessment (5 Points)			1%-20% = 1	20%-40% = 2	40%-60% = 3	60%-80% = 4	80%-100% = 5
Local Community Assessment (5 Points)			1%-20% = 1	20%-40% = 2	40%-60% = 3	60%-80% = 4	80%-100% = 5
Total							

Fig. 31: Matrice de priorisation des projets d'investissement en infrastructures utilisée en Jordanie. ONU-Habitat 2023

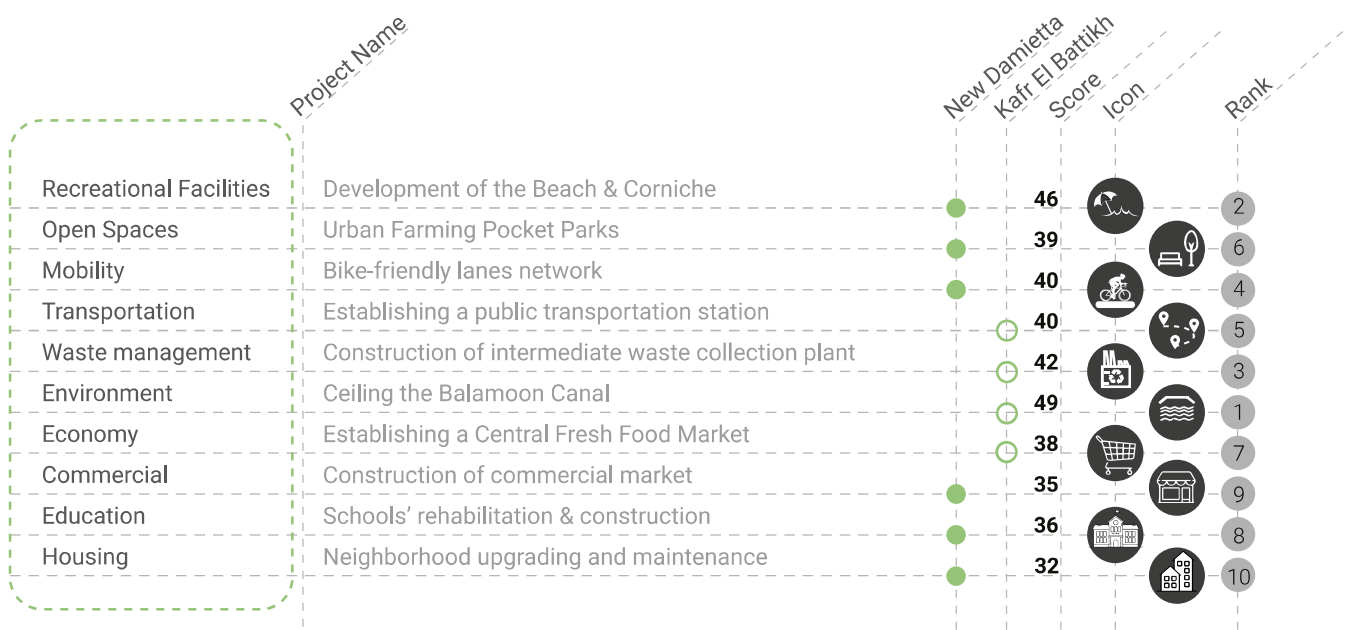


Fig. 32: Résultats de priorisation des projets d'investissement dans les infrastructures, Egypte ONU-Habitat 2023

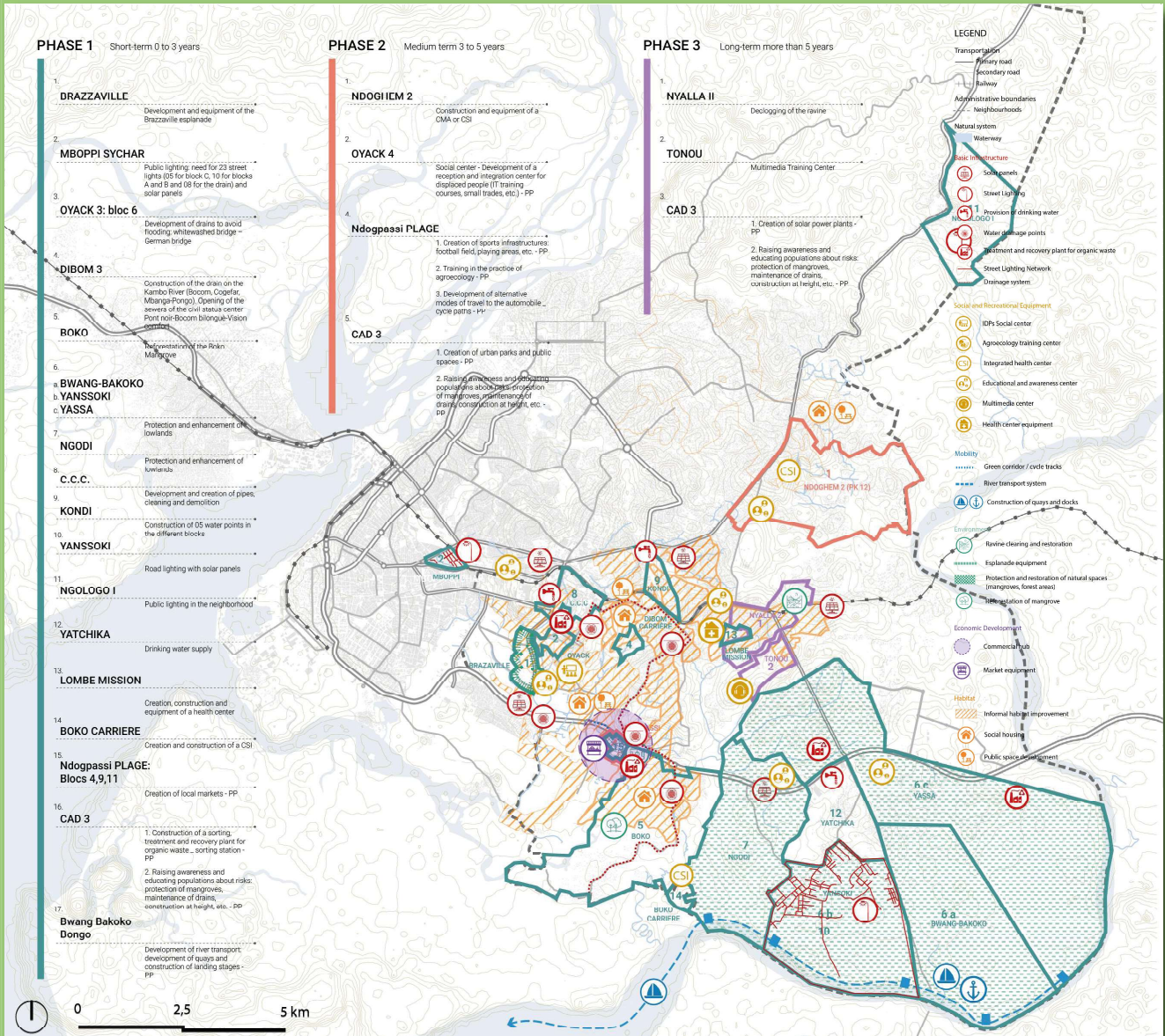


Fig. 33: Carte des projets d'infrastructure prioritaires, Douala 3, Douala, Cameroun. ONU-Habitat 2024

LEÇONS APPRISSES

- **Adaptation continue de la priorisation:** Il est essentiel d'adapter en permanence le processus de priorisation pour répondre à l'évolution des circonstances et aux nouveaux défis, afin qu'il reste pertinent et efficace.
- **Équilibrer les besoins à court et à long terme:** Il est à souligner que les citoyens se concentrent sur des objectifs à long terme, tandis que les migrants et les personnes déplacées plaident pour une amélioration à court terme et parfois immédiate. Tout en répondant à ces besoins immédiats, il faut rechercher des solutions de stabilité et d'intégration à long terme pour ces derniers dans l'espace urbain.
- **Participation des parties prenantes à la prise de décision:** Veiller à ce que toutes les parties prenantes liées aux projets identifiés soient impliquées dans le processus de vote permet leur adhésion et leur accord sur le calendrier de mise en œuvre, en fonction de l'urgence et de la nécessité au sein de la zone d'étude.

03

**TRANSFORMER
LA VILLE**





Fig. 34: Proposition de réhabilitation des escaliers dans le quartier Al Hashimi, Amman, Jordanie.
ONU-Habitat 2023

Objectifs

- Fournir un cadre général qui guide les gouvernements et parties prenantes clés dans la réalisation des changements nécessaires dans la zone pilote.
- Transformer les recommandations et interventions stratégiques en projets spécifiques et réalisables, en détaillant les actions, responsabilités, et calendriers

Résultats

- Plan d'Action

Principales Parties Prenantes

- Autorités Locales
- Etat Central
- Partenaires

QU'EST - ce qu'un Plan d'Action?

Building on the previous two phases and on extensive stakeholder engagement and validation, the third phase of the methodology develops an action plan to guide the implementation of the identified needed projects. The action plan lays out a roadmap for implementation, answering the main questions of what, how, when, and by whom.

COMMENT cela se déroule - il?

Pour élaborer le plan d'action, les projets sont évalués afin d'identifier les synergies potentielles, ce qui garantit que les ressources disponibles sont utilisées de la manière la plus efficace et la plus rentable possible et qu'elles ont l'impact le plus élevé possible.

Le plan d'action organise les projets autour d'un maximum de trois phases principales : à court terme, à moyen terme et à long terme. En général, les projets ayant reçu le score le plus élevé lors de l'exercice de priorisation sont inclus dans la phase à court terme. Le plan d'action peut inclure tous les projets proposés dans le scénario optimal ou, le cas échéant, uniquement les projets les plus prioritaires. Cette décision dépend de l'échelle et du contexte de la zone pilote. Par exemple, le plan d'action d'une zone pilote à grande échelle peut se concentrer sur les projets hautement prioritaires.

Le plan d'action est généralement présenté sous la forme d'un tableau détaillant les actions/activités pour chaque

projet à court, moyen et long terme. Le plan d'action peut éventuellement se concentrer davantage sur le court terme et/ou décrire en détail les actions et le calendrier de chacun des projets prioritaires.

En outre, le plan d'action doit expliquer comment chaque projet favorise et s'aligne sur un changement transformationnel plus large et sur les objectifs de développement durable (ODD) pertinents et d'autres objectifs plus larges à l'échelle nationale et à l'échelle de la ville.

Afin de contrôler la mise en œuvre de ces actions et de s'assurer que le plan reste adapté à sa finalité et au changement, il doit être révisé et mis à jour par un comité désigné, qui comprend toutes les entités concernées.

PLAN D'ACTION

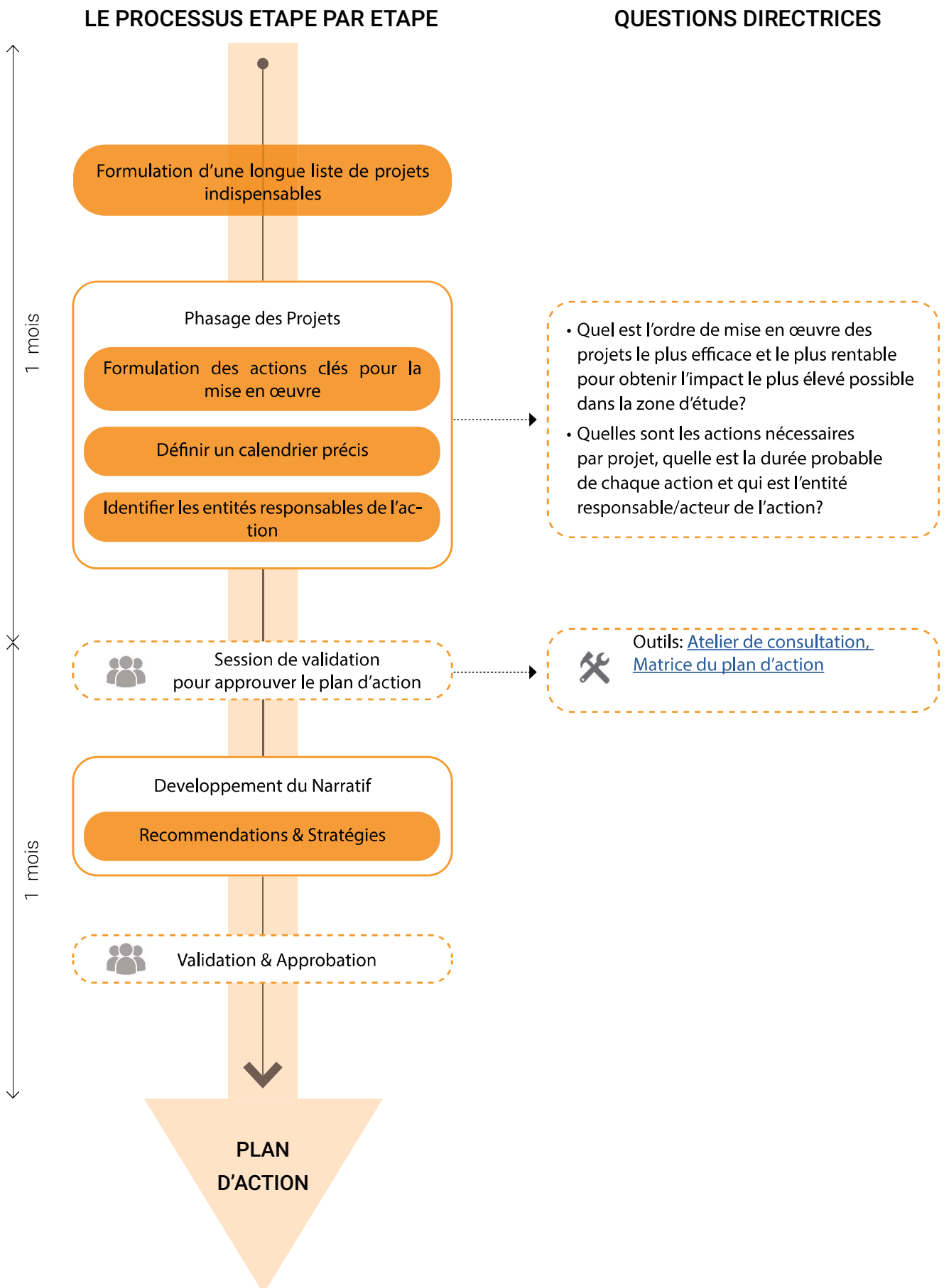
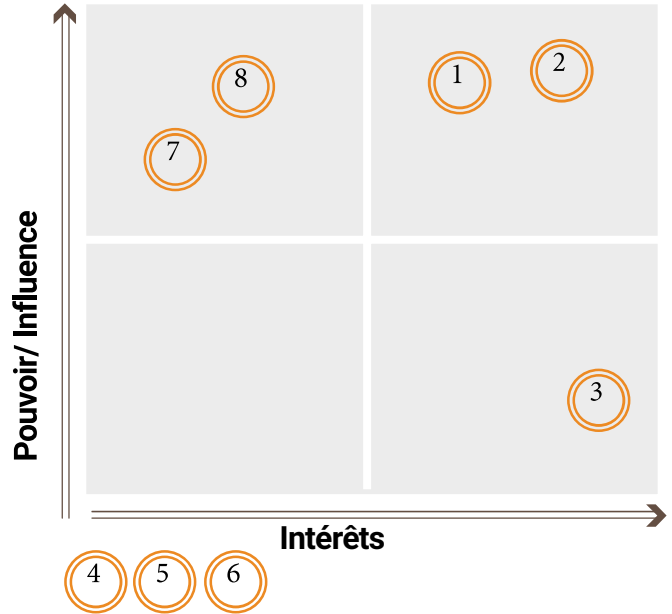










Fig. 35: Processus d'élaboration du Plan d'Action. ONU-Habitat

QUI doit être impliqué ?

Le plan d'action vise à guider les efforts conjoints des différentes parties prenantes et entités concernées afin de garantir un développement efficace et durable dans la zone pilote et la mise en œuvre des projets d'infrastructure indispensables. Il constitue une ressource clé et un guide pour le gouvernement local et vise à informer les actions conjointes avec le gouvernement national, les donateurs et financeurs potentiels, le secteur privé et d'autres partenaires.



1 Etat Central 	Fournir des conseils pour l'élaboration d'un plan d'action précis et applicable ; allouer des ressources, tant financières qu'humaines, pour mettre en œuvre le plan d'action de manière efficace.
2 Autorités Locales 	Fournir des conseils pour l'élaboration d'un plan d'action précis et applicable; adopter le plan; allouer des ressources, tant financières qu'humaines, et rechercher le financement nécessaire pour mettre en œuvre le plan d'action de manière efficace.
3 Partenaires Agences internationales, Acteurs du développement et de l'aide humanitaire 	Collaborer avec les autorités locales et les autres parties prenantes pour mettre en œuvre le plan d'action de manière efficace.
4 Communautés d'accueil 	S'engager dans le processus d'élaboration du plan d'action, en veillant à ce que les besoins et priorités au niveau local soient pris en compte.
5 Migrants (Refugiés, PDI, et chercheurs d'asile) 	Engager des consultations avec les communautés pour garantir l'inclusivité.
6 Institutions 	Fournir des recherches et des données pour étayer le plan d'action, en veillant à ce qu'il soit fondé sur des données probantes et adapté au contexte.
7 Secteur Privé 	Fournir des ressources financières et des investissements pour soutenir le plan d'action et créer des opportunités de collaboration entre le secteur privé et le secteur public.
8 Donateurs/ Baillleurs 	Fournir le financement et le soutien financier nécessaires aux projets identifiés dans le plan d'action. Ils peuvent également offrir une assistance technique et des ressources pour le renforcement des capacités afin de garantir que les projets sont mis en œuvre de manière efficace et durable.

ACTION PLAN

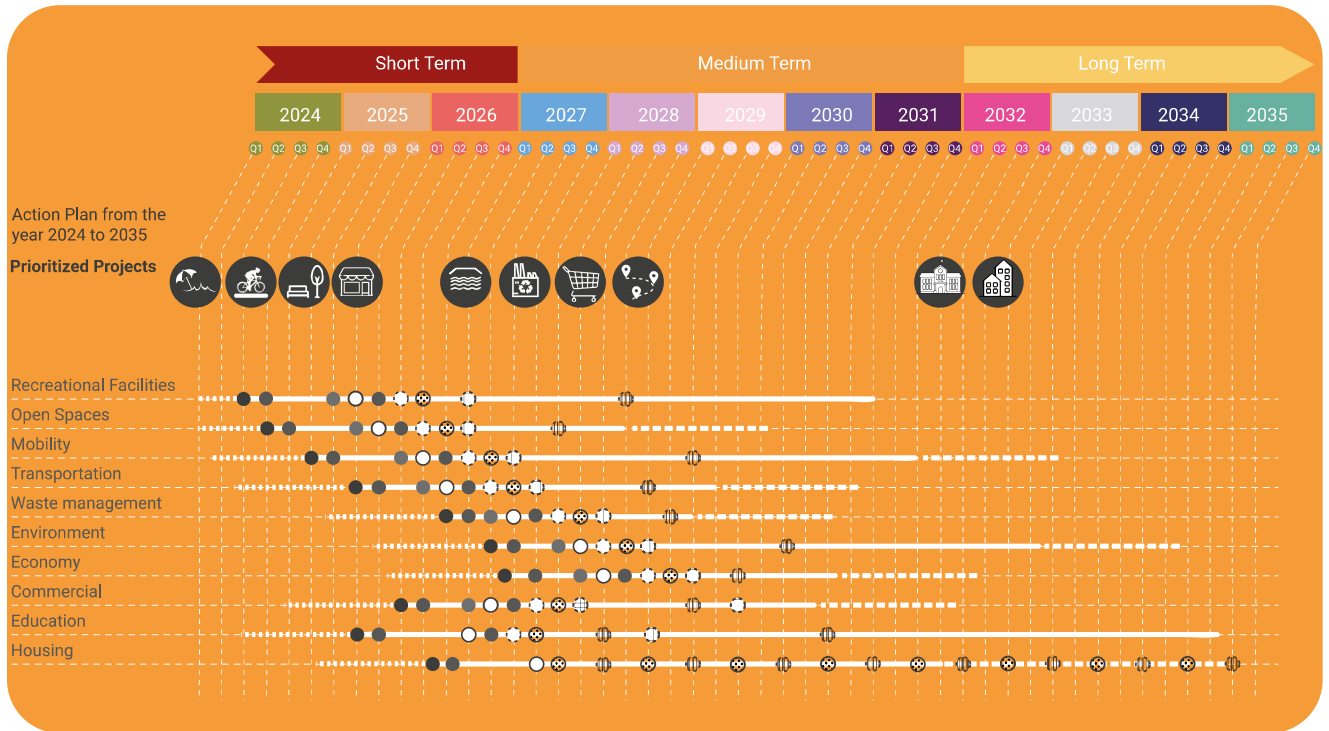
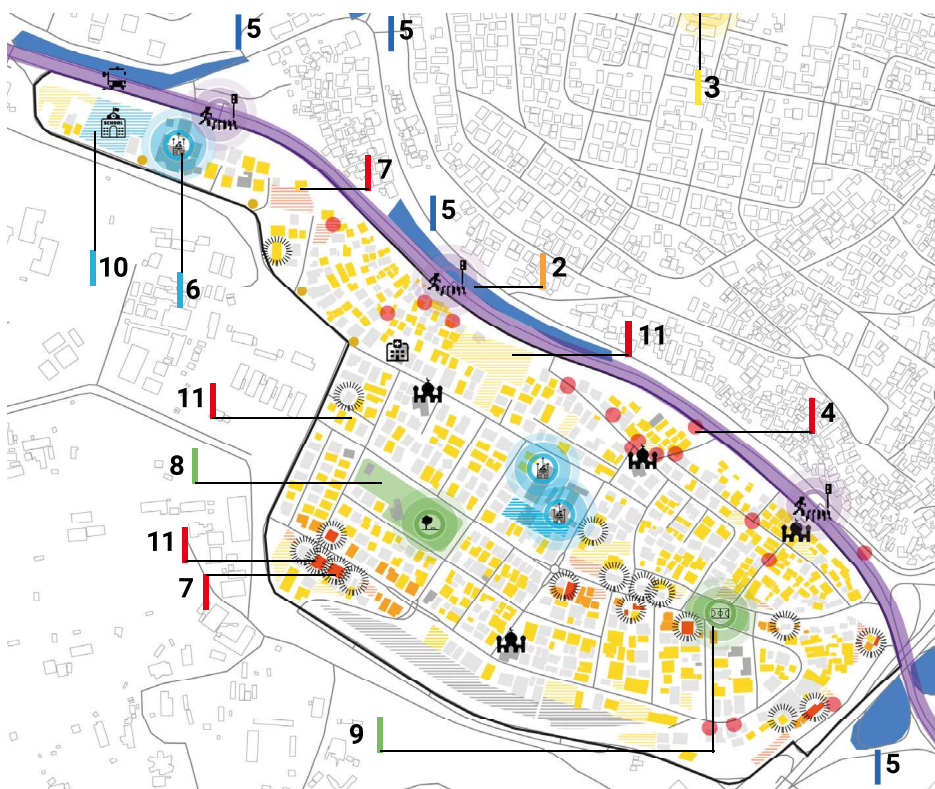


Fig. 36: Plan d'Action de New Damietta, Egypte ONU-Habitat 2023



No.	Project Name
1	Upgrading the Water and Sewerage Networks Project
2	Upgrading the Road and Sidewalk Networks Project
3	Upgrading the Existing Al Hashmi Al Shamali Comprehensive Health Centre Project
4	Transforming Staircases into Social Steps Project
5	Implementing Flood Mitigation Interventions Project
6	Upgrading the Existing Public Schools Project
7	Encouraging Mixed Use Development Project
8	Rehabilitating the Existing Public Park Project
9	Rehabilitating the Existing Playground Project
10	Constructing a New School Project
11	Improving Residential Buildings in Critical and Substandard Conditions Project

Fig. 37: Plan d'Action d'Amman, Jordanie. ONU-Habitat 2023

Objectifs

- Présenter le projet de manière concise et convaincante pour attirer des potentiels donateurs et d'autres financeurs, y compris le secteur privé. Faciliter les financements prioritaires à la réalisation de l'action.
- Donner aux parties prenantes une vue générale, en veillant à ce que les données pertinentes soient disponibles dans un document unique, pour faciliter la prise de décision en connaissance de cause et la planification efficace du projet.

Résultats

- Cartes d'Investissements de projet

Principales Parties Prenantes

- Autorité local
- Etat central
- Partenaires
- Donateurs/Bailleurs
- Secteur Privé

QU'EST- ce qu'une Carte d'Investissement de Projet?

Une carte d'investissement de projet est un document concis et autonome qui présente succinctement des informations essentielles sur le projet. Une fois que le plan d'action global pour la zone pilote a été défini, des cartes d'investissement de projet sont produites pour un certain nombre de projets hautement prioritaires à mettre en œuvre dans la phase à court terme du plan d'action. Le dossier sert à présenter le projet aux partenaires, aux donateurs et aux bailleurs de fonds potentiels en vue de sa mise en œuvre. En présentant un dossier bien structuré et complet, les parties prenantes peuvent mieux comprendre la valeur du projet, sa faisabilité et son alignement sur des objectifs plus larges, ce qui augmente les chances d'obtenir un financement et un soutien pour sa mise en œuvre.

COMMENT cela se déroule t-il ?

La carte d'investissement de projet reprend et présente les informations essentielles sur le projet prioritaire. Il est suggéré d'élaborer un modèle et de l'adapter au contexte et à l'échelle spécifiques. Une carte d'investissement de projet commence généralement par une introduction qui reprend les informations contextuelles clés, en soulignant les tendances à l'échelle du pays et de la ville pour planter le décor et mettre l'accent sur la nécessité et l'urgence de l'intervention. Le projet proposé est résumé et des informations clés sont fournies, notamment le titre du projet, son emplacement, ses bénéficiaires et ses partenaires de mise en œuvre, ainsi que leur rôle et alignement sur les ODD pertinents et d'autres cadres pertinents. Les objectifs, défis à relever et les résultats et impacts attendus sont également présentés. Le document

contient un calendrier de mise en œuvre qui s'appuie sur le plan d'action élaboré précédemment, détaillant chaque activité et fournissant une vue d'ensemble du cycle de vie du projet.

Les aspects financiers sont essentiels et comprennent le coût initial calculé et une analyse de la viabilité du projet. Ceux-ci doivent préciser le type de financement nécessaire et mentionner les zones de risques potentielles. La viabilité financière fait référence à la capacité d'un projet à générer des revenus et des bénéfices suffisants pour couvrir ses dépenses opérationnelles et atteindre la viabilité financière à long terme.

Toute étude supplémentaire nécessaire à la mise en œuvre du projet doit être mise en évidence, comme les études de faisabilité, les avant-projets techniques et les évaluations de l'impact environnemental et social. Ces éléments aident les gouvernements et les acteurs locaux à rechercher les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre du projet

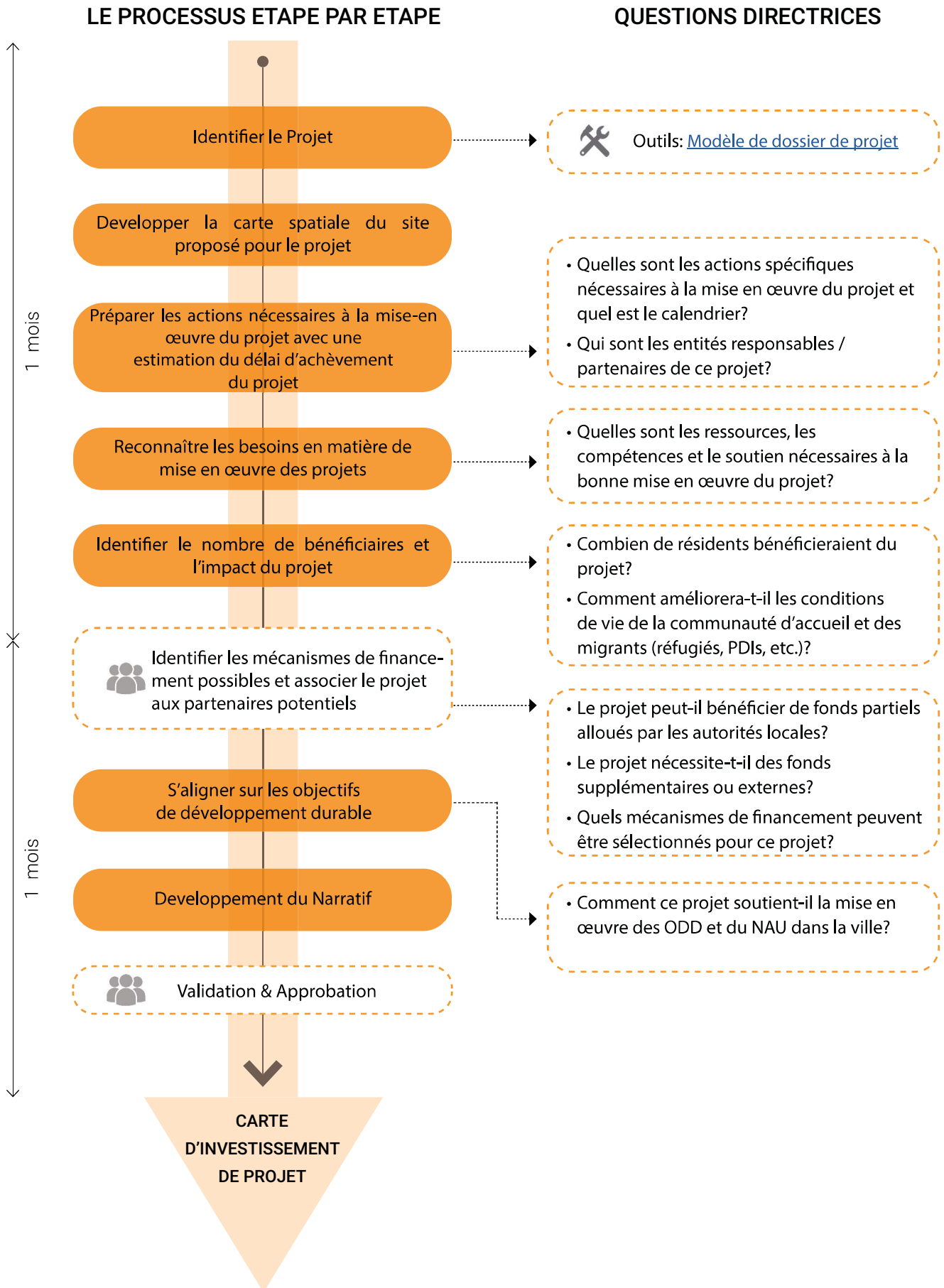


Fig. 38: Processus d'une Carte d'Investissement de Projet, ONU-Habitat



Fig. 39: Atelier pour les bailleurs de fonds Douala 3, Cameroun. ONU-Habitat 2024



Fig. 40: Atelier des bailleurs en Egypte. ONU-Habitat 2024



Fig. 41: Atelier des bailleurs en Jordanie. ONU-Habitat 2024

LIEN AVEC LE FINANCEMENT



Une stratégie clé consiste à engager de manière proactive les bailleurs de fonds et les financiers potentiels tout au long du cycle de vie du projet. Pour ce faire, il convient de suivre les étapes suivantes:

1. Aligner les intérêts: Identifier et approcher les bailleurs de fonds dont les mandats et les intérêts sectoriels sont compatibles avec les objectifs du projet, en particulier ceux qui se concentrent sur des secteurs tels que le développement urbain, l'aide humanitaire et la résilience climatique.

2. Réunions stratégiques: Organiser des réunions ciblées pour présenter les objectifs du projet, les initiatives spécifiques et les impacts attendus. Chercher à s'aligner sur les priorités stratégiques des bailleurs tout en recueillant leur contribution technique pour affiner le projet.

3. Des fiches de projet détaillées: Partager des descriptifs de projet détaillés qui décrivent clairement les opportunités, les impacts potentiels et les retours sur investissement attendus. Ces cartes d'investissement aident les bailleurs de fonds à évaluer la cohérence du projet avec leurs critères de financement.

4. Engagement soutenu: Établir des mécanismes de communication régulière entre les responsables de la mise en œuvre du projet et les bailleurs de fonds. Ce dialogue permanent est essentiel pour maintenir l'intérêt et le soutien des bailleurs de fonds tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre du projet. Une pratique courante en matière d'engagement consiste à organiser des ateliers réunissant les bailleurs de fonds, les parties prenantes et les responsables de la mise en œuvre du projet. Ces ateliers permettent de discuter des stratégies de financement, des objectifs du projet et des possibilités de collaboration. L'objectif principal est d'engager les bailleurs de fonds dans un dialogue constructif sur leurs intérêts et sur la manière dont ils peuvent soutenir le projet, en démontrant comment la planification fondée sur des données probantes et les interventions proposées s'alignent sur leurs objectifs.

EXEMPLES DE MODELES DE CARTES D'INVESTISSEMENT DE PROJET

GENERAL INFORMATION	
PROJECT TITLE	CREATION, CONSTRUCTION AND EQUIPMENT OF A HEALTH CENTER
PROJECT TYPE	Health / services
LOCATION	Lombé Mission - Other locations are open for consideration in Ndogpassi Plage (as per the pilot neighborhood of the UN Cameroon Programme)
BENEFICIARIES	Direct beneficiaries: the total population of Douala 3 in 2020 (worldpopulationreview.com), including 12,422 inhabitants and displaced persons (OCHA 2019). With a growth rate of 3.22%, the population is expected to be 15,400 by 2030 (worldpopulationreview.com).
ALIGNMENT WITH THE SDGS	
PARTNERS	Role of UN-Habitat: facilitate and coordinate between stakeholders, ensuring liaison between the CAD3 and its partners. Owner and implementation manager: CAD3 Project management: CAD3 / CUD / Technical Partner Donors: Sectoral ministerial departments / International and Private Financial Institution / Development Bank / Private Businesses / etc.
CALENDAR	<ul style="list-style-type: none"> Phase 0: Project Design Phase 1: Feasibility Studies Phase 2: Project Execution Phase 3: Monitoring
CONTACT	Douala 3 Council (CAD3), Douala, Cameroon

PROJECT OBJECTIVES	
PROJECT OBJECTIVES	The project aims to ensure equitable access to quality healthcare across CAD3, as well as to improve healthcare coverage within CAD3

IDENTIFIED CHALLENGES	
IDENTIFIED CHALLENGES	Socio-demographic challenges: <ul style="list-style-type: none"> Uneven distribution of hospital structures IDPs settling in high-risk areas, increasing disease and risk exposure Infrastructural challenges: <ul style="list-style-type: none"> Poor road conditions hindering access to existing structures Low-quality services and unconventional products offered Financial challenges: <ul style="list-style-type: none"> IDPs' limited financial capacity compared to the costs of formal services Governance challenges: <ul style="list-style-type: none"> Weak control over the proliferation of informal structures Unsupervised staff in informal structures

RESULTS	
RESULTS	Technical results: <ul style="list-style-type: none"> Construction of a health center with a capacity of ... places Outcomes related to capacity building: <ul style="list-style-type: none"> Support for project implementation Development of partnerships

PROJECT IMPACT	
PROJECT IMPACT	<ul style="list-style-type: none"> Improvement of living conditions (SDG 3) Integration of IDPs, including young people and women, in order to make CAD3 more inclusive (SDG 11) Reduction of inequalities (SDG 10) through access to quality care for all Creation of partnerships with key organizations responsible for improving the well-being of populations (SDG 17)

Mettre en évidence l'impact :

Indiquer combien de résidents bénéficieraient de la mise en œuvre du projet et souligner comment le projet s'aligne sur des objectifs plus larges, tels que les objectifs de développement durable (ODD).

Présentez les avantages sociaux, environnementaux et économiques potentiels du projet. Indiquez en particulier comment le projet bénéficiera à divers segments de la population, y compris les groupes marginalisés.

Figure 1. Location New Damietta Schools Project in New Damietta city
Source: UN-Habitat

PROJECT ACTION PLAN	
New Damietta Schools Construction & Rehabilitation Project	
School Rehabilitation District 4 (5 schools) District 2 (5 schools) District 1 (5 schools)	
School Area School area = 1,000 sqm of built-up space	
School A School B School C School D School E	
Responsible Entity Ministry of Education NSDR Damietta Governorate	<ul style="list-style-type: none"> Land Allocation Budget Design/Development & Plans Community Engagement Construction Tender & Bidding Procurement Maintenance

Préciser les rôles, les actions et le calendrier

Indiquer les partenaires impliqués et leurs rôles, le plan d'action pour la mise en œuvre avec les activités à chaque phase du projet.

Données financières et faisabilité

Fournir des données financières importantes sur les coûts initiaux du projet, y compris les études supplémentaires nécessaires telles que les études de faisabilité, etc. Le cas échéant, identifier les mécanismes de financement potentiels et les donateurs et financiers potentiels. Montrer les synergies potentielles avec des projets ou des infrastructures existants afin de maximiser les bénéfices.

FINANCIAL DATA*		
	XAF	\$USD
Land acquisition	-	-
Relocation/Resettlement	-	-
Compensation	-	-
Design and feasibility study	25,000,000.00	41,416.43
Investment Plan	7,500,000.00	12,424.93
Environmental and Social Impact Study	15,000,000.00	24,849.86
Subtotal A	47,500,000.00	78,691.21
Construction Costs	250,000,000.00	414,164.29
Maintenance Costs	25,000,000.00	41,416.43
Subtotal B	275,000,000.00	455,580.71
Equipment	60,000,000.00	99,399.43
Subtotal C (Equipment)	60,000,000.00	99,399.43
Administrative and management costs (10%)	25,000,000.00	41,416.43
Subtotal D	25,000,000.00	41,416.43
TOTAL COSTS (A+B+C+D)	407,500,000.00	675,087.79

exchange rate for May 21, 2024
source: www.xe.com/currencyconverter/ 603.6252

EXEMPLE DE CARTES D'INVESTISSEMENT PROGRAMME UPIMC



CAMEROUN

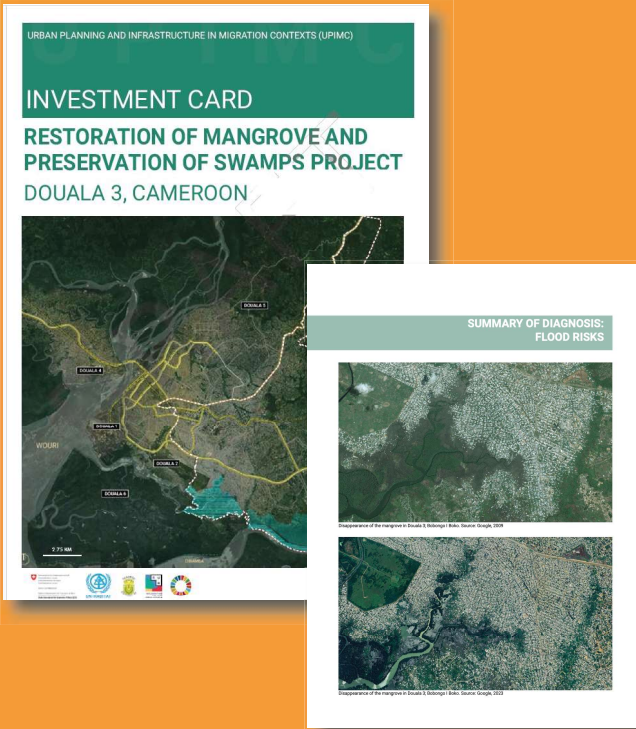


Fig. 42: Carte d'Investissement du projet de restauration des mangroves, Douala 4, Cameroun. ONU-Habitat 2024



Fig. 44: Carte d'Investissement du projet de création de marché, Douala 3, Cameroun. ONU-Habitat 2024



EGYPTE

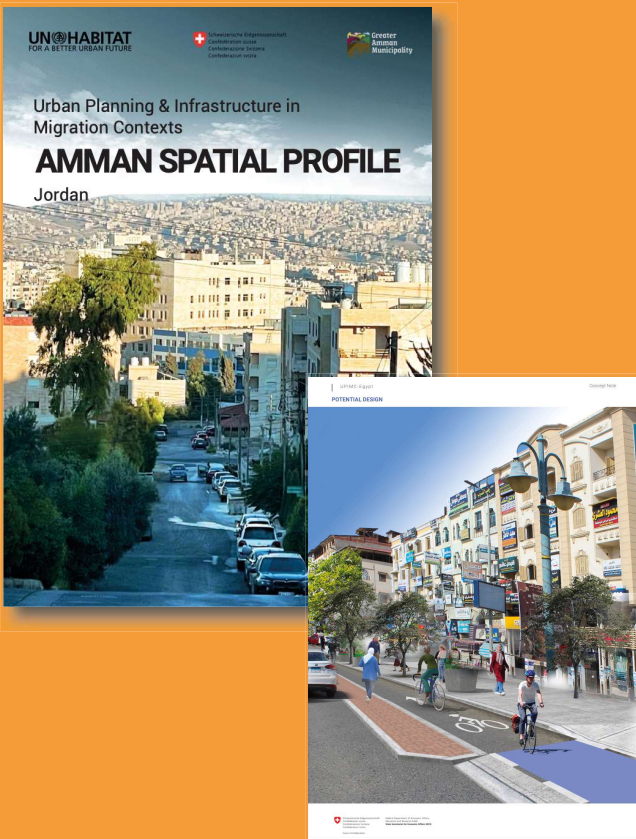


Fig. 45: Carte d'Investissement du projet de creation d'une piste cyclable. New Damietta, Egypte. ONU-Habitat 2023



Fig. 43: Carte d'Investissement du projet creation de parcs. Kafr El Battikh, Egypte. ONU-Habitat 2024

EXEMPLE DE CARTES D'INVESTISSEMENT DE PROJET UPIMC

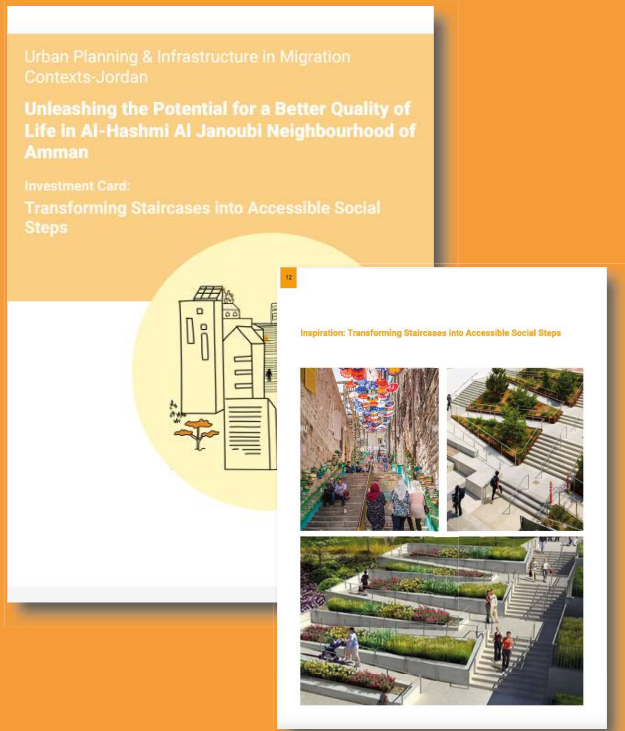


Fig. 46: Carte d'Investissement du projet réhabilitation des escaliers. Amman, Jordanie. ONU-Habitat 2023



Fig. 47: Carte d'Investissement du projet création de parc. Irbid, Jordanie. ONU-Habitat 2023

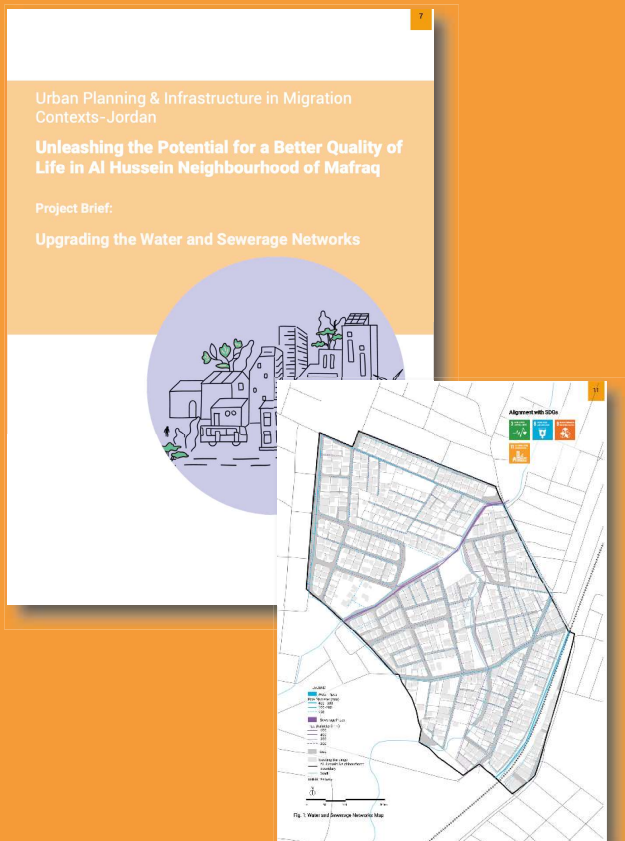


Fig. 48: : Carte d'Investissement du projet amelioration du réseau d'eau et d'assainissement. Mafraq, Jordanie. ONU-Habitat 2024

04

PROCHAINES ÉTAPES

PROCHAINES ÉTAPES

QU'EST-CE QUI VIENT APRÈS LES CARTES D'INVESTISSEMENT DE PROJET?

La méthodologie UPIMC se termine par l'élaboration de plans d'action pour les zones urbaines ciblées et la priorisation des projets. Le plan d'action et les fiches de projet sont ensuite transmis aux autorités locales, afin qu'elles progressent dans le cycle de vie vers la mise en œuvre sur le terrain.

L'appui d'ONU-Habitat s'est centré sur les étapes en amont du cycle de vie du projet, qui comprenaient la phase de préparation et l'approche de planification en trois phases d'ONU-Habitat (détaillée dans ce guide), en posant les bases et en définissant l'orientation stratégique avant de passer aux étapes en aval des projets identifiés, axées sur l'exécution.

Les étapes en aval d'un projet consistent à transformer la planification en réalité. Comme l'illustre la figure ci-dessous, il faut d'abord réaliser une étude de faisabilité détaillée pour évaluer la viabilité du projet. Cette étude comprend généralement l'élaboration d'une analyse de rentabilité, couvrant des aspects clés tels que les coûts du projet, les recettes potentielles, les sources de financement et les risques associés. Viennent ensuite la conception détaillée, le financement et la construction. Après la mise en œuvre, l'accent est mis sur l'exploitation, la maintenance et le suivi continu, afin de garantir que l'intervention reste fonctionnelle, durable et bénéfique pour la communauté.

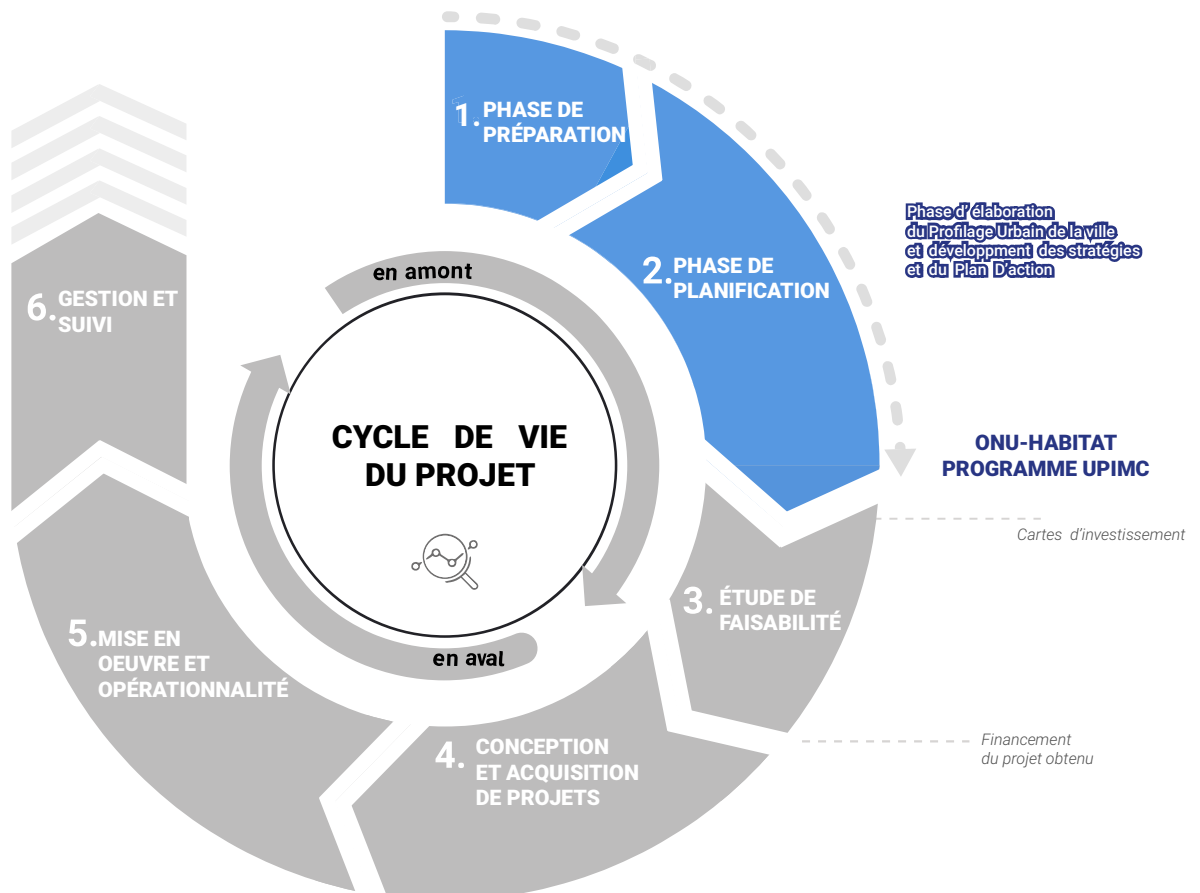


Fig. 49: Cycle de vie d'un projet ONU-Habitat

Les Collectivités Locales prennent le Lead

Au cours de la phase aval d'un projet, le rôle de meneur passe aux entités gouvernementales compétentes chargées de la mise en œuvre. Les entités gouvernementales locales gèrent généralement cette phase, en supervisant la conception détaillée, la passation des marchés et la construction, et en veillant à ce que le projet soit conforme aux réglementations et aux normes locales, ainsi qu'aux besoins de la communauté. Tandis que les gouvernements locaux prennent l'initiative, les partenaires internationaux comme ONU-Habitat peuvent continuer à fournir une assistance technique.

Ce soutien peut prendre la forme de connaissances spécialisées, d'un renforcement des capacités, de services de conseils, et, comme dans le cas du programme UPMC, une assistance continue pour faciliter les liens avec les donateurs, les financiers et les partenaires de mise en œuvre potentiels.

Le diagramme ci-dessous illustre le système complexe des rôles joués par les parties prenantes dans la mise en œuvre du projet. Bien que chaque partie prenante soit essentielle, son efficacité et son impact sont influencés par des facteurs externes et le contexte spécifique dans lequel elle opère.

Rôles et Responsabilités dans les Prochaines Étapes







1 Etat Central 	Fournir les approbations nécessaires à la mise en œuvre du projet. Ils peuvent également apporter un soutien politique ou un financement supplémentaire, en particulier pour les projets de grande envergure ou d'importance nationale.
2 Autorités Locales 	Diriger le projet pour s'assurer qu'il progresse vers la mise en œuvre et superviser l'ensemble du processus de mise en œuvre pour garantir sa réussite. Généralement, il désigne une entité responsable et des points focaux.
3 Partenaires Agences internationales Développement et Acteurs humanitaires 	Fournir un soutien technique dans leurs domaines d'expertise, en contribuant à la réussite de la mise en œuvre des projets. Contribuer à l'identification et à l'obtention des sources de financement nécessaires.
4 Communauté Locale 	Contrôler la mise en œuvre, assurer la transparence et fournir un retour d'information aux autorités locales. La participation de la communauté est essentielle pour garantir que les infrastructures répondent aux besoins réels de la population.
5 Secteur Privé 	Les entreprises et les entrepreneurs du secteur privé se chargent généralement de la construction et de la mise en œuvre de l'infrastructure. Ces entités sont sélectionnées dans le cadre d'une procédure de passation de marchés gérée par le gouvernement local.
6 Donateurs/Bailleurs 	Ils fournissent et supervisent le déboursement des ressources financières et réglementaires. Ils peuvent également gérer les risques financiers, soutenir le renforcement des capacités en matière de gestion financière et faciliter les partenariats pour attirer des ressources supplémentaires.



Fig. 50: Les représentants du gouvernement local de Damietta lors d'un atelier avec la communauté. ONU-Habitat

Comment les autorités locales peuvent-ils assurer le financement de la mise en œuvre des projets?

Pour entamer le processus en aval du projet prioritaire, l'autorité locale doit évaluer les ressources locales disponibles pour sa mise en œuvre, en identifiant les éventuels déficits financiers. Idéalement, la collectivité locale devrait pouvoir utiliser les recettes propres (RP), car cela réduit la dépendance à l'égard des financements extérieurs et encourage l'appropriation locale. Les RP sont générées localement par les collectivités locales, par le biais d'impôts, de taxes et d'autres redevances. Pour les villes fortement dépendantes de l'aide, la transition vers une plus grande autonomie financière est cruciale pour le succès à long terme. Si l'aide apporte un soutien essentiel, une dépendance excessive peut entraver la responsabilité gouvernementale et limiter l'appropriation locale et les systèmes financiers durables

La figure ci-dessous présente un cadre d'orientation pour renforcer la résilience financière des municipalités en s'affranchissant de la dépendance à l'égard de l'aide et des financements extérieurs. Au fur et à mesure que les collectivités locales renforcent leurs propres systèmes de

revenus et augmentent leur production de revenus, les partenariats public-privé peuvent davantage accroître les ressources financières disponibles pour les projets. Il est essentiel d'impliquer les parties prenantes locales tout au long de ce processus, afin que la voix de la communauté soit intégrée dans la prise de décision, ce qui contribue en fin de compte à une plus grande durabilité financière, autonomie et stabilité. Cependant, dans les villes confrontées à des défis tels que la croissance rapide de la population, la migration, l'instabilité politique ou économique, cette transition peut s'avérer difficile. En outre, les assiettes fiscales limitées, les difficultés économiques et les budgets restreints peuvent rendre difficile la mobilisation de fonds locaux suffisants. Par conséquent, il est souvent essentiel d'explorer des mécanismes de financement externes pour garantir la réussite de la mise en œuvre du projet.

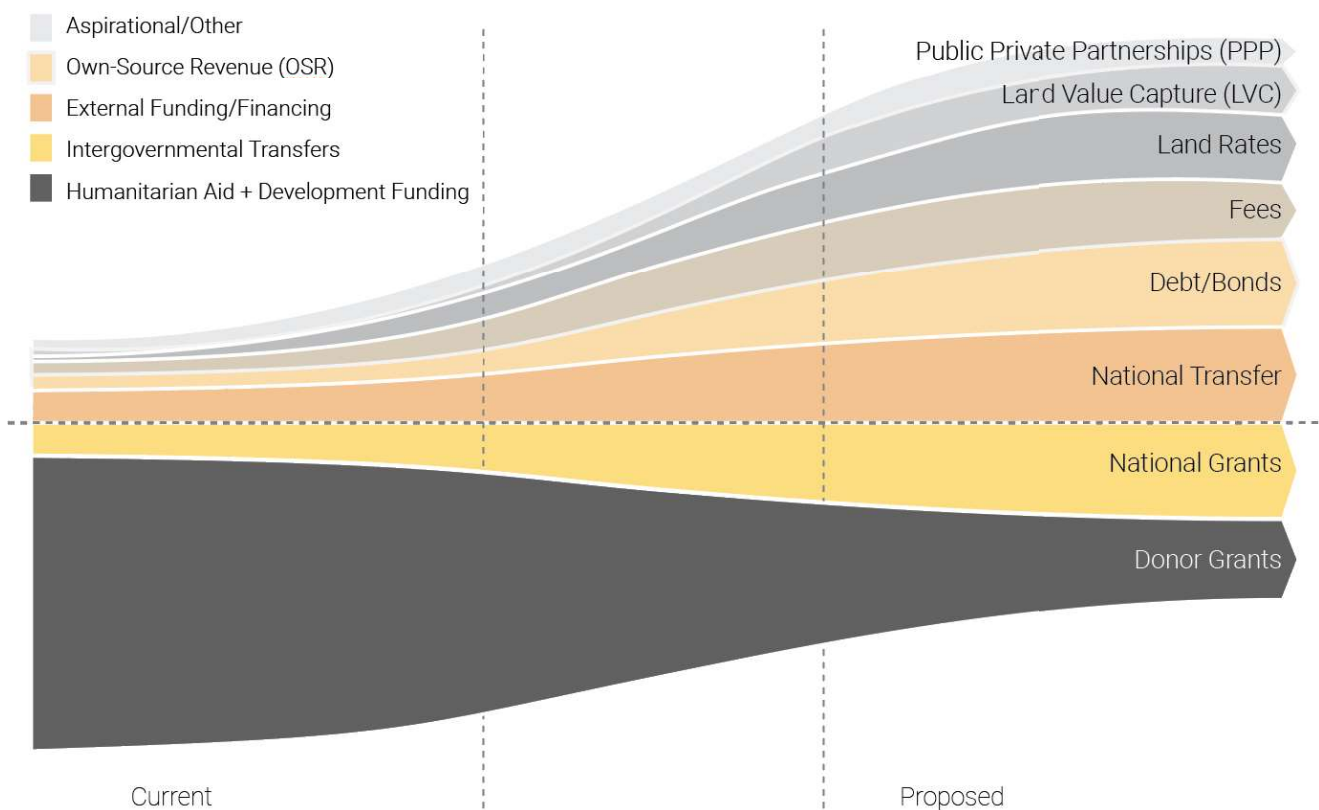


Fig. 51: Cadre d'orientation pour le renforcement de la résilience financière locale au-delà du financement externe. ONU-Habitat

Quelles sont les possibilités de financement offertes aux collectivités locales?

Si les coûts du projet dépassent les ressources locales disponibles, il est essentiel d'explorer les possibilités de financement externe. Le financement de projet fait référence à l'argent fourni pour soutenir un projet, généralement sous la forme d'une injection de capital unique ou périodique qui ne doit pas être remboursée. Le financement provient souvent des gouvernements, des ONG ou des donateurs. Les collectivités locales ont accès à diverses options de financement, tant nationales qu'internationales, et le choix de la source appropriée dépend du budget et des besoins spécifiques du projet.

Le tableau ci-dessous fournit un cadre d'orientation pour aider les collectivités locales à comprendre l'éventail des mécanismes de financement disponibles et leurs caractéristiques spécifiques

Bien que divers mécanismes puissent être accessibles, il est important de souligner que la part de financement allouée aux villes reste souvent nettement inférieure aux montants alloués aux gouvernements nationaux. Cette allocation peut varier en fonction de facteurs tels que le degré de décentralisation, l'objectif du programme d'aide et la capacité du gouvernement local à gérer et à utiliser les fonds de manière efficace. Conscient de ces défis, ONU-Habitat s'est engagé à aider les gouvernements locaux à naviguer dans le paysage du financement. Il s'agit notamment de fournir une assistance technique, de faciliter les contacts avec les donateurs potentiels et d'aider les municipalités à élaborer des stratégies visant à renforcer leur résilience financière et leur capacité à gérer les ressources de manière efficace.

Mécanismes de Financement	Taille du Budget	Description	Recommandations	Acteurs Impliqués
1 Transferts Inter-gouvernementaux	● ● ● Petit Moyen Élevé	Fournis par des niveaux supérieurs de gouvernement à des niveaux inférieurs de gouvernement pour répondre à divers besoins ou pour aider à atteindre certains objectifs politiques.	Convient aux projets d'infrastructure à grande échelle, ou pour atteindre des objectifs politiques spécifiques fixés par des niveaux de gouvernement plus élevés et/ou lorsque l'intervention nécessite des coordinations entre différents niveaux de gouvernement.	<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernement Central ou Gouvernement Fédéral • Gouvernements d'État ou provinciaux • Ministères/Départements
2 Subventions gouvernementales	● ● ●	Contributions financières fournies par des agences gouvernementales pour soutenir des projets, des programmes ou des activités spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernements • Organisations internationales (par exemple, le PNUD)
3 Aide au Développement	● ● ●	Soutien financier pour promouvoir le développement, souvent dans les pays en développement, visant à créer des conditions économiques, sociales ou infrastructurelles	Convient lorsque les gouvernements locaux ont besoin de soutien financièrement des projets qui s'alignent sur les priorités gouvernementales. Idéal pour les projets ayant des objectifs clairs et des résultats mesurables.	<ul style="list-style-type: none"> • Banques multilatérales de développement (BMD) et banques régionales de développement (BRD) • Agences d'aide bilatérale (par exemple, USAID, DFID)
4 Subventions des Bailleurs	● ● ●	Contributions financières de particuliers, de fondations, d'entreprises ou d'autres donateurs pour soutenir des projets ou des causes spécifiques.	Efficace pour les projets qui soutiennent le changement systémique et le renforcement des capacités, qu'il s'agisse d'une initiative unique ou de multiples petits projets visant des objectifs plus larges.	<ul style="list-style-type: none"> • Fondations (ex., Fondation Bill & Melinda Gates, Fondation Ford) • Bailleurs Corporate
5 Financement Communautaire	● ● ○	Fonds collectés ou alloués par les communautés locales ou des organisations communautaires.	Pour des initiatives ciblées, des projets communautaires ou des programmes novateurs qui correspondent aux intérêts des bailleurs	<ul style="list-style-type: none"> • Contributions directes des résidents. • Plateformes intermédiaires, organisations communautaires et fondations. • Plateformes en ligne

ÉTUDE DE CAS

Projet de parc de la Reine Noor à Amman - Quartier Al Hashimi Al Janoubi, Amman, Jordanie.

Le choix du parc Queen Noor pour la réhabilitation a été guidé par les résultats fondés sur des données probantes du profilage spatial et de l'analyse du programme UPIMC, qui ont mis en évidence le besoin critique d'un tel projet au niveau du quartier. Ce besoin avéré a attiré le soutien de bailleurs de fonds tels que l'Institut Goethe. Conformément à leur engagement commun de favoriser des environnements urbains inclusifs et durables, ONU-Habitat Jordanie et l'Institut Goethe ont lancé un ambitieux projet de réhabilitation du parc Queen Noor dans le quartier Al Hashimi Al Janoubi par l'intermédiaire du « Creative Forward Fund : Conception d'espaces publics inclusifs ».

La mise en œuvre d'interventions innovantes à petite échelle par des architectes et des designers sélectionnés a eu un impact significatif sur les résidents locaux. Les membres de la communauté ont exprimé leur joie et leur appréciation pour l'espace transformé, partageant avec enthousiasme leur plaisir devant les améliorations apportées à leur environnement. En outre, le succès de ce projet a attiré un soutien supplémentaire de la part de la société néerlandaise Arcadis, qui s'est jointe au projet pour aider à la conception

Le projet de restauration écologique des mangroves à Douala 4, Cameroun

Dans le cadre de UPIMC, le quartier Mambanda à Douala 4, abritant de nombreuses PDIs, a été identifié comme une zone prioritaire pour l'intervention environnementale. Grâce au processus participatif, la restauration des mangroves du quartier est apparue comme un projet essentiel visant à relever les principaux défis environnementaux, surtout l'atténuation des risques d'inondation, la conservation de la biodiversité et la résilience climatique.

Pour faire avancer cette initiative, UPIMC Cameroun, appuyée de Douala 4, a postulé avec succès à l'appel à projets Generation Restoration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Douala 4 a été sélectionnée comme ville pilote dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes (2021-2030). Le projet Generation Restoration se concentre sur la restauration de 4 hectares de l'écosystème vital de la mangrove, qui agit comme une barrière naturelle contre les inondations, les ondes de tempête et l'érosion côtière. Cet effort de restauration renforce non seulement la protection de la communauté contre les risques liés au climat, mais préserve aussi les habitats cruciaux pour la biodiversité marine, soutenant directement les moyens de subsistance des résidents locaux. En plus des activités de restauration, le projet met l'accent sur la sensibilisation des communautés et autorités locales à l'importance de protéger les écosystèmes naturels et aux impacts plus larges de l'urbanisation. Des



Fig. 52: Parc réhabilité de la Reine Noor en Jordanie. ONU-Habitat 2024

d'un espace public dans la même zone. L'approche par zone a démontré son efficacité, ce qui a conduit la municipalité du Grand Amman à allouer des financements au niveau local pour la mise en œuvre des projets souhaités et à orienter les bailleurs de fonds à soutenir la zone. Cette approche a non seulement mis en évidence les résultats positifs, mais elle a également encouragé la poursuite des investissements et du développement dans la communauté.



Fig. 53: : Vue des marécages de Mambanda au Cameroun. ONU-Habitat 2023

digues hybrides, conçues pour réduire davantage les risques d'inondation tout en créant de nouveaux habitats pour la faune et la flore locales, sont aussi en cours de construction, combinant des infrastructures traditionnelles avec des solutions fondées sur la nature (SfN).

Le projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie plus large décrite dans la deuxième composante de UPIMC, qui envisage Douala 4 comme un modèle de ville résiliente, utilisant la restauration écologique pour stimuler le développement urbain durable.

Quelles sont les options de financement potentielles pour les gouvernements locaux?

Les options de financement de projet peuvent également être explorées, comme l'illustre la figure ci-dessous. Le financement de projet est une méthode de financement où le capital d'un projet est réuni en obtenant des prêts ou des investissements basés sur les revenus futurs attendus du projet qui rembourseront l'investissement. L'accès au financement reste cependant un défi important pour les gouvernements locaux, en particulier dans les pays à faible revenu.

Des obstacles critiques empêchent souvent les ressources financières et les investissements indispensables d'atteindre le niveau local, où ils sont essentiels au développement des infrastructures. Les investisseurs hésitent souvent à investir dans des zones vulnérables ou marginalisées, car les projets dans ces contextes peuvent ne pas générer suffisamment de revenus pour justifier l'investissement.

Bien que les projets d'infrastructure dans de tels contextes

soient cruciaux pour le développement communautaire, ils peuvent ne pas offrir de rendements financiers immédiats, ce qui les rend moins attrayants pour les investisseurs motivés par le profit.

Cependant, en explorant des solutions innovantes et durables génératrices de revenus, de nouvelles voies d'obtention de financement peuvent émerger, comme le montre l'exemple de la page 65. Les projets qui démontrent à la fois une viabilité économique et un impact à long terme sont plus susceptibles d'attirer des investisseurs.

Mécanismes de financement	Taille du Budget	Description	Recommandation	Acteurs Impliqués
1 Obligations Municipales	Petit Moyen Élevé <input type="radio"/> <input checked="" type="radio"/> <input checked="" type="radio"/>	Petit Moyen Large Délivré par les collectivités territoriales pour financer des projets publics. Les investisseurs sont remboursés avec des intérêts au fil du temps.	Idéal pour les grands projets d'infrastructure avec des flux de revenus à long terme pour couvrir le remboursement.	<ul style="list-style-type: none"> investisseurs institutionnels (fonds institutionnels tels que : fonds communs de placement, compagnies d'assurance, fonds de pension, fonds spéculatifs) Banques d'investissement
2 Obligations vertes et durables	<input checked="" type="radio"/> <input checked="" type="radio"/> <input checked="" type="radio"/>	Délivré par les collectivités territoriales pour financer des projets publics bénéfiques sur le plan environnemental ou social. Les investisseurs sont remboursés avec des intérêts au fil du temps	Idéal pour les projets avec des objectifs environnementaux ou de durabilité claire.	<ul style="list-style-type: none"> Des entreprises privées qui peuvent être soutenues par des banques et des investisseurs institutionnels
3 Partenariats Public-Privé (PPPs)	<input type="radio"/> <input checked="" type="radio"/> <input checked="" type="radio"/>	Le secteur privé fournit généralement le capital initial, qui est souvent structuré comme une dette à rembourser au fil du temps à partir des revenus du projet.	Convient aux projets d'infrastructure à grande échelle où les autorités locales ont besoin de capitaux et d'expertise	<ul style="list-style-type: none"> Institutions de financement du développement Organismes philanthropiques Sociétés de capital-investissement
4 Investissement à impact	<input checked="" type="radio"/> <input checked="" type="radio"/> <input checked="" type="radio"/>	Investissements réalisés pour générer un impact social ou environnemental en plus des rendements financiers.	Idéal pour les projets ayant des objectifs à fort impact social ou environnemental qui s'alignent sur les valeurs de l'investisseur.	<ul style="list-style-type: none"> Grandes entreprises Fondations d'entreprise
5 Investissement d'entreprise		L'entreprise privée investit en échange de certains droits ou avantages. Ceci pourrait inclure des droits de dénomination, des opportunités de marque ou une part des revenus du projet	Une entreprise peut fournir des capitaux en échange de droits de dénomination d'une installation publique, d'opportunités de marque, ou une part des revenus du projet.	

ÉTUDE DE CAS

Pistes cyclables alimentées à l'énergie solaire : un investissement durable pour l'avenir de l'Égypte

Les pistes cyclables alimentées par l'énergie solaire offrent une solution à multiples facettes, en exploitant l'abondance du soleil égyptien. En intégrant des panneaux solaires dans l'infrastructure de la piste cyclable, les cyclistes bénéficient de sentiers ombragés tout en générant à la fois de l'énergie propre. Cette électricité peut alimenter les lampadaires, être revendue au réseau ou contribuer à l'entretien de la piste. De plus, les opportunités publicitaires au sein de la piste cyclable peuvent générer des revenus supplémentaires. Ce modèle générateur de revenus renforce l'attrait du projet pour les investisseurs potentiels, facilitant sa mise en œuvre.

Une étude de faisabilité préliminaire a été réalisée, démontrant un potentiel prometteur de retour sur investissement élevé. L'étude a souligné non seulement la viabilité financière du projet, et aussi son potentiel à contribuer aux objectifs de l'Égypte en matière d'énergie verte et de développement urbain. Fort de ces indicateurs positifs, le projet recherche activement des opportunités de financement pour passer du concept à la mise en œuvre. En obtenant les investissements nécessaires, cette initiative innovante peut être concrétisée, établissant une nouvelle norme pour les infrastructures urbaines durables en Égypte et au-delà.

Ce modèle économique d'intégration de panneaux solaires dans les structures de toits au-dessus des pistes cyclables a été développé conjointement par ONU-Habitat et son partenaire de mise en œuvre, l'Agence de Bâle pour l'énergie durable (BASE). Ce concept innovant combine la production d'énergie durable avec le développement d'infrastructures urbaines, fournissant une énergie propre et renouvelable tout en favorisant des options de transport respectueuses de l'environnement.

En outre, il crée une opportunité de générer des revenus pour les investisseurs dans les projets d'infrastructures urbaines.

En exploitant l'énergie solaire, le modèle assure un flux de revenus stable, ce qui en fait une solution financièrement viable qui soutient à la fois la mobilité urbaine et les objectifs de développement durable.



Fig. 54: : Les images (en haut et en bas) montrent un rendu 3D de la conception de la piste cyclable à New Damietta, en Égypte. ONU-Habitat 2024

Partage de Connaissances et Renforcement des Capacités

Le partage efficace des connaissances et le renforcement des capacités font partie intégrante de l'approche d'ONU-Habitat et de la méthodologie du programme UPIMC. Il s'agit d'éléments transversaux dans toutes les phases de planification, qui garantissent que les gouvernements locaux et les parties prenantes partagent avec succès leurs expériences et leurs meilleures pratiques, apprennent et reproduisent les outils et les compétences acquis au cours du programme. Ces efforts sont conçus pour donner plus de pouvoir aux municipalités et renforcer l'action locale afin de conduire un changement transformateur, en favorisant un environnement collaboratif pour une amélioration et une innovation continues.

En Égypte et en Jordanie, une méthode d'apprentissage par la pratique a été utilisée, guidant les participants à travers la méthodologie pour les doter des connaissances et des compétences nécessaires pour reproduire la même approche dans d'autres quartiers et zones fragiles.

Lorsque les acteurs locaux ont eux-mêmes appliqué la méthodologie, ils ont reconnu son importance et son

efficacité, ce qui a conduit à l'intégration du processus dans leurs pratiques habituelles.

La municipalité du Grand Irbid (GIM) a noté que la formation a facilité un changement significatif dans son approche du développement spatial et s'efforce désormais d'institutionnaliser ce processus dans ses opérations quotidiennes. En outre, toutes les données SIG développées tout au long du programme UPIMC ont été partagées pour soutenir le développement et l'avancement de leurs observatoires urbains, renforçant ainsi les écosystèmes de données locaux.

Au Cameroun, les cartes détaillées couvrant les secteurs urbains, élaborées avec ONU-Habitat dans le cadre du programme UPIMC, sont activement utilisées dans les services techniques et éclaireront les processus de prise de décision de haut niveau dans toute la ville. La ville a également mis à jour son portail SIG avec ces nouvelles données et s'est engagée à explorer l'adoption de nouveaux outils de planification tels que « Our City Plans » d'ONU-Habitat pour la planification future.



Fig. 55: Renforcement des capacités pour identifier les variables à l'échelle du quartier avec les mairies d'Amman et d'Irbid, Jordanie. ONU-Habitat 2024

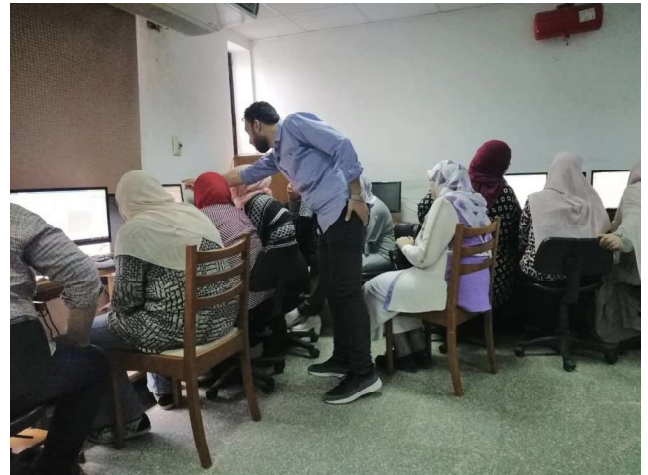


Fig. 56: Formation SIG pour le personnel technique à Damiette, Égypte. ONU-Habitat 2022



Fig. 58: Formation à l'Université de Douala, Douala, Cameroun ONU-Habitat 2024



Fig. 57: Conférence pour les étudiants en urbanisme et en design de l'Université Hachémite, Jordanie. ONU-Habitat 2024

Collaboration avec le milieu universitaire

Au Cameroun et en Jordanie, l'UPIMC s'est associée à l'Université de Douala et à l'Université hachémite de Jordanie pour proposer des formations aux étudiants en collecte de données via des outils électroniques et des visites sur site. La collaboration visait à améliorer les connaissances et les compétences dans l'utilisation d'outils de collecte de données spatiales, permettant le développement d'une base de données multimédia complète à partir de visites sur site, comprenant des photos, des vidéos et des requêtes. Elle visait également à faire progresser la cartographie multisectorielle à l'échelle des quartiers et des sites, à fournir une expérience pratique de la collecte et de l'analyse de données socio-spatiales et à soutenir de manière cruciale les analyses spatiales complètes du programme UPIMC dans les contextes difficiles des deux pays.

Dans le cadre du programme UPIMC, ONU-Habitat a également collaboré avec le programme WiT de l'Université Aalto (Finlande), qui vise à établir un lien entre le travail humanitaire et l'architecture afin de renforcer les capacités de résilience des établissements humains dans les pays à revenu faible et intermédiaire.



Fig. 59: Des étudiants de l'Université de Douala participant aux ateliers UPIMC et testant les outils de collecte de données. ONU-Habitat 2024



Fig. 60: : Événement parallèle au Forum urbain africain, Addis-Abeba, Éthiopie. ONU-Habitat 2024



Fig. 61: Evènement parallèle à la COP28 à Dubai, EAU. ONU-Habitat 2023

Plaidoyer et sensibilisation

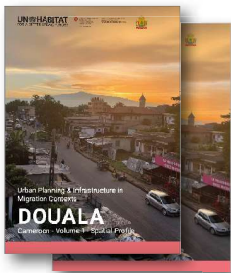
ONU-Habitat s'engage à défendre les besoins et le potentiel des gouvernements et des communautés locales pour favoriser un développement durable et équitable. En reliant les réalités locales à des plateformes plus larges, ONU-Habitat veille à ce que les défis et opportunités uniques rencontrés au niveau local soient mis au premier plan des discussions et des processus décisionnels mondiaux.

Dans les contextes fragiles, les voix des autorités locales et des communautés marginalisées sont particulièrement sous-représentées dans les discussions et les efforts mondiaux. ONU-Habitat s'efforce de combler ce fossé en connectant les villes fragiles à des réseaux et plateformes plus larges, en veillant à ce que leurs besoins et réalités spécifiques soient entendus et pris en compte. Ce travail de plaidoyer est essentiel pour élaborer des politiques et des stratégies véritablement inclusives et adaptées aux défis auxquels sont confrontées les municipalités sur le terrain, en particulier celles qui sont touchées par les crises.

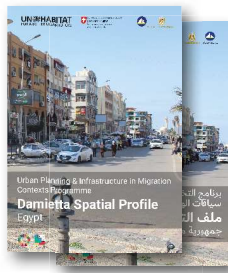
Grâce à sa vaste expérience et à ses partenariats, ONU-Habitat fait partie d'un réseau de partenaires et d'acteurs qui promeuvent et partagent des solutions urbaines innovantes adaptées aux problèmes complexes des crises, des migrations forcées et des déplacements. Cela favorise de manière cruciale le développement inclusif et durable, en permettant l'échange d'idées, de bonnes pratiques et de stratégies efficaces dans différents contextes et régions.

5. BIBLIOTHÈQUE DES RESSOURCES

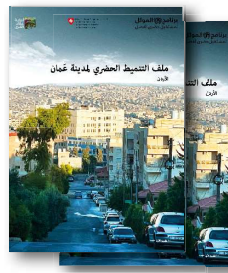
UPIMC Profils Spatiaux



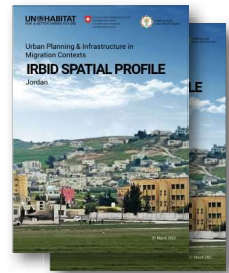
 [Profilage urbain de Douala 4, Cameroon](#)



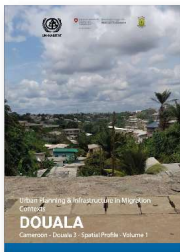
 [Profilage urbain de Damietta, Egypte](#)



 [Profilage urbain d'Amman, Jordanie](#)



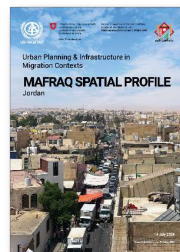
 [Profilage urbain d'IRbid, Jordanie](#)



Profilage Urbain de Douala 3, Cameroon - En cours

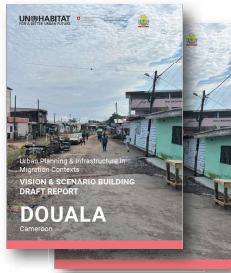


Profilage Urbain de Kafr El Battikh, Egypte - En cours



 [Profilage urbain de Mafraq, Jordanie](#)

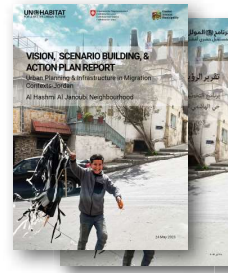
UPIMC Vision, Planification et Plans d'Actions



 [Vision, Construction de Scénarios et Plan d'Action pour la commune de Douala 4](#)



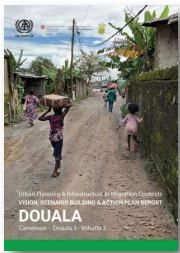
 [Vision, Construction de Scénarios et Plan d'Action pour la ville de New Damietta, Egypte](#)



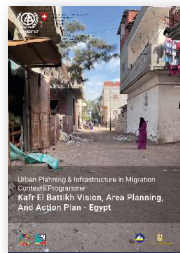
 [Vision, Construction de Scénarios et Plan d'Action pour Al Hashimi Al Janoubi](#)



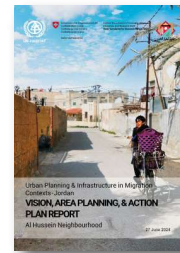
 [Vision, Construction de Scénarios et Plan d'Action pour Al Afrah](#)



Vision, Construction de Scenario, et Plan d'Action pour la ville de Douala 3 - En cours



Vision, Construction de Scenario, et Plan d'Action pour la ville de Kafr El Battikh - En cours



Vision, Construction de Scenario, et Plan d'Action pour le quartier d'Al Hussein quartier - En cours

UPIMC Livrets de Projet

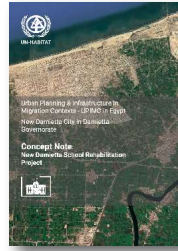
Douala 4,
Cameroun



Douala 3,
Cameroun



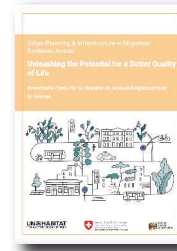
Kafr El Battikh,
Egypte



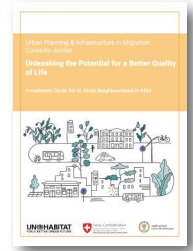
Damietta,
Egypte



Amman,
Jordanie



Irbid,
Jordanie



Scanner ou [click](#)
pour accéder
à toutes les
ressources

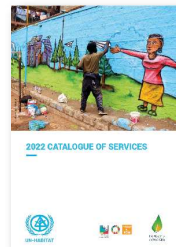


Scanner ou [click](#)
pour regarder la
vidéo!

Solutions urbaines intégrées d'ONU-Habitat

Les crises et les déplacements étant de plus en plus liés à l'urbanisation et au développement durable, ONU-Habitat s'engage à soutenir les gouvernements nationaux et locaux dans la recherche de solutions urbaines intégrées. ONU-Habitat continuera à faire progresser les connaissances et les pratiques mondiales en matière d'approches urbaines durables, en intégrant les expériences locales dans les discussions et les efforts plus larges visant à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et à mettre en œuvre le nouvel agenda urbain afin de ne laisser personne ni aucun endroit de côté.

Aujourd'hui, ONU-Habitat explore la planification urbaine intégrée à plusieurs échelles et basée sur des preuves comme une approche alternative pour aborder les scénarios de migration et de déplacement, en fournissant des solutions durables pour combler le fossé entre les pratiques humanitaires et de développement dans des contextes de crise et de déplacement prolongés.



Explore le [Catalogue de services](#) d'ONU HABITAT



En savoir plus sur la
planification des
[Humanitarian Development Practice](#)



UN-HABITAT



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Federal Department of Economic Affairs,
Education and Research EAER
State Secretariat for Economic Affairs SECO

Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains (ONU-Habitat)
Siège des Nations unies à Nairobi
Avenue des Nations Unies, Gigiri, Nairobi, Kenya, 00100 0
www.unhabitat.org

ONU-Habitat HQ Responsable de la gestion du programme : niina.rinne@un.org, jiacong.ang@un.org
UPIMC - Cameroun Coordinatrice: princesse.samba@un.org
UPIMC - Egypte Coordinatrice: rowaida.dweik@un.org
UPIMC - Jordanie Coordinatrice : ayah.hammadmohd@un.org